

BIBLIOTHÈQUE FRANCE-AMÉRIQUE

---

**CECILIO BAEZ**

RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ NATIONALE D'ASSOMPTION  
ANCIEN MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DU PARAGUAY EN FRANCE  
ET EN GRANDE-BRETAGNE

# *Le Paraguay*

Son évolution historique et sa situation actuelle.



BICC

*LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN*





R.379



LE  
PARAGUAY

615313281  
i15213225

UNIVERSIDAD DE EXTREMADURA





## BIBLIOTHÈQUE FRANCE-AMÉRIQUE

## HISTOIRE DES NATIONS AMÉRICAINES

**Histoire du Canada**, par F.-X. GARNEAU. Sixième édition revue, annotée et publiée avec une Introduction et des appendices, par son petit-fils HECTOR GARNEAU. Préface de M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française, président du Comité France-Amérique. 2 forts volumes in-8°.

TOME I (1534-1744). 1 vol. in-8° avec portrait de l'auteur, 1913.

TOME II. 1 vol. in-8°, 1920.

**La France et la Guerre de l'Indépendance américaine (1776-1783)**, par J. MERLANT, professeur à l'Université de Montpellier. 1 vol. in-8° avec 6 planches et 1 carte hors texte, 1918.

**Histoire des États-Unis (1787-1917)**, par G. WEILL, professeur à l'Université de Caen. 1 vol. in-8° avec 7 pl. et 1 carte hors texte, 1919.

**Histoire de la Colombie et du Vénézuéla**, par J. HUMBERT, agrégé de l'Université, docteur ès lettres. 1 vol. in-8° avec un portrait et une carte hors texte, 1920.

**Histoire de la Bolivie**, par ALCIDES ARGUEDAS. 1 vol. in-8° avec planches, 1924.

**Les États-Unis d'Amérique. Leur origine, leur développement, leur unité**, par le Dr NICHOLAS MURRAY BUTLER, Pl de Columbia University, 10 hors-texte, 2 cartes, 1926.

**Histoire du Chili**, par M. LEONARDO PENA.

**Histoire de l'Uruguay**, par HUGO D. BARBAGELATA. 1 vol. in-8° avec planches (*en préparation*).

**Histoire de l'Equateur**, par CRISTOBAL GANGOTENA (*en préparation*).

**Histoire de la République Argentine**, par M. JULIO NOE (*en préparation*).

## PAYS D'AMÉRIQUE

**La République de Costa-Rica. Son avenir économique et le Canal de Panama**, par le Comte MAURICE DE PERIGNY. Préface de M. MARTINENCHE, professeur à l'Université de Paris. 1 vol. in-8° avec 10 planches et 1 carte hors texte, 1918.

**Le Paraguay**, par le Dr CECILIO BAEZ, ministre plénipotentiaire du Paraguay 1 vol. in-8° avec 8 gravures et planches, 1926.

**Le Pérou**, par FRANCISCO GARCIA CALDERON (*sous presse*).

**Les États-Unis**, par M. FIRMIN ROZ (*en préparation*).

## LITTÉRATURE ET ARTS D'AMÉRIQUE

**Les États-Unis et la France**, par E. BOUTROUX, P.-W. BARTLETT, J.-M. BALDWIN, L. BÉNÉDITE, W. V. R. BERRY, d'ESTOURNELLES DE CONSTANT, L. GILLET, D. J. HILL, J. H. HYDE, MORTON FULLERTON. 1 vol. in-8° avec 18 planches hors texte, 1914.

**Pages choisies de José Enrique Rodó**, choix et introduction de M. HUGO D. BARBAGELATA. 1 vol. in-8°, avec un portrait hors texte, 1918.

**Pages choisies de Rubén Darío**, choix et introduction de M. VENTURA GARCIA CALDERON. 1 vol. in-8°, avec un portrait hors texte, 1918.

## QUESTIONS AMÉRICAINES

**Les Promesses de la Vie américaine**, par H. CROLY. Traduit de l'anglais, par FIRMIN ROZ et FENARD, introduction par FIRMIN ROZ. 1 vol. in-8°. 1913.

**Le Chili et la Guerre**, par C. SILVA VILLOSLA, ancien directeur du *Mercurio* de Santiago du Chili. Traduit de l'espagnol par CARDOZO DE BETHENCOURT. Une brochure in-8°, 1915.

**Le secours américain en France (*American Aid in France*)**, par WILLIAM G. SHARP et GABRIEL HANOTAUX. Une brochure in-8°, 1915.

**La France et la Guerre. Opinions d'un Américain**, par JAMES MARK BALDWIN. Une brochure in-8°, 1915.

**Le Devoir des Neutres**, par RUY BARBOSA. Avant-propos : *La Sentence du Juge*, par GRAÇA ARANHA. Traduit du portugais, par CARDOZO DE BETHENCOURT. Une brochure in-8°, avec une planche hors texte. 2<sup>e</sup> édition, 1917.

**L'Allemagne et l'Amérique latine. Souvenirs d'un voyageur naturaliste**, par EMILE-R. WAGNER. Préface de M. EDMOND PERNIER, Membre de l'Institut. Directeur du Muséum. 1 vol. in-8° avec carte, 1918.

**L'Union des États-Unis et de la France**, par G. HANOTAUX, 1918.

**A travers la forêt brésilienne. De l'Amazone aux Andes**, par LE MÊME. 1 vol. in-8° avec 8 planches, 1919.

**De la sympathie à la fraternité d'armes. Les États-Unis dans la Guerre**, par MAURICE BARRÈS, de l'Académie française. In-8°, 1919.

**Au Canada**, par le Maréchal FAYOLLE, ALBERT BESNARD, BLÉRIOT, JEAN BRUNHES, Comtesse MADELINE DE BRYAS, Marquis de CRÉQUI-MONTFORT, CORREARD, J. DAL PIAZ, Sénateur DANDURAND, J.-L. GILMOUR, GUENARD, F. GUILLOTET, GABRIEL LOUIS-JARAY, M<sup>rs</sup> LANDRIEUX, C<sup>t</sup> DE MASSIGNAC, GASTON MENIER, FERDINAND ROY. Comte et Comtesse de WARREN, WEBSTER. Préface de M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie Française. 1 vol. in-8° avec 32 planches hors texte, 1922.

**La Question sociale et le Canada. Industrie et Humanité**, par M. MACKENSIE KING, premier ministre du Canada, 1926.



TS-6012

# LE PARAGUAY

*Son évolution historique et sa situation actuelle*

PAR

**CECILIO BAEZ**

Recteur de l'Université Nationale d'Assomption,  
Ancien Ministre plénipotentiaire du Paraguay en France  
et en Grande-Bretagne.



PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI<sup>e</sup>

1927

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés  
pour tous pays.









PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DU PARAGUAY  
JUSQU'A SON INDÉPENDANCE







## CHAPITRE PREMIER

### FONDATION D'ASSOMPTION

Le Rio de la Plata, appelé Mer du Paraguay par les anciens cartographes, fut découvert par Juan Diaz de Solis en 1516. Ayant débarqué sur la côte orientale, de Solis fut tué avec la plus grande partie de ses compagnons par les Indiens. Ceux qui restèrent dans les embarcations retournèrent en Espagne. Hernando de Magallanos débarqua au même point le 10 janvier 1520. Il passa bientôt au sud et découvrit le détroit qui porte son nom (27 novembre 1520). Sébastian Gaboto marcha sur ses traces, aperçut le cap de Santa-Maria, le 21 février 1527, remonta le Paraná, construisit un blockhaus appelé Sancti-Spiritus, découvrit le fleuve Paraguay et arriva jusqu'à Pilcomayo. Un autre explorateur, Diego Garcia de Moguer, le suivit de près. Ni l'un ni l'autre n'avaient d'autorisation légale pour entreprendre cette expédition. Ils en avaient une pour se rendre aux Moluques; mais, avides d'or et d'argent, ils se dirigèrent sur la Mer du Paraguay, y pénétrèrent, et là se querellèrent au sujet de droits qu'ils n'avaient pas. N'ayant trouvé aucun des métaux qu'ils cherchaient, ils résolurent de retourner en Espagne pour régler leurs différends (1530). Quant à Gaboto, s'étant éloigné de son « blockhaus », les Indiens rasèrent l'ouvrage après avoir tué les soldats de la garnison.

Trois ans se passent sans que le gouvernement de Madrid reçoive l'offre d'aucun autre navigateur pour oser affronter le Rio de la Plata. L'année suivante, il se présenta enfin, non un marin, mais un soldat enrichi dans le sac de Rome, au service de l'empereur Charles-Quint. Le 21 mai 1534 eut lieu, entre le monarque et son sujet, un accord ou contrat par lequel Charles-Quint donnait en fief tous les pays du Rio de la Plata au soldat fortuné don Pedro de Mendoza. Celui-ci, de son côté, s'engageait à coloniser à ses



propres frais, comme c'était la coutume. Don Pedro de Mendoza fut investi à cet effet de tous les pouvoirs civils et militaires avec les titres de Gouverneur Général (Adelantado Mayor), Alguazil Mayor, Gouverneur et Capitaine Général du Rio de la Plata. En exécution de ce pacte, il partit de San Lucar le 24 août de l'année même de l'accord. Son escadre se composait de onze navires et de 1.200 hommes d'équipage, tant officiers que soldats et passagers de distinction. Après de nombreuses péripéties, il aborda, en janvier 1536, au Riachuelo, où il établit la première colonie à laquelle il donna le nom de Port de Notre-Dame Santa-Maria del Buen Aire. Dès le début, elle fut appelée Buenos-Aires.

Les Espagnols se brouillèrent vite avec les Indiens et arrivèrent à manquer de vivres. Leurs capitaines se lancèrent de tous côtés pour en trouver : les uns se dirigèrent sur le Brésil, d'autres sur le Paraguay où il y avait des Indiens pacifiques et adonnés à l'agriculture. Don Pedro de Mendoza qui souffrait d'*indecent morbus* (maladie honteuse), ne put supporter les privations ; il délégua ses pouvoirs à Juan de Ayolas, abandonna sa troupe décimée dans le port récemment fondé et retourna en Espagne, mais il ne revit pas son pays ; il mourut au cours du voyage, des suites de son mal.

Son délégué, Juan de Ayolas, accompagné de son lieutenant, Dominguo Martinez de Irala et de 160 hommes embarqués sur trois brigantines, remonta le fleuve du Paraguay jusqu'au 19<sup>e</sup> degré de latitude sud et débarqua en un endroit qu'il baptisa du nom de Port de la Candelaria (2 février 1537). De là, Ayolas se dirigea sur le Pérou, traversa les immenses forêts et les marais du Grand Chaco Boréal, aujourd'hui paraguayen. Il avait laissé son lieutenant Irala et 30 hommes pour garder les navires, avec ordre de l'attendre jusqu'à son retour. Il lui avait aussi délégué par écrit tous ses pouvoirs, ceux-là mêmes que Don Pedro de Mendoza lui avait conférés. Plusieurs mois passèrent et Ayolas ne paraissait pas. La troupe d'Irala souffrait de la faim, comme la troupe abandonnée à Buenos-Aires. Peu après arrivèrent à la Candelaria, avec des vivres et des approvisionnements, les capitaines Juan de Salazar et Gonzalo de Mendoza. Les trois capitaines descendirent le fleuve Paraguay jusqu'au parallèle 25°30' (lieu où se trouve aujourd'hui le port d'Assomption), pour réparer leurs navires en mauvais état et s'approvisionner. Le 15 août 1537, ils y établirent un blockhaus. Mendoza resta là avec une garnison ; Salazar descendit à Buenos-Aires avec des vivres pour secourir les habitants, et Irala retourna à la



Candelaria, sur la demande de son chef. Ayolas, en effet, était revenu pendant l'absence de son lieutenant ; mais une nuit, il fut surpris par les Indiens et massacré avec tous ses compagnons. Alors Irala retourna au blockhaus d'Assomption et signifia ses pouvoirs aux Espagnols de la garnison, qui le reconnurent pour chef (1539).

En janvier 1541, Irala descend à Buenos-Aires pour ramener toute la population au port d'Assomption. Ainsi le campement de Buenos-Aires disparut, mais le peuple reconnut Irala comme un sauveur, parce qu'il lui avait donné des vivres. La colonie de Buenos-Aires n'existant plus, Irala la remplace en fondant la ville d'Assomption sous la protection du « blockhaus ». Depuis lors, cette ville fut le siège du gouvernement de tout le Rio de la Plata.

Irala porta ses conquêtes jusqu'aux tropiques et au centre du Brésil ou la Guaïra. Il triompha de toutes les difficultés où s'étaient brisés ses prédécesseurs, spécialement Don Pedro de Mendoza. Pour coloniser les pampas du Parana, peuplées d'Indiens très féroces, disait-il, il est nécessaire de commencer par le Paraguay, où la terre est très fertile et où il y a une population agricole. Et il avait raison, parce que, sans les richesses créées par les habitants d'Assomption, Espagnols et métis, ses successeurs au gouvernement n'auraient pu mener à bien les fondations qu'ils firent.

Il est établi qu'Irala jeta les bases d'Assomption en 1541, avec la population sortie de Buenos-Aires. De plus, il créa beaucoup de villages d'Indiens selon le système des commanderies, ou soumis au régime du seigneur féodal espagnol appelé « encomendero ». Les villes et les bourgs étaient gouvernés par des Conseils démocratiquement constitués, en vertu d'un édit de l'empereur Charles-Quint. Les premiers successeurs de ce grand colonisateur imitèrent son exemple. Le plus célèbre d'entre eux fut Don Juan de Garay, lieutenant de Don Martin Suarez de Toledo, gouverneur intérimaire du Paraguay.

Avec des Espagnols et des créoles d'Assomption, et des ressources paraguayennes, Don Juan de Garay fonda la ville de Santa-Fé en 1573 et Buenos-Aires en 1580. En 1588, la population d'Assomption, avec son gouverneur Juan de Vera y Aragon, fonda la ville de Corrientes, dont l'expansion ultérieure est la province d'Entre-Rios. La République Argentine actuelle doit son existence à trois pays différents : au Paraguay, créateur des provinces situées sur le Parana et la Plata ; au Chili, créateur des provinces de



Mendoza et San Juan ; au Pérou, dont les conquérants colonisèrent Córdoba, Tucumán, Salta, Catarmaca, San-Luis, Santiago del Estero, Rioja y Jujuy.

Enfin, avec la population provenant d'Assomption, Nufrio de Chaves, en 1561, alla fonder la ville de Santa-Cruz de la Sierra, au pays des Indiens Chiquitos, aujourd'hui territoire de la Bolivie. A la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, époque des fondations paraguayennes, cette grande province s'étendait depuis la côte de Santa Catalina (aujourd'hui au Brésil), jusqu'à Buenos-Aires, et depuis Buenos-Aires jusqu'à los Chiquitos et la Guaira, à l'intérieur du Brésil. Les Brésiliens conquièrent plus tard la Guaira et les terres adjacentes.

En 1620, le Conseil des Indes, qui gouvernait au nom du roi d'Espagne toutes les Amériques, divisa le gouvernement du Paraguay en deux grandes sections : celle du Paraguay proprement dit, dont la capitale était Assomption, et celle des provinces de la Plata, dont la capitale était Buenos-Aires, siège de la vice-royauté depuis 1776. Quatre héros furent les principaux fondateurs des villes du Paraguay et du Rio de la Plata, à savoir : les Espagnols Irala et Juan de Garay, et les Paraguayens Fernando Arias de Saavedra et Roque Gonzales de Santa-Cruz, ce dernier fondateur des Missions.



## CHAPITRE II

### LES MISSIONS DU PARAGUAY

Les historiens européens aussi bien que les historiens américains, en général, confondent la République municipale d'Assomption avec les Missions du Paraguay, dont la capitale était la Candelaria, sur le Haut Paraná. Ces deux sections formaient, il est vrai, la province du Paraguay, mais l'une et l'autre différaient essentiellement. Le gouverneur commun avait son siège à Assomption. La République d'Assomption se composait de populations Espagnoles et métisses, régies par leurs conseils municipaux. La République chrétienne, ou Missions, était formée de populations d'Indiens exclusivement dirigées par des missionnaires religieux. La partie nord du Paraguay était réservée à la République Municipale des Espagnols et des « encomenderos ». Dans la partie sud, depuis le Rio Tebicuary jusqu'à l'Uruguay, se trouvaient les Missions.

Les premiers Jésuites entrèrent au Paraguay en 1588. Vinrent ensuite d'autres religieux, du côté du Pérou. Ils organisèrent les Missions en s'adaptant aux mœurs des peuples Incas : ils leur appliquèrent le système de la communauté de biens et de travail en commun. Comme dans l'antique Pérou, les jeunes gens étaient obligés de se marier, *velis nolis*. « A l'imitation des Hindous, — écrit un missionnaire religieux, — la façon de se saluer, de s'habiller, la forme des bijoux et des ornements, l'arrangement des divers détails de la coiffure, la manière de construire les maisons, le lieu où doit être placé le feu sacré, le coin où doivent se mettre les ustensiles domestiques, la façon de se coucher et de dormir, les règles de l'urbanité et de la courtoisie qu'il faut observer ; tout, en un mot, a été réglementé dans un but religieux. » (J. A. Dubois : *Mœurs, institutions et cérémonies des peuples de l'Inde*.) Les Jésuites, qui connaissaient le régime de vie en



commun des Hindous, des Égyptiens et des Péruviens, l'appliquèrent à leurs Missions du Paraguay, *mutatis mutandis*, dans la forme décrite par Dubois. Comme dans l'ancien empire des Incas, chaque ménage recevait un lot de terre, la quantité de semences nécessaire, et une paire de bœufs pour labourer ce champ. Cette parcelle épuisée, on l'échangeait pour une autre. Les produits de la culture étaient portés au grenier commun, comme cela se passe dans les fourmilières. Les administrateurs religieux les distribuaient de façon équitable à leurs catéchumènes.

Hommes et femmes, dès la seconde enfance, étaient soumis au travail collectif. La République Chrétienne n'avait besoin de rien ni de personne ; les Jésuites créèrent tout dans leurs Missions : les arts industriels, les professions et les métiers de toute sorte ; ils encouragèrent sur une vaste échelle l'agriculture et l'élevage du bétail, grand et petit ; ils construisirent de belles églises et eurent des chantiers où l'on fabriquait les navires nécessaires au commerce d'importation et d'exportation. Les marchandises qu'ils envoyaient à Santa-Fé et à Buenos-Aires étaient les bois, le maté, les peaux, le tabac, le coton, le miel, le sucre, les céréales, les légumes, les fruits, les étoffes de coton et les articles de forge et d'orfèvrerie. Dans les ateliers des Missions, on fabriquait, en outre, les objets nécessaires à l'équipement d'une armée. Les Jésuites et leurs frères convers — recrutés en Espagne, en Italie, en Autriche, en Allemagne, et en Flandre, principalement, — étaient matelots, charpentiers, maçons, mécaniciens, armuriers, forgerons, orfèvres, sculpteurs, tourneurs, bourrelliers, couvreurs, doreurs, potiers, agriculteurs, etc...

Par contre, l'éducation fut négligée par les religieux. Ils enseignaient aux Indiens à prier, à entendre la messe et à faire des exercices spirituels. Ils les distrayaient avec de la musique et de la danse, des feux d'artifice, des jeux d'anneaux et autres amusements ; mais ils leur refusaient la connaissance du castillan, pour empêcher les Espagnols de leur communiquer les idées propres aux hommes libres. Soumis au travail servile et vivant dans la plus complète ignorance, les aborigènes ne connaissaient pas leurs droits et ne concevaient pas plus les sentiments de liberté et de propriété que ceux de solidarité, d'égalité et de dignité humaine. Ce fut la principale faute des Jésuites au Paraguay.

En 1768, par ordre de Charles III, ces religieux furent expulsés de toutes les possessions américaines. Cette mesure imprudente et violente est due



principalement aux manœuvres ténébreuses du marquis de Pombal, dictateur du Portugal, qui, appuyé par l'Angleterre, désirait l'expulsion des Jésuites du Paraguay, pour s'emparer des territoires des Missions Orientales de l'Uruguay. C'est ce qui arriva, en effet. Quand le gouvernement espagnol connut son erreur, il créa la vice-royauté du Rio de la Plata pour arrêter les Brésiliens dans leurs usurpations territoriales.

---







## CHAPITRE III

### LES RÉVOLUTIONS COMMUNALES DU PARAGUAY

Comme les pays du Rio de la Plata intéressaient très peu le gouvernement métropolitain, et ne lui causaient de craintes d'aucune sorte, l'empereur Charles-Quint expédia de Valladolid, le 12 septembre 1537, une Cédule Royale par laquelle il conférait à ses colonisateurs la faculté d'élire des gouverneurs provisoires en l'absence de ceux de nomination royale. Domingo Martinez de Irala fut le premier gouverneur *de facto* de la province du Paraguay, qu'il avait créée avec les Espagnols amenés par le chef Don Pedro de Mendoza. Pour remplacer ce premier gouverneur général, qui échoua dans son entreprise, la cour de Madrid confia le même poste au fameux aventurier de la Floride, Alvar Nuñez Cabeza de Vaca. Parti de Cadix le 2 novembre 1540, avec une troupe de 400 hommes et 46 chevaux, embarqués sur différents navires, Alvar Nuñez aborda à la côte de Santa Catalina, en mars 1541, — précisément à l'époque où Irala dépeuplait le port de Buenos-Aires et fondait la ville d'Assomption. Quelques Espagnols fugitifs, qui ne voulurent pas accompagner Irala dans son entreprise au Paraguay, apprirent à Alvar Nuñez l'abandon de Buenos-Aires. En présence de cet événement, le chef confia ses navires à Philippe de Caceres pour qu'il se dirige, avec 150 hommes, vers le Rio de la Plata et ensuite vers le Paraguay. De son côté, Alvar Nuñez, avec 250 hommes et quelques chevaux, fit l'expédition par terre. Parti de Santa Catalina, le 10 novembre 1541, il entra à Assomption, le 11 mars de l'année suivante, sans avoir perdu un seul homme.

Le nouveau chef, bien accueilli d'Irala, fit, grâce à l'aide de celui-ci, une expédition fameuse aux tropiques. A son retour, 200 conspirateurs suscitèrent une grosse émeute et parcoururent les rues de la ville d'Assomption



récemment fondée, en criant : « Liberté, liberté ! Vive le Roi et mort au mauvais gouverneur ! » Bientôt ils s'emparèrent de la personne d'Alvar Nuñez, instruisirent son procès et l'envoyèrent en Espagne (1544). Telle est l'origine des révolutions communales du Paraguay, ainsi appelées parce qu'elles furent provoquées par le mécontentement général.

Les conspirateurs élirent Irala, comme gouverneur provisoire. Irala, après avoir créé la grande province du Paraguay, sans l'aide du Roi et malgré le Roi, mourut à Assomption le 3 octobre 1556, à l'époque même à laquelle Charles-Quint renonçait, en faveur de son fils Philippe, aux royaumes espagnols et aux possessions d'outre-mer. Plusieurs des successeurs d'Irala furent élus par plébiscite, en vertu de l'autorisation royale de 1537. Ainsi fut élu, en 1558, Francisco Ortiz de Vergara, comme en témoigne l'acte municipal de l'époque. Suivant ce document, le 22 juillet, le conseil d'Assomption invita aux élections les habitants de la ville, les prévenant qu'ils devaient émettre leur vote pour N... N..., sur une feuille de papier qu'ils déposeraient dans des urnes préparées à cet effet, de manière que le vote fût secret. Des secrétaires surveillèrent l'opération et vérifièrent le scrutin. Comme on le voit, les habitants d'Assomption connaissaient déjà les avantages du vote secret et du suffrage libre.

L'esprit de rébellion s'étant déjà développé dans la population, de nouvelles émeutes eurent lieu dans la République Municipale du Paraguay. Plusieurs gouverneurs furent déposés et d'autres élus à leur place, sans que les rois d'Espagne pussent étouffer les rébellions qui se produisaient fréquemment dans cette province éloignée. En 1573, les Assomptionnistes s'emparèrent du gouverneur Philippe de Caceres et l'embarquèrent pour l'Espagne avec l'évêque Pedro de la Torre. Un autre gouverneur, nommé Diego Ortiz de Zarate y Mendieta, eut le même sort. Tous étaient accusés d'actes de tyrannie.

Malgré de tels troubles, le gouverneur provisoire Don Juan de Garay, avec 80 hommes et les ressources d'Assomption, fondait la ville de Santa-Fé en 1573 et celle de Buenos-Aires en 1580, avec 60 Paraguayens. De son côté le chef Juan Torres de Vera y Aragon fonda la ville de Corrientes en 1588. Après Irala et Garay, le troisième gouverneur important du Paraguay fut le créole paraguayen Don Hernando Arias de Saavedra, élu par le peuple en 1591.

On doit à ce chef le progrès du Rio de la Plata. Il secourut les



provinces pauvres de Corrientes, de Santa-Fé et de Buenos-Aires, aux frais de son pays natal. Finalement, ce fut lui aussi qui favorisa le démembrement de notre grande province en deux gouvernements : celui d'Assomption et celui de Buenos-Aires. L'ordonnance royale qui sanctionna le démembrement, fut expédiée par la cour de Madrid en 1617 ; mais la séparation ne s'effectua qu'en 1620. Depuis lors, la vie des pays de la Plata suit deux courants historiques distincts, l'un paraguayen et l'autre argentin.

Le Paraguay resta livré à ses propres efforts pour contenir les envahisseurs portugais. Il défendit les Missions de la Guaira, du Paraná et de l'Uruguay, sans recevoir de secours de Buenos-Aires. A la fin, le Brésil et l'Argentine restent maîtres de toutes les Missions paraguayennes. Les Portugais du Brésil profitèrent des querelles communales pour faire des incursions dans les possessions paraguayennes. Les habitants d'Assomption luttaient tantôt contre les gouverneurs, tantôt contre les religieux des Missions.

Une autre révolution communale importante éclata en 1648. Le Chapitre et l'évêque Bernardino de Cardenas la fomentèrent contre les Jésuites, qui monopolisaient le commerce paraguayen et étaient chasseurs d'Indiens. En 1676, les Portugais de San-Pablo finirent par conquérir la province de la Guaira et réduisirent en esclavage les Indiens des Missions. Cette défaite amena la déposition du gouverneur Francisco Rege Corbalan, qui fut envoyé en prisonnier devant l'audience royale de Charcas. Pendant ce temps, le Paraguay restait gouverné par les alcades municipaux.







## CHAPITRE IV

### LA DERNIERE RÉVOLUTION COMMUNALE DU PARAGUAY

Nous avons dit que la province du Paraguay offrait la particularité d'être constituée par deux États indépendants : l'un laïque et municipal, l'autre « sacerdotique » ; aucun d'eux n'obéissait au roi ; les conseillers d'Assomption en faisaient à leur guise dans le premier, comme les Jésuites dans le second. C'était deux pouvoirs en conflit perpétuel pour le droit de vivre. Les religieux et leurs Missions occupaient les régions baignées par le Tebicuary, le Paraguay, le Paraná et l'Uruguay, rivières qui facilitaient leur commerce avec les provinces andines et péruviennes. Grâce au travail de leurs Indiens, ils exploitaient les terres et les bois, et peuplaient les pâturages de nombreux troupeaux ; grâce à leurs privilèges qui étaient nombreux, et à la complaisance de gouverneurs vénaux, ils exerçaient leur trafic sans acquitter aucun impôt fiscal. Les Paraguayens et « encomenderos », au contraire, disposaient de très peu d'Indiens et devaient faire face à tous les impôts fiscaux et municipaux. Ils étaient astreints au service militaire personnel, chaque fois que le Gouverneur les convoquait pour combattre les Portugais et les sauvages. Ils ne pouvaient donc pas rivaliser avec les religieux des Missions qui monopolisaient le commerce avec les provinces de la Plata, du Chili et du Pérou.

Telles furent les causes de la dernière révolution des communes. Elle commença par une insurrection contre le gouverneur Diego de los Reyes Balmaceda, protecteur des Jésuites. Les Paraguayens nommèrent à sa place Don José de Antequera y Castro, que soutenaient les conseillers municipaux José de Abalos, José de Urrúnega, Rojas Aranda, Ortiz de Zárate, Antonio Ruiz de Arellano, Antonio Baez, Ramon de las Llanas, Juan de Mena et d'autres, d'accord avec les conseillers municipaux de Villa-Rica (1725). Les insurgés expulsèrent d'Assomption les quelques



Jésuites qui s'y trouvaient établis en collège. La lutte avec les Missions fut sévère ; il y eut des combats dans les rues de la ville et des batailles dans les campagnes. À la fin, le vice-roi de Lima intervint. Il ordonna au gouverneur de Buenos-Aires de se transporter au Paraguay avec des troupes armées et de s'emparer d'Antequera. Les deux gouverneurs se livrèrent une bataille sanglante dans les Missions, et Antequera s'enfuit au Pérou, où le vice-roi de Lima le fit passer par les armes avec Don Juan de Mena (1731).

Le Paraguay ne fut pas pacifié pour autant. Les conseillers municipaux, qui tenaient le pouvoir, nomment un président de la province du Paraguay et défient l'autorité du vice-roi en tuant son envoyé, Augustin de Ruiloba (1733). Le vice-roi entre en fureur, et, d'accord avec l'audience royale de Charcas, il coupe toute communication avec le Paraguay, met l'embargo sur ses produits et ses bateaux, et ordonne au gouverneur de Buenos-Aires, Don Bruno Mauricio de Zabala, d'étouffer le foyer de l'insurrection. Celui-ci accepta et se fit l'instrument du despotisme colonial ; il supprima le droit qu'avait le peuple d'élire son gouverneur, il fusilla les chefs populaires et nomma un nouveau gouverneur (1735).

L'audience de Charcas poussa à l'extrême les mesures de rigueur contre le Paraguay. En 1739, sur les instances de la cité filiale de Santa-Fé, elle rendit arbitrairement un décret qui défendait aux embarcations du Paraguay de faire du commerce avec d'autres villes que Santa-Fé. De cette façon, Santa-Fé devenait le *Puerto Preciso* du Paraguay. Cette mesure despotique faisait autant de tort au Paraguay qu'à Buenos-Aires ; les deux provinces protestèrent, mais ne furent pas écoutées.

Les communes du Paraguay soutinrent ce principe : « *L'autorité du peuple est supérieure à celle du roi* ». Et en cette dernière circonstance elles proclamèrent cet autre : « *Le commerce entre les provinces doit être libre ; il n'est pas juste de priver le Paraguay du droit de porter ses produits dans le port qui lui convient le mieux* ». Nombre de documents prouvent que Buenos-Aires et Santa-Fé ont vécu exclusivement du commerce du Paraguay, jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. On ruinait le commerce paraguayen par des impôts onéreux qui s'ajoutaient aux révolutions communales ; celles-ci durèrent 191 ans (de 1544 à 1735). Quand la guerre générale de l'indépendance fut terminée, en 1810, le dictateur José Gaspar de Francia affranchit le Paraguay de la tyrannie politique et économique de Buenos-Aires, comme on le verra plus loin.



## CHAPITRE V

### LE GOUVERNEMENT DE BUENOS-AIRES

Au nom du gouverneur de la province, Juan Ortiz de Zarate, et avec un pouvoir de don Martin Suarez de Toledo, gouverneur intérimaire d'Assomption, don Juan de Garay fonda Santa-Fé de la Vera-Cruz, sur la rive droite du Paraná, en 1573. Il amenait avec lui un grand nombre de personnes et d'animaux du Paraguay. Cette même année, Jeronimo Luis Cabrera, du Pérou, jetait les fondements de la nouvelle Cordoba, du Tucuman. Le même Garay, muni des pouvoirs du gouverneur Juan Torres de Vera y Aragon, avec soixante Paraguayens fonda la ville de Buenos-Aires, en juin 1580. Un second lieutenant du même gouverneur établit le plan d'une autre ville sur la côte sud du Rio Bermejo, en 1585, avec des émigrants recrutés à Assomption. Il donna à cette ville le nom de Buena Esperanza del Bermejo. Après son arrivée à Assomption, Juan Torres de Vera y Aragon fonda la ville de San-Juan de Vera (Corrientes) le 3 avril 1588. Une Cédule Royale de 1617 créa le gouvernement de Buenos-Aires avec les quatre villes que nous venons de nommer. Ceci se passa en 1620. Douze ans après, Conception de Buena Esperanza disparut, parce que les autorités de Corrientes, de Santa-Fé et de Buenos-Aires furent incapables de la sauver. Quelques-uns de ses habitants s'en allèrent à Corrientes ; d'autres retournèrent à Assomption.

Les provinces aujourd'hui appelées Santiago del Estero, Tucumán, Rioja, Cordoba, Catamarca, Salta et Jujuy, ne faisaient pas partie du gouvernement de Buenos-Aires, car ces villes avaient été fondées par les colonsateurs du royaume du Pérou, avec des Indiens calchaquis, aymaras, quechas, etc. Les provinces andines, ou de Cuyo, Mendoza, San-Juan et San-Luis de la Punta, fondées par les gouverneurs du Chili, Garcia Hurtado



de Mendoza et ses successeurs, n'étaient pas non plus comprises dans ce gouvernement. De sorte que lorsque nous parlons des pays du Rio de la Plata, on doit entendre que nous désignons le Paraguay et ses créations : Corrientes, Santa-Fé, Buenos-Aires et Uruguay. Ce sont les pays des fameuses Missions du Paraguay.

L'histoire nous apprend que, tandis que la cour de Madrid démembra le Paraguay, elle agrandissait Buenos-Aires en lui donnant des provinces et, dès 1776, en le mettant à la tête d'une immense vice-royauté. La ville, aujourd'hui chef-lieu de la Province de Corrientes, doit son développement aux Missions des Jésuites de la rive gauche du Paraná. Ces Missions furent au nombre de quinze. La province d'Entre-Rios n'est qu'un prolongement de celle de Corrientes. Ces deux provinces, entourées de tous côtés par les fleuves Paraná, Uruguay et par la lagune Ybéra, formaient une sorte de Mésopotamie. Les indigènes qui l'habitaient étaient les Indiens guaranis et tapes, paranaenses et apupenes.

La vie était très précaire, au début, tant à Santa-Fé qu'à Buenos-Aires. Hernando de Montalvo, trésorier du Rio de la Plata, qui se trouvait en 1576 à San-Salvador, disait, dans une longue lettre à Sa Majesté, que cette région était inhospitalière et que les Espagnols qu'y avait laissés le gouverneur Ortiz de Zárate, en 1574, se nourrissaient d'herbes sauvages s'ils ne recevaient de vivres d'Assomption. Cependant Santa-Fé existait déjà. Guzman de Ochoa, dans une lettre adressée à la cour de Madrid, s'exprimait ainsi : « Quand le général Juan de Garay vint avec les pouvoirs du gouverneur Torres de Vera y Aragon, il amena avec lui un maître sucrier qui parvint à avoir quelques champs de cannes à sucre et qui fit faire quelques quintaux de sucre très blanc ; tout le monde ici sème des cannes à sucre en attendant qu'on découvre de l'or et de l'argent. » (*Documents pour servir à l'histoire de l'Argentine, publiés par la Faculté de Philosophie et de Lettres*, Buenos-Aires, t. V, page XLVIII, note 3.) A la page suivante du même ouvrage, un autre passage affirme le même fait : quand on fonda Buenos-Aires, on envoya en Espagne un navire chargé de fruits du pays ; le bâtiment revint sans avoir établi un échange stable, étant donnée la très misérable condition de la cité récemment fondée.

Irala abandonna la région de Buenos-Aires parce qu'elle était inhospitalière à l'époque de la conquête, et vint au Paraguay avec toute la population qui l'habitait, dans le but de s'établir dans un pays où les Indiens



étaient doux et agricoles, et où la terre produisait en abondance des aliments de toute sorte. On ne peut donc pas accuser Irala d'avoir abandonné le port de Buenos-Aires à cette date ; il fut le génie prévoyant qui comprit que, sans Assomption du Paraguay, il n'était pas possible de peupler le port en question.

Les champs de la Banda Oriental de l'Uruguay n'étaient pas encore peuplés d'Espagnols au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, mais ils abondaient en chevaux et en taureaux sauvages. Les pauvres habitants de Buenos-Aires allaient dans cette région pour y couper du bois à brûler et se procurer des cuirs et des peaux. Selon Azara, l'usage n'était pas de cultiver la terre, mais de tuer les animaux bovins pour tirer profit des cuirs et des suifs. On abandonnait la viande aux vautours et aux chiens. Plus tard, on sala la viande pour l'exporter, mais on continua à égorger les chevaux dans toute la Plata, parce que leur nombre excessif nuisait à l'élevage du bétail bovin. Les paulistes voyant ce pays abandonné, y pénétrèrent, comme cela était naturel, et fondèrent la colonie du Sacramento. On doit reconnaître que si les Paraguayens du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle furent d'intrépides colonisateurs, les habitants de Buenos-Aires étaient inactifs ; non seulement ils laissèrent détruire Conception del Bermejo par les sauvages, mais ils ne purent peupler la Banda Oriental de l'Uruguay, où un catéchiste paraguayen, le P. Roque Gonzalez de Santa-Cruz, pénétrait pour évangéliser les Tapes et y trouvait la mort avec ses compagnons, des mains de ces sauvages (1628).

Buenos-Aires, un siècle après sa fondation, était encore un pays pauvre et dépeuplé. Les Quilmes, au nombre de 200 familles, furent amenés du Valle de Calchaqui pour le peupler. En 1680 son gouverneur, José Garro, obtint de la cour de Madrid et de l'Audiencia de Charcas l'autorisation d'amener des Missions 1.000 familles et 500 journaliers destinés à donner de la vie à la ville capitale. (Pastells : *Histoire de la Compagnie de Jésus*, t. III, p. 284 ; Madrid, 1918.) Pour accroître la population de la future métropole argentine, on permit l'introduction de nègres africains, dès 1586. En 1591, le Conseil des Indes accorda à la ville de Buenos-Aires le droit d'importer des esclaves jusqu'à concurrence de 500, pour une période de dix ans. A partir de 1595 on commença la pratique des « Asientos », contrat par lequel un particulier ou une compagnie avait l'autorisation du Roi pour faire la traite des nègres. C'était une source de revenus pour la monarchie. Le premier « Asiento » conclu avec un habitant de Buenos-Aires,



Pedro Gonzalez Reynel, porte la date du 1<sup>er</sup> mars 1595. Dès cette époque le commerce des nègres, légalement et par contrebande, devint actif dans les ports du Rio de la Plata. Le Conseil des Indes voyant qu'il était profitable, le déclara libre, en 1789, pour les Espagnols et les étrangers.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y eut, en conséquence, abondance d'Africains, de mulâtres et de métis sur les deux rives de la Plata. M. Berro, dans un ouvrage sur l'agriculture coloniale de l'Uruguay, publié récemment, dit que les esclaves formaient la sixième partie de la population, dans les dernières décades de ce siècle. Un autre écrivain uruguayen, M. Araujo, dans son *Dictionnaire d'Histoire*, consigne le fait suivant : sous le gouvernement de Don José Bustamante y Guerra (1797-1804) éclata un soulèvement d'esclaves, fomenté par les mulâtres libres qui s'étaient introduits dans le pays. Araujo ajoute que, le vent lourd du nord étant très.préjudiciable à la santé publique et les nègres des marchés de Buenos-Aires exhalant une odeur nauséabonde, on désigna Montevideo comme port affecté au débarquement des Africains, au lieu dénommé Caserio de los Negros. (*Documents pour servir à l'Histoire Argentine*, publiés par la Faculté de Philosophie et de Lettres ; Buenos-Aires, t. VII.) Durant les premières années de la révolution de l'Indépendance, les gouvernements du Rio de la Plata organisèrent avec les nègres les bataillons de *Pardos* et de *Libertos*, qui formaient l'avant-garde de leurs armées.

« La ville de Buenos-Aires, — a dit un écrivain autorisé, — qui aurait dû servir de source ou de centre d'où se serait répandue la prospérité sur toutes les parties soumises à sa juridiction, n'était rien quand elle dépendait du gouvernement du Paraguay (de 1580 à 1620) ; elle se maintint obscure et inutile depuis qu'y fut placé un gouverneur particulier en 1621, jusqu'à l'injuste établissement de la Colonie du Sacramento (1680). En pratiquant la contrebande avec cette dernière, Buenos-Aires acquit une animation secrète et sortit de l'inaction, établissant clandestinement et iniquement, malgré les lois pénales, des relations commerciales avec le Chili et le Pérou... Mais une escadre espagnole arriva dans ses ports en 1740. Sous l'influence de ce traitement, elle commença à s'agiter et à comprendre qu'il s'agissait d'écarter les obstacles de son commerce naval. Effectivement, en 1764, on établit les courriers maritimes, qui, en dehors du courrier annuel régulier, introduisirent les tissus européens et exportèrent ses produits. L'expulsion des Jésuites arriva ; les habitants sonnèrent l'alarme, pillè-



rent les riches Missions Guaranis. Il s'ensuivit une rapide et heureuse renaissance générale, grâce à l'institution de la vice-royauté (1776)..... Le bienfaisant règlement du Commerce Libre, la fondation d'un Consulat, la généreuse tolérance permettant l'introduction des esclaves et l'exportation des produits provinciaux sans payer de droits effectifs dans les deux cas, la Licence Royale pour l'essai d'échange des productions du pays contre les productions étrangères, l'établissement de la Rente Royale de Tabac qui fit connaître l'usage de la monnaie au Paraguay, et d'autres dispositions profitables, les plus lumineuses de ce siècle (XIX<sup>e</sup>), procurèrent à Buenos-Aires une abondance de ressources pour prospérer. » (*Lastarria Colonias : Orientales del Rio Paraguay o de la Plata*, p. 209).

Quand les Portugais prirent possession de l'île de San-Gabriel et fondèrent en face d'elle la Colonie du Sacramento, ce ne furent pas les habitants de Buenos-Aires qui la délivrèrent, mais 3.000 Indiens envoyés des Missions du Paraguay, du Paraná, de l'Uruguay par le gouverneur José Garro. (Pastells. Ouvrage cité, p. 287.) Le peuple de Buenos-Aires regarda toujours avec indifférence l'usurpation des territoires de la Banda Oriental, des Missions Orientales, du Rio-Grande et de Santa-Catalina. Cette indifférence était si grande, égoïsme ou manque de civisme, qu'en 1806 on laissa entrer tranquillement les Anglais à Buenos-Aires, avant la reddition des forces militaires qui y tenaient garnison. Mieux encore, par la suite, le peuple prêta serment d'obéissance au souverain anglais. Don Ignacio Nuñez, qui fut secrétaire du président Rivadavia, ajoute qu'après les premiers moments de stupeur, le conquérant Beresford et ses officiers parcouraient les rues de la ville ayant au bras les dames des notables de Buenos-Aires. Voyant cette insouciance du peuple et la fuite honteuse du vice-roi Sobremonte, la ville de Montevideo entreprit de reprendre Buenos-Aires, et remit ses forces et ses ressources aux mains du Français Santiago Liniers, pendant qu'elle-même se préparait d'un autre côté à combattre l'escadre anglaise dans le port même. (Eduardo Acevedo : *Manuel de Historia Uruguaya*, t. I, page 50 ; Montevideo, 1916).

Le bref récit qui précède est un argument suffisant pour convaincre quiconque qu'Irala, civilisateur inimitable, — selon la phrase de Miguel Lastarria et de Félix de Azara — agit intelligemment quand il peupla Assomption et abandonna Buenos-Aires. Sans l'existence préalable du Paraguay, les Portugais se seraient rendus maîtres de tous les pays baignés par les Rios



Paraguay, Paraná, et le Rio de la Plata, car tel était le secret dessein qu'ils nourrissaient. Ils conquièrent d'abord la Guaira et les Itatines, puis occupèrent le littoral droit du Haut-Paraguay, à la vue et devant l'indifférence des Boliviens qui ne surent jamais défendre leurs territoires. Ils vinrent et progressèrent dans le Chaco jusqu'à Curumbá, mais le Paraguay les arrêta à Bahia Negra. Ils voulurent traverser le Rio Apa ; le Paraguay fonda alors Villa Real (Conception) pour les en empêcher. Dans la région atlantique, ils envahirent la province Orientale, et Buenos-Aires ne sut pas les repousser. De sorte que, si le Paraguay et les Missions catéchistes du Sud n'avaient pas existé, Buenos-Aires eût été impuissante à défendre les territoires du Chaco, de Corrientes, d'Entre-Rios et de l'Uruguay contre la conquête brésilienne. Gloire à l'immortel Irala !

C'est en 1724 que commença la fondation de Montevideo comme place forte pour défendre Buenos-Aires et contenir l'invasion portugaise qui enserrait le territoire oriental. Mais on n'en obtint pas tout le résultat espéré, car les Portugais conquièrent successivement les territoires du Mbiaza, du Rio-Grande, des Missions Orientales et une partie des Missions Correntines. Après la fondation de Montevideo, de nombreux événements relatifs aux usurpations territoriales se produisirent. Les principaux sont :

La conclusion du traité de 1750, entre les cours de Madrid et de Lisbonne, qui provoqua la guerre guaranique ;

La reprise de la colonie du Sacramento, en 1762, par le gouverneur Ceballos ;

La conclusion du traité de 1763, par lequel on rendait cette colonie au Portugal ;

L'expulsion des Jésuites en 1768, pour empêcher une nouvelle guerre guaranique ;

La création de la vice-royauté du Rio de la Plata en 1776, année qui voit la fin du gouvernement de Buenos-Aires. L'histoire de cette vice-royauté fait l'objet du chapitre suivant.



## CHAPITRE VI

### LA VICE-ROYAUTÉ DU RIO DE LA PLATA

L'insistance des Portugais à usurper des territoires appartenant à l'Espagne, amena la cour de Madrid à instituer à Buenos-Aires un pouvoir puissant qui fit respecter ses droits contre l'agresseur étranger. Ce ne fut pas l'unique raison qui motiva la création de la vice-royauté. De même qu'il avait démembré la province étendue du Paraguay en 1620, le Conseil des Indes pensa qu'il était nécessaire de diviser la très vaste vice-royauté de Lima, parce qu'elle comprenait non seulement les royaumes du Haut et du Bas-Pérou, mais encore les pays du Rio de la Plata. Lima était le centre principal des affaires et, pour y arriver, les habitants d'Assomption et de Buenos-Aires étaient obligés de parcourir de 800 à 1.000 lieues espagnoles. La difficulté des communications occasionnait donc de graves inconvénients au commerce entre ces pays et rendait difficile l'administration de la justice. Les moyens de transports étaient coûteux, et les droits de vente appliqués aux marchandises qu'on transportait d'une province à l'autre, onéreux. D'autre part, le port du Rio de la Plata offrait au commerce des avantages supérieurs à ceux de Lima. Il était plus commode aux armateurs espagnols de diriger leurs bateaux sur Buenos-Aires que sur n'importe quel autre port. Le peuple de Lima fut contrarié de voir se créer la nouvelle vice-royauté parce qu'elle diminuerait son importance commerciale et politique. La rivalité qui existait alors entre les villes poussait Lima à être hostile à Buenos-Aires, et celle-ci aux provinces intérieures de Montevideo et du Paraguay.

Une Cédule Royale du 8 août 1776 ordonna donc la fondation de la vice-royauté du Rio de la Plata, aux dépens du Paraguay, du Pérou et du Chili. Elle comprenait les provinces suivantes :



1<sup>o</sup> — Buenos-Aires, Santa-Fé, Entre-Rios et Corrientes, Uruguay, Paraguay et Missions, qui sont proprement les pays du Rio de la Plata, colonisés au xvi<sup>e</sup> siècle par les gouverneurs et les habitants d'Assomption avec leurs propres ressources ;

2<sup>o</sup> — Les populations chiliennes de Mendoza, de San-Juan et de San-Luis de la Punta ;

3<sup>o</sup> — Celles d'origine péru-bolivienne, à savoir : Cordoba, Tucuman, Santiago del Estero, Jujuy, Chuquisaca (La Plata ou Charcas), Santa-Cruz de la Sierra (ou Cochabamba), La Paz, Puno, Mojos et Chiquitos.

En 1782, l'ordonnance royale des Intendants modifiait l'organisation de la vice-royauté. Cette ordonnance divisait la vice-royauté en six gouvernements ou Intendances, à savoir : Buenos-Aires, Paraguay, Cordoba, Salta, Potosi, La Paz. De plus, quatre territoires restèrent constitués en gouvernements politico-militaires : Mojos, Chiquitos, Missions du Paraguay et Montevideo. L'Intendance de Puno resta sous la dépendance du vice-roi de Lima.

En 1784, eut lieu une autre modification : les trente localités des Missions furent divisées en deux groupes : le premier, composé de treize « Reducciones » situées entre le Tebicuary et le Parana, fut rattaché à l'Intendance du Paraguay ; et le second, composé de dix-sept « Reducciones » comprises entre le Parana et l'Uruguay, fut donné à Buenos-Aires, capitale de la vice-royauté. En 1803, ces trente localités furent réunies sous un gouvernement indépendant ; et en 1806, elles vinrent sous la juridiction du Paraguay.

L'installation de la cour de la vice-royauté à Buenos-Aires transforma rapidement cette ville. Il y vint beaucoup d'employés espagnols, des soldats et des étrangers ; ces nouveaux venus lui firent connaître le luxe européen. Il y eut une administration plus compliquée, plus d'industrie et plus de commerce intérieur et extérieur. Il se forma enfin une bourgeoisie plus opulente qui commença à dédaigner les anciens usages des habitudes coloniales et les classes pauvres de la population. On introduisit des livres de jurisprudence et de sciences sociales qui réveillèrent chez les habitants le goût de l'ordre. La fondation de la vice-royauté favorisa donc le progrès de Buenos-Aires, mais n'améliora en rien la condition du Paraguay, province-mère, qui durant deux siècles avait soutenu la vie des pays du Rio de la Plata. Un historien étranger dit à ce sujet que : « des entraves vexatoires avaient été apportées aux relations commerciales du Paraguay, et les



droits de douane avaient été exhaussés afin de faire face aux dépenses des fortifications de la ville de Montevideo et à la défense de Santa-Fé, toujours en butte aux attaques des nations barbares du Chaco ». (Alfred Demersay : *Histoire du Paraguay*, t. II, p. 320; Paris, 1865.)

On sait que le principal motif de la création de la vice-royauté fut la politique agressive du Portugal. Pour cette raison, le Roi donna à don Pedro Ceballos le commandement de la plus formidable escadre que l'Espagne eût envoyée jusqu'alors dans les Amériques. Elle se composait de 116 bateaux de transport et de 12 navires de guerre, dans lesquels étaient embarqués 10 à 12.000 hommes. Avec cette force imposante, Ceballos partit de la péninsule le 13 novembre 1776, vint directement à Santa-Catharina et s'en empara sans coup férir. Il passa de là au Rio de la Plata, soumit la colonie du Sacramento, en rasa les fortifications et chassa les Portugais qui y tenaient garnison. La cour de Lisbonne, intimidée par l'énergie du gouvernement de Madrid, négocia un nouveau traité pour conjurer la tourmente. Charles III se montra faible et fit les plus généreuses concessions à la veuve du roi don Juan du Portugal, sa sœur, qui l'avait supplié, les larmes aux yeux. Charles III voulut que soit justifié ce vers de Lope de Vega : « *Que tanto puede la mujer que llora* ». Les deux monarques rivaux conclurent donc le traité appelé de San-Ildefonso (1<sup>er</sup> octobre 1777), en vertu duquel le Portugal s'engageait à ce qui suit :

1<sup>o</sup> — Abandonner à l'Espagne la colonie du Sacramento et le territoire environnant, que Ceballos avait déjà pris ;

2<sup>o</sup> — Reconnaître la souveraineté espagnole sur les deux rives de la Plata, et sa domination exclusive sur ce fleuve ;

3<sup>o</sup> — Rendre à l'Espagne les Missions de la rive gauche de l'Uruguay et les territoires d'Ibicui.

De son côté, l'Espagne s'engageait à restituer au Portugal l'île de Santa-Catharina, dont Ceballos s'était emparé. Malgré ce traité qui, pour la cour de Lisbonne, était un simple morceau de papier, les Brésiliens occupèrent de nouveau, en 1801, les Missions de l'Uruguay, qui devinrent définitivement leur propriété.

Don Pedro Ceballos, premier vice-roi de Buenos-Aires, fit créer l'Audience Prétoriale et embellit la capitale d'édifices neufs. Les habitants améliorèrent aussi leurs maisons, faisant venir des architectes d'Espagne. Il faut remarquer que Buenos-Aires et Montevideo s'enrichirent des dépouilles



des Missions du Paraguay qu'on avait détruites. Quand les Jésuites en furent expulsés, en 1768, leurs troupeaux furent lâchés dans les champs du Rio de la Plata.

En 1778, Vertiz succéda à Ceballos. Il y resta jusqu'en 1784. Durant ses six années de gouvernement, il fit des choses qui méritent d'être signalées. Il fonda un séminaire à Buenos-Aires, et un autre à Assomption du Paraguay. Il favorisa le commerce extérieur, en facilitant l'exportation des cuirs ; il développa enfin la prospérité publique par des mesures appropriées et opportunes.

On ne peut en dire autant de son successeur, le marquis de Loreto, qui était ennemi de l'ordre et du progrès. Il méprisait les Américains et confiait exclusivement les emplois publics à des Espagnols péninsulaires. A cette époque arrivèrent au Rio de la Plata les ingénieurs Ulloa, Azara, Cabrer, Alvear, Cerviño et Aguirre pour fixer les limites prévues par le traité de San-Ildefonso. Ils n'aboutirent à aucun résultat, parce que les Portugais éludaient toujours la rencontre. Si, par hasard, une entrevue avait lieu en quelque endroit, les Lusitaniens provoquaient des querelles pour ne pas effectuer la démarcation.

En 1789 — première année du règne de Charles IV — don Nicolas de Arredondo remplace le marquis de Loreto. Son administration se signala par une mesure de grande importance pour la colonie : il accorda la libre exportation des matières premières. Les membres de l'« Ayuntamiento » s'opposèrent à l'exécution de cette mesure, disant que les cuirs en poils n'étaient pas matière première. Le vice-roi, avec son bon sens, déclara que les peaux l'étaient. En conséquence, de 1792 à 1796, on expédia 268 bateaux avec 3.790.585 peaux. Un auteur étranger dit à ce sujet : « En très peu de temps Buenos-Aires devint l'une des villes les plus importantes de l'Amérique espagnole. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, sa population atteignait 70.000 habitants. Et au lieu de deux bateaux, c'est 70 ou 80 navires chargés de cuirs qui partaient chaque année de son port pour l'Europe... Le gouvernement du Paraguay continuait avec celui de Buenos-Aires un commerce particulier, consistant en 196.000 « arrobas » d'yerbas ou yerba mate, de tabac, de bois de construction, etc....., pour une valeur moyenne de 327.646 pesos ; si bien que le commerce extérieur de Buenos-Aires atteignait 7.879.668 pesos. Ce progrès commercial conduisit à la création du tribunal de commerce, ou consulat, autorisé par Charles III. » (Martin de



Moussy : *Description géographique et statistique de la Confédération Argentine* ; Paris, 1860.)

Arredondo eut pour successeur, en 1795, don Pedro Melo de Portugal y Villena, ancien gouverneur du Paraguay. Ce fonctionnaire mourut en 1799. Son successeur, le marquis de Avilès, conseillé par don Felix de Azara et don Miguel Lastarria, exécuta d'importantes réformes administratives. On lui doit la dissolution des communautés d'Indiens des Missions. C'est durant l'administration d'Avilès qu'une partie des commerçants de Buenos-Aires demanda la liberté d'acheter et de vendre ; mais il s'éleva dans le sein du Conseil une majorité contre cette mesure. On remarquera que les habitants de Buenos-Aires, en général, voulaient les plus grandes franchises pour eux, mais les refusaient aux naturels d'Assomption et de Montevideo. Le vice-roi Avilès fut promu, en 1801, au gouvernement du Pérou, et Juan del Pino y Negrete lui succéda. Sous la nouvelle administration, don Francisco Cabello fonda un journal périodique intitulé : *Telégrafo mercantil, rural, político, económico, histórico del Rio de la Plata*. Après le huitième numéro, ce journal disparut. Don Hipolito Vieites le remplaça par un autre journal, qu'il appela *Semanario de Agricultura*.

Durant la vice-royauté, les provinces les plus arriérées étaient celles du Haut-Pérou : La Paz, Oruro, Cochabamba, Chuquisaca, Potosi et Tarija. Ces provinces étaient entièrement peuplées d'Indiens aimaràs et quechuas, soumis au travail servile et qui n'avaient aucune idée de droit, de patrie, ni de liberté. Les lois espagnoles les protégeaient, mais, dans la pratique, ils étaient les esclaves des commissionnaires. Couverts de chiffons, étrangers à l'hygiène, ils se nourrissaient d'un peu de maïs et de coca et s'enivraient avec une boisson immonde appelée « chicha », qu'ils fabriquaient eux-mêmes.

Le marquis de Sobremonte était vice-roi, quand survint la première invasion anglaise, en 1806. Comme il s'était enfui jusqu'à la ville éloignée de Cordoba, Buenos-Aires se rendit tranquillement au conquérant anglais. Tous les fonctionnaires espagnols prêtèrent serment de fidélité à Sa Majesté britannique ; les familles bourgeoises ouvrirent leurs salons aux officiers anglais et les femmes se promenaient avec eux dans les rues et sur les places. Seize cents aventuriers dominèrent une population de 70.000 âmes. La municipalité remit 500.000 pesos au général Beresford, qui les envoya par la suite à Londres. Un Français au service de l'Espagne se proposa de revenir à Buenos-Aires pour l'honneur de la capitale de la vice-royauté. C'était



Santiago Liniers, ancien gouverneur des Missions, et à ce moment capitaine du port de la Ensenada. Il alla à Montevideo, exposer son plan au général Ruiz Huidobro. Celui-ci organisa des troupes et les mit à la disposition de Liniers. Avec elles, Liniers reconquit Buenos-Aires sans grandes difficultés et chassa les Anglais (12 août 1806).

Délivrés des dominateurs étrangers, les habitants de Buenos-Aires ou Porteños se réunirent en assemblée générale. Cette assemblée décréta la déposition de Sobremonte et élut pour vice-roi le libérateur Liniers. La cour de Madrid confirma l'élection et accorda à Liniers le titre de comte de Buenos-Aires. La même assemblée organisa des troupes pour se défendre à l'avenir. Elle forma un bataillon de Catalans, un autre de Galiciens et d'autres bataillons de patriciens, de nègres, de mulâtres et d'Indiens. Il y eut en outre quelques escadrons de cavalerie formés de paysans de la province. L'Angleterre voulut venger l'affront et, l'année suivante, elle envoya au Rio de la Plata des forces importantes commandées par le général Whitelocke. Celui-ci s'empara de Montevideo, faisant prisonnier le gouverneur Ruiz Huidobro. Il vint ensuite à Buenos-Aires pour la reconquérir, mais il trouva pour la défendre Liniers, Martin Alzaga et le colonel Velasco, gouverneur du Paraguay. La ville était entourée de cantonnements établis sur les terrasses ; Liniers sortit dans la campagne à la rencontre des envahisseurs. Il se plaça dans un endroit où il croyait que les ennemis passeraient nécessairement, mais le chef anglais, changeant de direction, fit passer la rivière à gué à ses troupes, et s'avança jusqu'à la capitale. Par suite de l'obscurité de la nuit, Liniers, désorienté, fut séparé de ses troupes. Il passa la nuit à cheval dans un champ, fuyant les patrouilles ennemies. Heureusement, le colonel Velasco guida ses bataillons et les amena près de la ville. Lorsque le jour parut, Liniers put s'unir à eux et prendre les mesures que commandaient les circonstances. La couardise de Whitelocke, qui donna à ses soldats l'ordre de ne pas faire feu, lui valut d'être fait prisonnier, et ainsi, une capitulation honteuse termina la campagne (1807).

Le général Elio, successeur de Huidobro comme chef de la place de Montevideo, excita les esprits contre le vice-roi Liniers, supposant qu'il était partisan de l'empereur Napoléon, alors en lutte contre l'Espagne. C'est pourquoi il constitua une « Junta » de gouvernement indépendante de l'autorité centrale. En janvier 1809, don Martin Alzaga, premier maire élu de Buenos-Aires, prétendit faire le nécessaire pour renverser Liniers. Parmi



ses partisans figurait Mariano Moreno, ennemi personnel du Français, qu'un an plus tard il devait faire exécuter. Mais le changement de gouvernement fut empêché par le colonel Cornelio Saavedra, chef du bataillon des Patriciens. De là vint l'inimitié de Moreno et de Saavedra. L'arrivée opportune de don Baltazar Hidalgo de Cisneros rétablit le calme à la Plata. La « Junta » de Séville, sans avoir des pouvoirs légaux, l'avait nommé vice-roi, en remplacement de Liniers. Dès lors, don Manuel Belgrano, qui n'eut jamais d'idées révolutionnaires, caressa l'espoir de maintenir intangible la vice-royauté, sous la régence de la princesse dona Joaquina Carlota de Bourbon, femme du roi de Portugal, qui habitait alors Rio de Janeiro (1809).

La série des vice-rois du Rio de la Plata se termine avec Cisneros. Dès 1810, on entre dans l'ère de l'indépendance, dont nous retracerons l'histoire plus loin. Pour terminer ce chapitre, ajoutons seulement que, durant leur courte occupation du Rio de la Plata, les Anglais publièrent, à Montevideo, un journal qui faisait de la propagande en faveur de l'indépendance et que le général Beresford publia à Buenos-Aires un règlement des douanes, déclarant le commerce libre et exempt des vieilles entraves coloniales. Toutefois, le général anglais maintenait sur l'yerba du Paraguay un impôt de deux réaux par balle à son entrée dans la capitale, de deux autres réaux par balle à sa sortie pour les provinces, sans compter le quatre pour cent sur toute valeur de dix pesos, et deux réaux de droit municipal (4 août 1806). Pour adoucir cette injustice, le gouverneur anglais déclara abolis tous les impôts qui grevaient les étoffes et les produits provenant des provinces de l'intérieur. (*Documents pour l'Histoire Argentine*, t. VII, p. 339.)







## CHAPITRE VII

### COLONISATION DU CHACO PARAGUAYEN

Les sauvages du Chaco — Abipones, Mbocovies, Guaycurues, Mbayas Pagayuas et autres tribus — profitaient des désordres civils du Paraguay pour attaquer les populations espagnoles, échelonnées le long de la rive gauche du Rio. Ils arrivaient parfois à assaillir la ville même d'Assomption, enlevant des femmes et des enfants. Dans une de leurs attaques nocturnes, ils ravirent une sœur du gouverneur Arias de Saavedra. Il n'y a pas d'histoire plus dramatique que celle du Paraguay. Les émeutes populaires alternaient avec les incursions des sauvages habitants de la rive droite du Rio et les invasions des sauvages paulistes à la Guaira, aux Itatines et à d'autres établissements du Nord. Ceci fait qu'à l'occasion de la dernière révolution des communistes d'Assomption et de Villarica, les Barbares du Chaco se préparaient à assaillir la capitale ; mais ils furent repoussés par le gouverneur Echaury, aidé des Indiens missionnistes qui obéissaient à leurs pasteurs spirituels, les Jésuites. Les Jésuites prêtaient aussi secours, en des cas analogues, aux places de Buenos-Aires et de Montevideo. Malgré ces difficultés et ces revers, les Paraguayens donnèrent toujours des preuves de cet élan colonisateur des premiers conquérants du Rio de la Plata. Ce furent Domingo de Irala et son petit-fils Ruidiaz de Guzman, Ruidiaz Melgarejo, Nufrio de Chaves, Martin Suarez de Toledo, Juan de Garay, Juan Ortiz de Zarate, Vera y Aragon et Arias de Saavedra. Et puisque nous en sommes à écrire l'histoire des établissements du Chaco, dus au génie expansif des Paraguayens — créateurs des provinces du Rio de la Plata — rappelons que leurs premières fondations sur ce territoire furent les villes de Santa-Fé et de la Conception de Buena Esperanza del Rio Bermejo, fondations effectuées, comme pour Buenos-Aires et Corrientes, en accom-

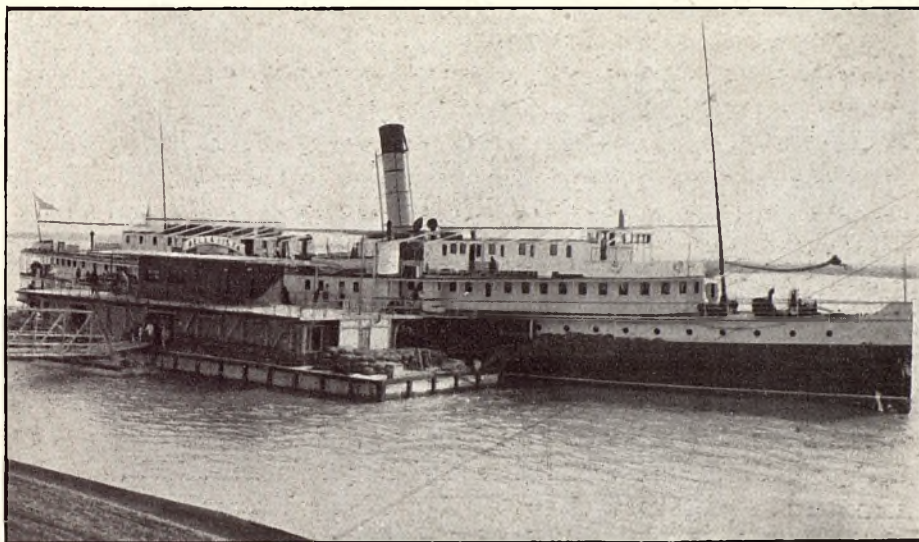


plissement des engagements contractés pour le roi d'Espagne par le gouverneur don Juan Ortiz de Zarate.

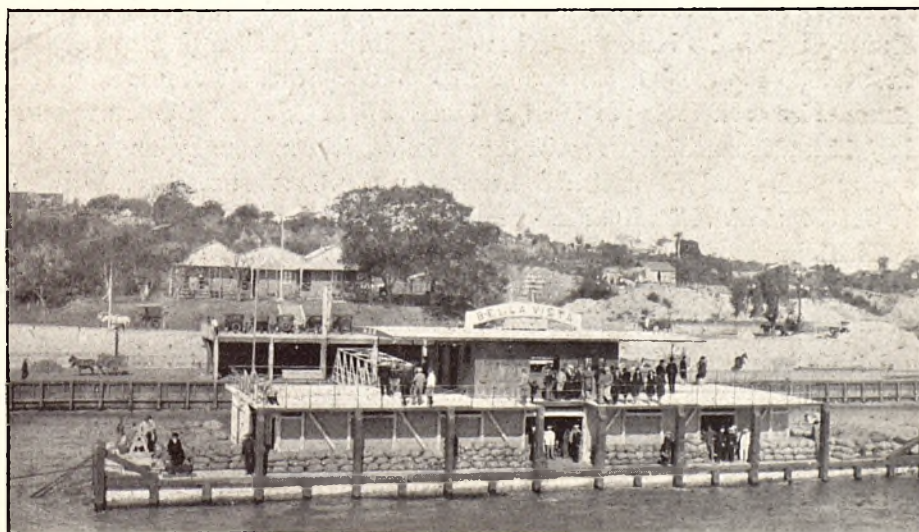
Sous le gouvernement de Hernando Arias de Saavedra, les premiers Jésuites entrèrent au Chaco. Le P. Pedro Lozano, dans sa *Description Corographique du Gran Chaco Gualamba*, écrite en 1733, rapporte que le premier catéchiste, le P. Alonso Barzana, commença ses travaux en 1587 ; il s'insinua ensuite dans la région des Lules, et finalement, en 1590, se consacra à la conversion des Indiens du Rio Bermejo. Les PP. Fontes, Angulo et Anasco l'aidèrent dans cette tâche. De passage à Omaguaca, le P. Juan Romero laissa dans cette région le P. Gaspar de Monroy. Les terres des Chiriguanas furent visitées par les PP. Manuel Ortega et Jeronimo de Villar-  
nao. D'Assomption partirent au Chaco les PP. Vicente Griffi et Roque Gonzalez de Santa-Cruz pour la conversion et la soumission des Guaycurus. Les PP. Pedro Romero et Antonio Moreno les suivirent ; ils restèrent là-bas jusqu'en 1626. Ces travaux furent poursuivis jusqu'en 1639. (Pablo Pastells : *Histoire des Missions du Paraguay*, t. I, pp. 469 et 477 ; t. II, p. 101.)

Après Echaury, don Rafael de la Moneda assume la charge du gouvernement du Paraguay, et, pour contenir l'assaut des sauvages du Chaco, il fonde la place forte de Emboscada, en 1741, sur la cordillère des Altos. Grâce à cette fondation, les habitants d'Assomption firent de nouvelles « Reducciones » d'Indiens sur la rive droite du Rio. Le plus célèbre des catéchistes de cette région fut le prêtre Francisco Amancio Gonzalez Escobar. L'histoire des nouvelles « Reducciones » ou de celles fondées dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle trouve des textes dans les documents annexés au Mémoire que le docteur Benjamin Aceval, plénipotentiaire du Paraguay, présenta à Washington au président Hayes, arbitre désigné pour faire cesser un conflit territorial avec l'Argentine. Dans les annexes C et D de ces documents, on y trouve, en premier lieu, les autorisations de fondations des anciennes « Reducciones » ; ensuite les autorisations pour les nouvelles, comme San-Bernardo, Santiago de Cangayé et Nuestra Senora de Dolores. En 1762, le gouverneur don José Martinez Fontes régla la paix avec les Abípones, en fondant la « Reduccion » de Timbo. Son premier catéchiste fut le P. Martin Dobrizhoffer, auteur de la fameuse *Historia de Abiponibus*, qui fournit des renseignements si intéressants aux sociologues des deux mondes. Dans l'annexe C du Mémoire d'Aceval,





LES TRANSPORTS PAR EAU AU PARAGUAY : BATEAU A VAPEUR FAISANT LE SERVICE ASSOMPTION-BUENOS-AIRES ET VICE-VERSA, EN QUATRE JOURS.



LES TRANSPORTS PAR EAU AU PARAGUAY ; DEBARCADÈRE SUR LE FLEUVE.









il y a un document signé de Martinez Fontes, le 20 mars 1763, qui dit : « Et en conséquence des dispositions des lois des Indes sur les nouvelles « Reducciones », au nom de Sa Majesté, je déclare que ladite « Reduccion » des Abipones et autres nations voisines qui y seront réunies, pour être incorporées à la couronne royale, conjointement avec toutes les autres nations voisines du Chaco qui se formeraient dans ce gouvernement, sur l'une et l'autre rives du Rio Paraguay, sont à la charge des RR. PP. Jésuites. » Ces fondations et les suivantes furent approuvées par les cédulas royales insérées dans l'annexe C.

En 1778 le gouverneur don Pedro Melo de Portugal y Villena fonda la « Reduccion » des Indiens Mbocovis dans le Chaco, au 26°15', face à Remolinosa ; et en 1782, celle des Indiens Tobas, au 25° et demi. Entre le Rio Pilcomayo et le Fuerte Borbon (aujourd'hui Olimpo), on fonda la « Reduccion » de Asencio Flecha, face à Assomption, et celle qui porte le nom de Melodia, où on établit la Villa Occidental (Villa Hayes), face au village de Emboscada (25°10'). Cette dernière fut dirigée par le valeureux apôtre Amancio Gonzalez Escobar. Autour d'elle se groupèrent les Indiens Lenguas, Cocolotes, Machicuis, Enimagas, Cochabates, Pitilagas, Tobas et autres peuplades (1786). Le prêtre Amancio Gonzalez tenait, écrit de sa main, un journal des opérations qu'il effectuait, et il conservait les copies des lettres qu'il adressait aux autorités et aux personnes de dignité. Le ministre Aceval affirme, dans son Mémoire, avoir remis tous ces documents à l'arbitre américain, dans une liasse de 120 feuilles, qui resta déposée aux archives du secrétariat d'État à Washington.

De même, le docteur Lastarria, dans son livre *Colonies Orientales du Rio Paraguay*, déclare que des copies de la correspondance du prêtre Amancio Gonzalez ont été déposées par lui à Madrid, avec le dit ouvrage. Voici ce que Lastarria rapporte au sujet de cet insigne personnage : « Le valeureux apôtre don Francisco Amancio Gonzalez Escobar, ecclésiastique d'Assomption du Paraguay, a su attirer les Machicuis et les Enimagas par des flatteries et des présents, aux dépens de son patrimoine, et avec des paroles sages et claires. Ont agi de même, le curé du village de Emboscada et un religieux franciscain qu'on appelle le catéchiste du Chaco septentrional... » (Ouvrage cité, pp. 120-121.)

Extraits de quelques-unes des lettres de Amancio Gonzalez, prêtre catéchiste du Chaco septentrional :



« Aux jours de Pâques, de la Nativité, Genenes vint, comme d'habitude, chez Asensio avec Calazato Pitilaga, gendre du Cacique Colay.

« Pour affermir l'ancienne paix avec les Mascois, je leur ai donné 117 têtes de bétail, de mon bien propre, étant eux, les uniques forçats de la côte d'en haut... Ils ont été les victimes des prisons humides, des bannissements et des tueries traîtresses, les Mascois étant une nation douce et loyale... Ceci ne pouvait arriver que sous le gouvernement de Lazaro Ribera. » (1798.)

« Mes Indiens Machicuis n'abandonnent jamais ma maison ; ce sont d'excellents gardiens. » (28 juin 1799.)

« La troupe d'Enimagas va dans les vallées, aidant les Espagnols aux récoltes. Je leur ai donné des bestiaux, parce qu'ils n'ont personne d'autre à qui demander secours.

« Et moi de mon côté je vais demander secours au vice-roi pour qu'il me fasse justice, parce que le gouverneur (Ribera) me hait. »

« Les Mbayas ont presque détruit le village de la tribu Etelence... Le Gouverneur, malgré l'avis qu'il en eut, garda le silence ; mais il envoya à Villa Real le commandant Rivarola pour remplacer le commandant Requejo. Pense-t-il que Rivarola saura sortir un âne du marais ? » (5 octobre 1799.)

« Aveuglement admirable, envoyer un homme malade et de caractère faible, qui ne peut monter à cheval sans uriner du sang, qui vit par miracle, au lieu d'envoyer le brave Don Manuel Cabanas ou don Luis Caballero, ou don Tomas Quiñones, ou d'autres courageux capitaines de la cordillère, comme don Blas Acosta, homme riche, qui a ici plus de trois cents mules, plus de deux cents chevaux et plus de cent journaliers, et une fierté naturelle ; il y avait ici même le grand sénateur don Juan de Ceballos, homme de jugement et de bon conseil. On ne peut recueillir de documents pendant la toute-puissance insurpassable de Ribera, ennemi formidable. — GONZALEZ. »

« Les peuplades à cheval (Abipones) ont toujours été difficiles à réduire, parce que, enchantées d'être à cheval, elles ne s'arrêtent pas pour travailler, ni pour prier. Mais le curé de Emboscada a vaincu cette difficulté en leur donnant des rations de viande.....

« La tribu Guana est agricole, et très bonne, peut-être la Layanà est-elle meilleure.....

« La « Reduccion » des Mbocobies de Remolinos existe encore.....



« Les « Reducciones » du Paraguay n'ont jamais eu d'autres fonds que la contribution volontaire de la province, parce que seule, celle-ci a été le recours de tous les gouverneurs ; de même, aucune « reduccion » n'a jamais été établie sans ce secours ; aucun bourg non plus, ni aucune place forte.

« Aujourd'hui on peut, plus qu'en d'autres temps, donner des secours (aux Indiens) avec du bétail, car il y en a en abondance et il en meurt une quantité, faute de pâturages, dans tous les territoires de la province, occupés par les Espagnols. — 16 octobre 1799. D. FRANCISCO AMANCIO GONZALEZ ESCOBAR. »

Voici une lettre du même au Révérend Père Provincial fray Pedro Nolasco Barrientos : « Le Paraguay se félicite de ce que V. P. R. est devenu l'ange gardien de sa patrie. V. P. R. fut prophète dans l'appréciation de ce gouverneur Lazaro de Ribera lorsque, entre autres choses, vous avez dit : « lorsque les informations écrites parviendront à la Cour, les « Reducciones » n'existeront déjà plus..... En effet la « Reduccion » de Chabaraanas, en Caazapa, qui coûta 70 mille pesos, n'existe que dans son imagination... et l'argent dans sa bourse ; tandis que je dépensai sept mille pesos d'argent et le pays autant dans la paix et l'amitié des Infidèles du Chaco. Les autres peuplades ayant fui, il ne reste que l'importante tribu Machicuy composée de 16 villages, qui nous aident à pacifier la province depuis le Rio Pilcomayo, jusqu'au Presidio de Borbon, sur une distance de 150 lieues.

« Je suis vieux ; mais si j'eusse eu la liberté et le pouvoir, tout le Chaco aurait été chrétien sous ma protection. Dieu prolonge votre appréciable vie, etc., 19 mai 1799. Votre compatriote et chapelain : FRANCISCO AMANCIO GONZALEZ ESCOBAR. »

Nous avons donc nos titres justificatifs de la colonisation du Chaco ; ce sont : le Mémoire du ministre Aceval qui contient des cédules royales et d'autres pièces officielles ; les correspondances authentiques du prêtre du Chaco septentrional, don Amancio Gonzalez ; les conventions des gouverneurs et les lettres d'Indiens publiées par le ministère de Fomento, à Madrid ; les Histoires des Jésuites ; les Mémoires des vice-rois sur les territoires du Rio de la Plata, du Pérou et de la Bolivie ; les documents publiés par le P. Pablo Pastells. Mais le monument perpétuel de notre possession séculaire est le Fort Borbon, qui existait dès 1792. Villa Occidental, aujourd'hui Villa Hayes, fut construite en 1855, par des immigrants français, sous le nom de Nueva Burdeos.







DEUXIÈME PARTIE

L'HISTOIRE DU PARAGUAY  
DEPUIS SON INDÉPENDANCE







## CHAPITRE VIII

### LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE AU RIO DE LA PLATA

La domination napoléonienne en Espagne fut l'occasion de la guerre générale de l'Indépendance en Amérique latine. Comme il n'y avait pas de troupes péninsulaires au Rio de la Plata, mais seulement des fonctionnaires royaux, Buenos-Aires déclara caduque l'autorité du vice-roi et constitua pacifiquement une Junte gouvernementale qui prit le pouvoir dictatorial, au nom du monarque Ferdinand VII, dans le dessein de soumettre à sa domination toutes les grandes provinces de la vice-royauté : le Paraguay, l'Uruguay, le Haut-Pérou, les Missions, Corrientes et Entre-Rios, Mendoza, Tucuman et les autres provinces intérieures (1810). La Junte adressa des circulaires aux gouverneurs espagnols de cette juridiction, les invitant à envoyer des députés à la capitale pour constituer un gouvernement légitime. Mais comme, dès le premier instant, la discorde éclata parmi les membres de la Junte, les mutineries militaires et les coups d'État qui se produisirent décidèrent les provinces à rester indépendantes du pouvoir central.

D'un autre côté, les sujets espagnols conspiraient, parce qu'ils n'étaient pas contents du nouveau régime. Pour ce motif, les gouvernements militaires qui se succédaient fréquemment à Buenos-Aires prirent contre eux des mesures violentes et élevèrent des échafauds de toutes parts. Pour arriver à leurs fins, les dirigeants argentins eurent recours à la terreur. Mariano Moreno, Castelli, Rivadavia et Monteagudo commencèrent à faire tomber des têtes, à arquebuser des Espagnols, à voler leurs biens et mitrailler les populations qui faisaient appel au droit sacré d'insurrection contre la tyrannie de la capitale. Ces bourreaux en lévite s'intitulaient conservateurs des droits de Ferdinand VII, et ils avaient raison, car ils



étaient dignes d'être les instruments de ce despote couronné. Dictateurs, comme ils l'étaient, ils ne sortaient dans les rues qu'accompagnés d'une douzaine de carabiniers, pour éviter que la foule ne les mît en pièces. C'est pourquoi le grand chef oriental, José Artigas, agitait les provinces de la vice-royauté défunte, les appelant à la liberté. Il importe de faire ressortir que ces provinces, durant le régime colonial, avaient mené une vie indépendante, sans connaître les contraintes de la justice. Les gauchos, qui étaient en général, des métis ou des mulâtres, manquaient de morale et vivaient à leur guise dans ces vastes solitudes qu'on appelle « pampas ». L'existence des gauchos a été décrite par l'argentin Sarmiento et l'uruguayen Alejandro Magarinos Cervantès. On les a comparés aux Kurdes de l'Anatolie. Ils passaient leur temps, dit-on, à des travaux champêtres, maraudant les champs clos, commettant des déprédations, volant des femmes, poignardant ceux qu'ils rencontraient, sans autre motif que l'envie qui les prenait de le faire. Les gens qui avaient de telles pratiques donnaient le plus sauvage spectacle dans les luttes entre Provinces, qu'on considérait comme des luttes pour l'indépendance contre la dictature de Buenos-Aires. Don Eduardo Acevedo, dans son livre sur Artigas, se plaît à tracer des tableaux horribles de ces boucheries révolutionnaires. Magarinos Cervantès affirme que ce « gaucho » est le type représentatif de la sociabilité argentine. Il règne en maître dans les « pampas », les déserts et les montagnes. Dès l'âge de six ans il monte à cheval, lequel fait partie intégrante de sa personne. Il est pasteur et dompteur de chevaux ; ses armes favorites sont le poignard, le lasso et les « boleadoras » ; son occupation journalière, c'est d'égorger les bestiaux, de lutter avec le taureau, quelquefois même avec le tigre ; il peut galoper trois jours et trois nuits sans se reposer ; il s'alimente principalement de viande à peine cuite, sans pain ni sel ; il boit de l'infusion de maté et de l'eau-de-vie. L'habitude de lutter corps à corps avec les bêtes féroces, de verser le sang, d'affronter les dangers et de vivre dans l'ignorance de toute loi morale et sociale, les rendent indifférents s'il s'agit de donner ou de recevoir la mort. (Magarinos Cervantès : *Estudios políticos y sociales*. Paris, 1854, p. 311. — Sarmiento : *Vida de Quiroga*. — Felix Azara : *Descripcion del Paraguay y Rio de la Plata*, articulo Vaqueanos.)

Une société de ce genre était appelée à engendrer une tyrannie sanglante, comme celle de Rosas, des luttes sanguinaires et des gouvernants inhumains. Commençons par le programme des terroristes de l'an X.



Mariano Torrente, dans son histoire de la *Révolution Hispano-Américaine* (Madrid, 1829), publia, pour la première fois, le « Plan de operaciones » que rédigea le docteur Mariano Moreno, secrétaire de la première Junta gouvernementale de Buenos-Aires. La partie principale de ce curieux document ordonne ce qui suit :

« Couper des têtes, verser le sang et sacrifier à tout prix les ennemis, bien que ce procédé nous rapproche des usages des anthropophages et des Caraïbes, parce qu'aucun État vieilli, ni ses provinces, ne peut se régénérer ni arrêter les abus de corruption, sans faire couler des ruisseaux de sang.

« Observer avec les mécontents une conduite cruelle et sanguinaire ; la moindre faute doit être châtiée ; et dans les jugements des affaires particulières on doit toujours préférer le patriote pour capter davantage sa volonté. De même, le moindre fait ou la moindre parole rapportée contre ladite classe de mécontents, doivent être punis de la peine capitale, surtout si les coupables présumés sont des sujets de talent, riches, ayant du caractère et de l'influence.

« Décapiter tous les gouverneurs et les chefs royalistes qui tombent entre nos mains, ainsi que les sujets qui occupent les premiers emplois dans les localités qui ne nous ont pas encore reconnus, parce que, jouissant de quelque influence dans le peuple et connaissant nos vues, ils peuvent discréditer notre cause parmi les compatriotes même.

« Confisquer, en faveur du Trésor Public, les propriétés, les biens immeubles et autres de ceux qui ont suivi le parti adverse ; il faut confisquer également les biens des Espagnols qui n'ont pas embrassé ouvertement notre cause.

« Attirer à notre parti, et les honorer des premières charges les Valdenegro, Balta-Vargas, Artigas, Benavides, Vasquez, Ojeda, etc., sujets qui, par ce qui est connu de leurs vices et manières de vivre, sont capables de tout ; leurs talents et la réputation qu'ils ont acquise par leurs actes téméraires, conviennent aux circonstances actuelles. On doit en choisir d'autres semblables pour former de bons corps d'infanterie et de cavalerie.

« Organiser l'espionnage pour découvrir les pensées de nos ennemis et quels complots ils peuvent tramer ; récompenser ces espions et ces délateurs par des soldes mensuelles.

« Entendre la moindre dénonciation faite par un patriote contre l'individu quelconque qui n'est pas notre partisan, et y donner suite, même si



cette dénonciation ne se trouve pas fondée, car il ne faut pas attiédir le zèle d'un patriote, ni faire croire qu'on manque de confiance en lui.

« Publier dans les feuilles publiques ce qui est favorable à la révolution et taire autant que possible ce qui lui est contraire ; prohiber l'introduction des journaux étrangers qui lui sont hostiles.

« Rendre sanguinaires les bans et ordres publics, et expéditif le châ-timent de qui les enfreint, pour servir d'exemple aux autres, lorsqu'il s'agit d'actions qui compromettent le progrès de la patrie.

« La Junta provisoire du gouvernement des Provinces-Unies du Rio de la Plata, pour le « senor » don Fernando VII — parce que la modération et la douceur ne produisent aucun résultat..., par conséquent, pour arrêter le mal, a résolu de prendre les dispositions suivantes pour l'exécution des-quelles elle sera inexorable : 1<sup>o</sup> Tout individu qui s'absente de cette ville, sans autorisation du gouvernement, aura ses biens confisqués, sans qu'il soit besoin d'autre procédure que la seule constatation de son départ. — 2<sup>o</sup> Tout patron d'embarcation qui transportera des passagers sans autori-sation du gouvernement sera envoyé à la chaîne pour quatre ans et l'em-barcation sera confisquée. — 3<sup>o</sup> Toute personne à qui on trouvera des armes du Roi malgré les bans qui en ordonnent la remise, sera punie de toute espèce de peines, sans en excepter le dernier supplice, suivant les circonstances. — 4<sup>o</sup> Quiconque parlera mal d'Européens ou de patriciens, fomentant des divisions, sera puni des peines qu'établissent les lois contre la sédition. — 5<sup>o</sup> Toute personne dont on surprendra une correspondance avec des individus d'autres pays, semant la discorde, la méfiance ou for-mant un parti contre le gouvernement actuel, sera arquebusée, sans autre procédure que l'éclaircissement sommaire du fait. — (Buenos-Aires, 31 juil-let 1810. — MANUEL BELGRANO ; AZCUENAGA, ALBERTI, MATHEU, LARREA ; MARIANO MORENO, secrétaire. »

En vertu des décrets dictatoriaux de l'époque, Don Santiago Liniers, ex-vice-roi de Buenos-Aires, et ses compagnons furent passés par les armes. Ce crime ouvrit en Argentine l'ère des grands massacres et des luttes san-glantes, jusqu'en 1860. (Paul Groussac, dans son livre *Liniers*. ) — Après ce meurtre des premiers défenseurs du Rio de la Plata contre l'invasion



anglaise, vint l'exécution de Martin Alzaga (un autre des sauveurs de Buenos-Aires en cette circonstance) et de quelques quarante Espagnols qui passaient pour ses compagnons dans une prétendue conspiration. Les principaux accusateurs de la cause furent Bernardino Rivadavia et Bernardo Monteagudo. Un ban du 31 juillet 1810 autorisait ainsi la fusillade militaire : « *Tout individu suspect de conspiration contre le gouvernement et l'état de choses actuel sera arquebúsé, sans autre procédure que l'éclaircissement sommaire du fait.* »

D'autres bans fameux contiennent les dispositions suivantes : « Sont exclus des emplois publics tous les Étrangers sans distinction. » (1810.) — « Il est ordonné à tous les Étrangers de faire une déclaration de leurs biens, sous peine de confiscation et de bannissement. » (1812.) — « Les Étrangers sont priés de verser au gouvernement une contribution extraordinaire de 228.000 pesos fuertes. » (1812.) — « Il est interdit aux Espagnols européens de diriger ou d'administrer une maison de commerce ou d'industrie, en général. » (1812.) — « Il est interdit aux Espagnols européens de se réunir au nombre de plus de trois personnes, sous peine d'être fusillés.

« Il leur est également défendu, sous peine de mort, de monter à cheval et de tenter de fuir à Montevideo. » (1812.) — « Les Espagnols sont expulsés de Buenos-Aires et obligés d'abandonner leurs biens aux citoyens aborigènes. » (1813.)

Le dictateur Carlos Maria de Alvear reproduit, en 1815, les bans antérieurs avec menace d'appliquer la peine de mort aux contrevenants. Par un autre décret de la même année, on impose aux étrangers une contribution forcée de 200.000 pesos fuertes. En janvier 1816, on exige d'eux une nouvelle contribution forcée de 200.000 pesos fuertes. En 1817, un décret du gouvernement de Buenos-Aires défend les mariages d'Espagnols avec des femmes Argentines, sans autorisation préalable de l'autorité suprême. Sous la dictature de Martin de Pueyrredon, on ordonne de fusiller les Français Robert et Lagresse, les patriotes chiliens Carrera et les prisonniers espagnols enfermés dans les cachots de Mendoza et de San-Luis. Pueyrredon agissait d'accord avec San Martin et O'Higgins, gouverneurs du Chili, où se passaient des faits semblables. (Miguel Luis Amunategui : *La dictatura de O'Higgins*. Benjamin Vicuña Mackenna : *Vida de O'Higgins*. Ambrosio Valdès : *Carrera y la revolucion chilena*.)

En résumé : dans le Rio de la Plata proprement dit, il n'y eut pas de



bataille de l'indépendance contre les Espagnols, mais des conflits inter-provinciaux. Pueyrredon ayant remis l'État Oriental au Brésil, ce fait contribua plus tard à la chute du dictateur Rivadavia. Il y eut une courte guerre, en 1828, entre Buenos-Aires et le gouvernement portugais. Son résultat fut l'indépendance de l'État Oriental.

---



## CHAPITRE IX

### INDÉPENDANCE DU PARAGUAY

Quand la Junte gouvernementale de Buenos-Aires invita les gouverneurs espagnols des provinces de la vice-royauté à envoyer des députés à la capitale pour organiser un royaume américain, sous la régence de dona Joaquina Carlota de Borbon, sœur de Fernand VII, le gouverneur du Paraguay, don Bernardo de Velasco, consulta le peuple d'Assomption, réuni en assemblée, le 24 juillet 1810. Le docteur José Gaspar de Francia, magistrat, syndic général de la ville, exposa à cette occasion la doctrine de la révolution, inspirée du *Contrat social* de Rousseau. Il dit que l'autorité du roi d'Espagne, supplanté sur le trône par Joseph Bonaparte, avait complètement pris fin ; il ajouta que la souveraineté réside dans le peuple, qui doit s'en emparer immédiatement, et qu'en conséquence, le Paraguay devait se déclarer indépendant aussi bien de l'Espagne que du gouvernement de Buenos-Aires, dont l'autorité n'était pas légitime. Malgré ces raisons, l'assemblée, ne voulant pas s'avancer trop loin dans la voie de la révolution, résolut de maintenir de bonnes relations à la fois avec le Conseil de Régence, institué dans la Péninsule, et avec le gouvernement de Buenos-Aires, sans reconnaître l'autorité de ce dernier.

La Junte gouvernementale de Buenos-Aires vit dans l'attitude du peuple paraguayen des projets séparatistes, et décida d'exiger son obéissance par la force. A cette fin elle envoya au Paraguay une armée, commandée par un général improvisé, don Manuel Belgrano. Les Paraguayens allèrent à sa rencontre et le battirent à Paraguari et à Tacuari. Ce sont nos batailles de l'indépendance contre Buenos-Aires (19 janvier et 9 mars 1811). A la suite de ce triomphe, don Pedro Caballero, sur les conseils du docteur Francia, poussa le premier cri de révolte contre le gouverneur espagnol,



le 14 mai 1811, — date à laquelle le peuple paraguayen célèbre son premier jour d'indépendance. Le 17 juin, une assemblée générale se réunit pour constituer une Junte gouvernementale, composée des personnalités suivantes : Fulgencio Yegros, Pedro Juan Caballero, José Gaspar de Francia, Francisco Xavier Bogarin et Fernando de la Mora. Cette Junte se hâta d'annoncer sa création à celle de Buenos-Aires et, le 12 octobre de la même année, les deux gouvernements conclurent le premier traité d'amitié, de commerce et d'alliance, contre les ennemis de l'indépendance, qui étaient les Espagnols et les Portugais du Brésil.

En 1813, le Paraguay prit le nom de *République* et adopta pour couleurs nationales celles de la France républicaine : le rouge, le blanc et le bleu. Il supprima la Junte de cinq membres et la remplaça par le gouvernement de deux citoyens qui reçurent le titre de Consuls de la République. Les citoyens Fulgencio Yegros et José Gaspar de Francia furent élus pour exercer le consulat.

En 1814, un congrès général de mille députés supprima le consulat et, sous la menace d'une invasion de la part de Buenos-Aires et du Brésil, nomma dictateur pour trois ans le docteur Francia. Enfin un autre congrès, réuni en 1816, donna au docteur Francia le titre de dictateur à vie au Paraguay. On peut mesurer par là quelle haute estime ses concitoyens avaient pour cet homme, qu'ils croyaient seul capable de défendre la République contre les ennemis de son indépendance.

Donnons maintenant la raison de l'indépendance paraguayenne. Depuis sa fondation, Assomption était restée une république autonome et libre, tête du gouvernement général du Río de la Plata. Jusqu'en 1620, elle eut la faculté d'élire ses gouverneurs en cas de vacance du poste. En dépit de la présence des représentants du Roi, le gouvernement était municipal ; il rendait la justice et pourvoyait aux besoins du peuple. Tous les citoyens étaient soldats et formaient les milices provinciales en lutte perpétuelle soit avec les Portugais, usurpateurs de leurs territoires, soit avec les mauvais gouverneurs, soit aussi avec les Jésuites, monopolisateurs du commerce et de l'industrie. C'est ainsi que s'enracina dans le peuple le sentiment de l'indépendance. D'autre part, ce peuple vivait mécontent, tant à cause des privilèges accordés aux religieux qu'à cause des impôts onéreux qu'il payait en faveur de Santa-Fé et de Buenos-Aires. Que ne devait-il pas s'irriter, quand on lui supprima ses libertés à la fin de la dernière révolu-



tion communale et qu'on le mit dès 1776 sous la dépendance de Buenos-Aires, convertie en capitale de la vice-royauté.

La population du Paraguay était homogène ; elle se composait de créoles et de métis, car les Indiens, une fois détruites les Missions des Jésuites, s'étaient dispersés en grande partie. Cette population, accoutumée à une discipline sociale, était agricole et industrielle. Son instruction était arriérée, mais sa vie régulière et ordonnée. Au Paraguay, il n'y avait pas de « gauchos » sauvages ni de chefs meurtriers.

Les provinces avaient Buenos-Aires en aversion, parce qu'elle vivait aux dépens de toutes. Cette aversion augmenta quand la métropole vice-royale, au début de la révolution, prétendit leur imposer son autorité, et c'est alors qu'éclata une insurrection générale des provinces contre Buenos-Aires. Les premiers pays qui se révoltèrent furent le Paraguay et l'Uruguay ; leurs chefs étaient le docteur Francia et Artigas. Mais tandis qu'Artigas suscitait une insurrection générale des provinces argentines, Franciaisola le Paraguay.

On a critiqué le dictateur au sujet de cet isolement. On a dit qu'il avait séparé son pays de la communauté américaine par amour du pouvoir absolu. Cette accusation est injuste. Le dictateur eut recours à cette mesure pour éviter à sa patrie l'incendie révolutionnaire et lui sauvegarder son indépendance. Ainsi pense le docteur Juan Bautista Alberdi. Francia n'aimait pas le pouvoir par simple vanité ou pour le plaisir de commander. Son but était d'empêcher le Paraguay de se mêler aux luttes argentines. Francia était un homme austère : il n'aimait pas les plaisirs frivoles et n'eut jamais d'adulateurs ni de favoris ; il vécut sobrement et mourut célibataire ; il ne désigna pas de successeur et ne donna à personne de grades militaires. Pour gouverner, Francia eut recours tantôt aux anciennes lois espagnoles, tantôt il édicta des décrets, qui imitaient ceux que les directeurs de Buenos-Aires rédigeaient contre les Espagnols et les étrangers.

Francia avait sacrifié son nom, sa réputation et son prestige personnel, aux premières années de la révolution, pour conserver la République qu'il avait fondée. D'abord avocat intègre, puis magistrat, il resta d'une honnêteté rigoureuse dans l'administration des finances publiques, durant son gouvernement de vingt-six ans. Il ne fit pas du pouvoir une affaire de profit, mais il mit ce pouvoir au service de l'indépendance de sa patrie. Son idéal en a fait un tyran, sans haine de la liberté, ni de la justice, car, dans ses



écrits, ses discours et ses notes officielles, il a toujours parlé des droits humains imprescriptibles. Il reprocha toujours aux monarchistes argentins leurs désordres et défendit en fait la souveraineté du peuple et la forme républicaine du gouvernement. Homme d'État de pénétration sagace, il comprit, dès le premier moment, le sens de la Révolution américaine et se mit à son service dans son pays même. Il possédait l'instinct politique et le tempérament de l'homme d'État, et ce sont les circonstances du moment qui ne lui permirent pas de personnifier la démocratie. Il proclama le principe de la souveraineté du peuple et assura l'indépendance du Paraguay par des mesures violentes. Voici en quels termes il expliquait sa conduite à l'un de ses collaborateurs :

« Ici (à Assomption), quand je pris ce malheureux gouvernement, je ne trouvai, en compte de trésorerie, ni argent, ni étoffe, ni armes, ni munitions, et cependant je soutins les frais de préparation de guerre que demandaient la défense et la sécurité générales. Je dus faire face, en outre, à des travaux coûteux et à de multiples affaires exigeant des expédients, de l'adresse, des démarches auprès d'autres pays. Accablé d'un labeur incessant, je dus encore entrer, sans faiblir, dans le détail de fonctions que d'autres auraient dû exercer, fonctions civiles, fonctions militaires, jusqu'à des travaux de mécanique. Mais il n'y avait personne dont je puisse me servir, et je me vis obligé de tout faire, dans le but de sortir le Paraguay de l'infortune dans laquelle il était plongé depuis trois siècles. C'est pour cela, qu'après la Révolution, tous osèrent le voler, et les *buenosayriens*, les *artiguistes* et les *portugais*, le volèrent à satiété. »

Le dictateur ne se soucia point du jugement de la postérité. A Buenos-Aires, les directeurs demandaient à la docilité de leurs congrès des pouvoirs extraordinaires. Le docteur Francia affronta personnellement la responsabilité de la dictature, sans hypocrisie ni dissimulation. Tous les actes de sa vie publique prouvent que le mot de *gloire* n'avait pas de sens pour lui. Il pensait comme Danton, qui a prononcé ces paroles : « Qu'importe mon nom, pourvu que la France soit libre. »





LES INDIENS DU PARAGUAY : ORCHESTRE INDIGÈNE.



UNE INDIENNE A ASSOMPTION : PORTEUSE DE LAIT A DOMICILE.







## CHAPITRE X

### TRAVAUX ADMINISTRATIFS DE FRANCIA

La province du Paraguay et Rio de la Plata est l'œuvre principalement d'Irala, de Juan de Garay et d'Hernando Arias de Zaavedra ; mais la République indépendante est l'œuvre du docteur Francia, qui la sauva de la domination étrangère et la dota de moyens économiques et militaires pour assurer son existence et la défendre contre ses ennemis traditionnels. C'est ce que nous allons démontrer dans ce chapitre.

Les ennemis de l'agriculture nationale ont toujours été la sécheresse, les sauterelles, les fourmis et d'autres insectes. L'invasion des acridiens, qui s'effectue tous les quatre ou cinq ans, bien que sans période fixe, paraît être favorisée par le vent destructeur du nord-est, qui règne pendant le dernier quart de l'année. La sécheresse n'est pas non plus continuelle. Seules, les fourmis, comme des ennemis intérieurs, causent des ravages d'une façon incessante.

Les naturalistes suisses Rengger et Lonchamp racontent qu'ils virent en 1820 une trombe de sauterelles détruire les semailles. En présence de ce désastre, le dictateur, pour prévenir la famine, ordonna aux laboureurs de semer de nouveau une partie des terres dévastées par ces insectes. Cette mesure eut un résultat magnifique ; les céréales levèrent avec beaucoup de vigueur. Depuis lors, les Paraguayens apprirent à planter et à récolter deux fois par an. Les règlements du dictateur — disent ces voyageurs — révolutionnèrent l'économie rurale du Paraguay, très négligée durant l'époque coloniale. Avant l'indépendance, les Paraguayens ne cultivaient guère que le tabac, la canne à sucre et le manioc ; parce que le plus grand nombre d'entre eux s'adonnaient à l'extraction du maté et à la navigation. De plus, beaucoup émigraient à cause de la pauvreté du pays, à cause des levées



de troupes et du service militaire obligatoire, qui leur imposaient des dépenses insupportables. C'est ce qu'affirme un ancien gouverneur, don Agustin Fernando de Pinedo.

Les règlements du docteur Francia accrurent les variétés de la production agricole ; on cultiva le maïs, le riz, les légumes secs, les légumes verts, et aussi le coton. Depuis l'expulsion des Jésuites du Paraguay (1768), les Paraguayens faisaient venir le coton de Candelaria et de Santa-Ana (Corrientes) ; mais depuis que Francia le fit cultiver, on n'eut plus besoin de l'importer. Francia voulait que le Paraguay se suffit à lui-même, et que son existence ne dépendît pas des provinces argentines ; dans ce but, il empêcha l'émigration de ses compatriotes et les obligea à travailler pour s'alimenter et se vêtir.

L'expérience de l'élevage des animaux, qui, depuis le bannissement des Jésuites, avait beaucoup baissé, donna des résultats analogues. Il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit le rapport de Pinedo : le Paraguay était une province appauvrie, presque ruinée par bientôt deux siècles de révolutions communistes, par la tyrannie des vice-rois de Buenos-Aires, par l'incapacité et la rapacité des gouverneurs espagnols, par la situation méditerranéenne du pays et par la destruction violente des Missions, qu'avait exécutée Bucareli, instrument fidèle du comte de Aranda dans le Rio de la Plata. Les Missions du Paraguay furent saccagées par les autorités de Buenos-Aires, et le pays tomba dans la misère, comme le dit si bien le publiciste d'Arequipa, don Miguel Lastarria.

Lastarria, ancien secrétaire du vice-roi Avilès dit, en effet, que lorsque les religieux furent expulsés, en 1768, la population de Santa-Rosa seule avait 80.000 têtes de bovins. Dans l'année de la Révolution, ce nombre se trouva réduit à 10.000. Et l'église de ce bourg était si riche que ses ornements d'or et d'argent servirent à satisfaire la cupidité de plus d'un vice-roi de Buenos-Aires et de ses protégés ou parasites. Contemplant les ruines et ayant présentes à l'esprit les spoliations dont avaient été l'objet les Missions du Paraguay, le dictateur Francia eut raison d'affirmer que le pays avait été volé par tous ses ennemis. Irritable de caractère, comme il l'était, il se proposa de venger toutes ces offenses et déchargea sa colère contre eux.

Pour encourager l'élevage des animaux, le dictateur installe des établissements appelés *Estancias de la Patria*, soutenus par le gouvernement ; il loue les champs du fisc aux particuliers, à raison d'un peso et demi par



quart de lieue, sans terme fixe et à la condition de peupler et de cultiver le terrain loué. Cette mesure donna les meilleurs résultats. A cette époque, les biens nationaux formaient approximativement la moitié du territoire ; ils comprenaient, pour la plus grande partie, des terres incultes depuis l'époque de la découverte et de la conquête de la province, les terres qui avaient appartenu aux missionnaires Jésuites et aux Franciscains, et les pâtures abandonnées par les anciens commissionnaires et les Pères de la Merci. Dans les cinquante et quelque *Estancias de la Patria*, on élevait des milliers de bœufs et de chevaux, avec lesquels on pourvoyait à la consommation de la population et des troupes militaires.

En 1836, parut pour la première fois la tique, arachnoïde qui attaque les bovins, et suce leur sang. Ce parasite, connu au Brésil sous le nom de *pícaruro*, causait, depuis 1834, des ravages dans la province de Rio-Grande. Le dictateur, ne connaissant aucun remède pour la détruire, ordonna l'abatage de tous les animaux atteints de cet insecte, pour sauvegarder les bêtes restées saines. Ce n'est pas d'autre façon qu'a procédé le gouvernement britannique pour combattre la fièvre aphteuse : il ordonna, en 1923, l'abatage de tous les animaux contaminés sur son territoire. On en tua dans l'année environ 177.000.

Pour remédier aux maux causés par le manque de relations avec l'étranger, le dictateur encouragea l'industrie manufacturière. Il intensifia la culture du coton, perfectionna les primitifs ateliers espagnols et fit fabriquer des toiles, des cotonnades et autres tissus. Son idée fixe était d'assurer à la République son indépendance économique, autant que son indépendance politique, attendu que les gouvernements de Buenos-Aires lui témoignaient de l'hostilité en prenant des mesures douanières, qui violaient le traité du 12 octobre 1811. C'est pourquoi il obligea les Paraguayens à devenir laboureurs, tisseurs, serruriers, armuriers, architectes, tailleurs, cordonniers, bourreliers, orfèvres, fondeurs, et au besoin soldats pour défendre la patrie contre les agressions possibles du Brésil et de Buenos-Aires.

Une autre des occupations préférées du dictateur fut l'armée, parce qu'il comprenait que l'existence politique du pays dépendait de l'organisation d'une force armée. Pour se procurer du matériel, dit Rengger, il établit le monopole du bois, très recherché à Buenos-Aires, ne permettant son exportation qu'à destination des pays qui offraient en échange des armes et des munitions de guerre. Il forma différents corps, qu'il instruisait personnel-



lement. En 1825, la force armée se composait de 5.000 hommes de troupes de ligne et de 20.000 miliciens.

La troupe de ligne comprenait spécialement de la cavalerie, chasseurs, lanciers, grenadiers et dragons. Leurs armes étaient le sabre, la lance, la carabine et le pistolet. Les chasseurs faisaient le service de l'infanterie ; mais quand ils sortaient en campagne, ils allaient montés, suivant la coutume sud-américaine. Quant au corps de l'artillerie, il était faible et mal organisé. En 1821 Francia forma un corps d'élite de jeunes gens de douze à quatorze ans, à qui il apprit à lire et à compter. Tous les Paraguayens entraient au service comme simples soldats et on ne les nommait officiers qu'après de nombreuses années de présence sous les drapeaux. La paye du soldat était de six pesos par mois, et celle des officiers de seize à trente pesos, selon le grade ; mais, par raison d'économie, on ne conférait à personne un grade supérieur à celui de capitaine. Les exercices étaient fréquents et dirigés, au début, par des militaires venus de l'Uruguay et de Buenos-Aires. Plus tard, le dictateur se substitua à eux, dirigeant personnellement les exercices. L'aspect de ses troupes était loin d'être martial, mais il sut leur communiquer l'esprit de corps et le sentiment de l'émulation dans l'accomplissement du devoir.

Pour constituer les milices urbaines, on inscrivait sur des registres tous les citoyens aptes à porter les armes, dès l'âge de dix-sept ans. La milice de chaque district formait une compagnie commandée par un lieutenant ou un capitaine réformé. Ces milices étaient destinées à garder les frontières, et ne touchaient aucune paye ; elles recevaient seulement une ration de subsistance.

Les troupes étaient logées à Assomption, dans les anciens couvents des religieux, Jésuites et Franciscains. A l'arsenal se trouvaient plus de douze mille fusils et carabines, autant de sabres et de paires de pistolets, un grand nombre de lances et une certaine quantité de munitions. Les pièces d'artillerie comprenaient soixante canons de bronze et de fer. A ce matériel il faut ajouter deux brigantines et six canonnières.

Les ressources de la première dictature étaient constituées par les tarifs d'importation et d'exportation, les impôts intérieurs et les industries de l'État. Les droits de port se percevaient à une seule douane, celle d'Assomption, même lorsque les marchandises entraient par Itapúa. Ils étaient fixés à 19 p. 100 *ad valorem* ; mais les employés évaluant les articles selon leur



prix sur place, les élevaient à 28 p. 100. A cet énorme droit d'entrée, on ajoutait, selon le système espagnol, 4 p. 100 d' « alcabala », sur les mêmes objets. (On appelle « alcabala » les droits pour le percepteur.) Les articles d'exportation comme le tabac, les confitures, l'eau-de-vie, les cuirs, l'amidon de manioc, les bois de construction, etc., assuraient 9 p. 100. L'exportation des métaux précieux et des peaux non tannées était interdite.

Les impôts intérieurs étaient les dîmes et les contributions sur les maisons de commerce. Les dîmes, d'origine espagnole, étaient perçues annuellement sur les produits de l'agriculture et de l'élevage. Le droit de dix pesos, perçu sur les boutiques, était mensuel. Le droit sur les maisons urbaines, construites en brique ou en pierre, était de 4 à 16 p. 100. L' « alcabala », s'élevant à 4 p. 100, était imposé à toute espèce de ventes. Le papier et les amendes fournirent aussi des revenus à l'État.

Au moyen du travail personnel obligatoire, le dictateur fit construire les forteresses des frontières, les casernes et d'autres édifices à Assomption, à Pilar, et à Conception ; il fit tracer des chemins et des routes à travers les forêts, restaurer la vieille cité coloniale, redresser les rues et construire pour la location une quarantaine de maisons neuves.

Suivant le système du régime colonial, on interrompait de temps à autre les travaux des champs, à l'annonce d'une levée de troupes. A cet appel, les laboureurs et les artisans se rendaient dans les services publics.

L'un des ennemis les plus acharnés du Paraguay, à l'époque du dictateur, fut le gouverneur de Buenos-Aires, Juan Martín de Pueyrredon. Le 8 janvier 1817, il lança le fameux décret par lequel il interdisait dans les provinces argentines l'importation du tabac manufacturé du Paraguay, jusqu'à l'incorporation de ce pays à Buenos-Aires. Il favorisa l'entrée du tabac chilien et nord-américain, et du maté brésilien. En même temps il suborna le paraguayen Baltazar Vargas, pour fomenter au Paraguay une conspiration, qui eut pour résultat les exécutions de 1821.

Le dictateur ne fit rien pour favoriser le culte religieux. D'après les communications officielles entre les gouverneurs du Paraguay et le vice-roi de Buenos-Aires, marquis de Loreto, la cathédrale et les églises des Jésuites et des Franciscains à Assomption, furent démolies en 1786. Le gouverneur Pedro Melo de Portugal et le conseil municipal ne remédièrent pas au mal. Le dictateur Francia agit de même et ne fit exécuter aucune réparation aux églises. Bien plus, il supprima le séminaire appelé Carolini et le conseil



municipal, disant que c'étaient des institutions inutiles. Il supprima en outre l'onéreuse dîme ecclésiastique, l'impôt de la régie qui pesait sur la « yerba maté », l'impôt appelé par les Espagnols « ramo » de guerre et le droit sur la vente des chevaux, qui grevait l'élevage du gros bétail.

« Comme dans le reste de l'Amérique espagnole, écrivent Rengger et Lonchamp, l'instruction au Paraguay était exclusivement confiée aux prêtres : il n'y avait d'autres écoles que celles des couvents. En 1783 (époque de Charles III), se fonda à Assomption un collège-séminaire pour les études de théologie. Dans les écoles primaires, le manque de professeurs fit adopter la méthode de Lancaster, selon laquelle les aînés enseignent aux plus jeunes ; c'est la méthode des répétiteurs, qui suppléent au manque de professeurs. Francia laissa subsister ces écoles, mais supprima le séminaire, comme nous venons de le dire. Ainsi les habitants, en général, savaient lire et écrire, à l'exception des filles, pour lesquelles il n'y avait pas d'écoles. » Dans les villages des Missions il y avait aussi des écoles, que fréquentaient seulement les enfants destinés au service du culte ou à certains emplois municipaux. La cédula royale de Philippe V, ordonnant l'enseignement de l'espagnol aux indigènes, ne fut jamais exécutée dans les Missions du Paraguay — disent les PP. Charlevoix et Cadell — parce que les religieux ne voulaient pas que leurs catéchumènes communiquassent avec les laïques.

Don Antonio Zinny, écrit aussi : « Sous la dictature de Francia, il existait des écoles dans les villages et dans les bourgs, et les habitants du Paraguay, en général, savaient lire, écrire et compter. Il existait dans la capitale une académie militaire pour les jeunes gens destinés à la carrière des armes, et une maison d'éducation pour les enfants pauvres. »

Le régime politique du Paraguay d'alors concentrait tous les pouvoirs entre les mains du dictateur, plus ou moins comme dans la période coloniale. Francia dirigeait tout, mais n'administrait pas personnellement les finances de l'État. Il avait un ministre des finances qu'un autre fonctionnaire était chargé de surveiller. L'un et l'autre avaient les clefs des coffres de l'État pour l'entrée ou la sortie des fonds, sur des ordres écrits du dictateur. Celui-ci leur remettait un reçu des sommes qu'il recevait pour le règlement de son traitement ; et comme il était sobre et austère dans sa vie privée, il ne le touchait pas intégralement. Le docteur Rengger ajoute : « Le congrès (de 1816) lui attribua un traitement annuel de 9.000 pesos, dont il n'accepta que le tiers, disant que l'État avait plus besoin d'argent



que son chef. Ce désintéressement ne se démentit jamais. » Quand Francia mourut, l'arriéré de son traitement non perçu se montait à 36.564 pesos. Cet argent et des bijoux d'or et d'argent furent mis sous séquestre par son successeur, qui exclut de l'héritage une sœur légitime du dictateur.

Outre le ministre des finances, il y avait un autre secrétaire d'État, appelé *fiel de fechos*, qui s'occupait de l'administration de toutes les affaires intérieures. La justice était rendue par deux juges de première instance qui travaillaient séparément et jugeaient les affaires civiles aussi bien que criminelles, appliquant les lois espagnoles. De leurs décisions, on en appelait au dictateur. Les plaintes contre les abus commis par les fonctionnaires politiques et judiciaires étaient portées directement devant le pouvoir suprême. Les autres fonctionnaires étaient : les défenseurs des mineurs, l'exécuteur des sentences et les commissaires de police. Hors de la capitale, le territoire était divisé en vingt-deux départements, gouvernés par des commandants qui exécutaient les ordres du dictateur, faisaient la police et jugeaient les délits correctionnels. Il y avait, en outre, dans chaque département, un receveur des contributions et divers agents de police, répartis dans les différentes sections du département.

La première Junte gouvernementale de l'indépendance mit en vigueur les lois espagnoles. Par décret du 9 avril 1812, elle déclara sous séquestre les biens en déshérence, ceux des étrangers, en général, qui n'avaient pas d'héritiers connus dans le pays.

Au fond, l'institution de la dictature reposait sur la force armée. Il y avait quatre commandants militaires dans la capitale, obéissant inconditionnellement au dictateur, dont la volonté dominait toutes les lois.

Le Paraguay avait été une province très pauvre sous le régime colonial, principalement après le pillage des Missions. En vingt-six années de gouvernement, le dictateur le convertit en une république bien pourvue et défendue contre les agressions du dehors. D'après le recensement effectué par les ingénieurs espagnols Felix de Azara et Juan Francisco de Aguirre avec l'assistance du gouverneur Lazaro de Ribera, la population du Paraguay était, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, de 96.000 âmes. En 1840, elle était de 220.000, suivant une étude faite par M. Graham, consul américain résidant à Buenos-Aires, et qui amena une mission au Paraguay en 1846.

Mariano Antonio Molas, dans sa description du Paraguay, assure que dans les *Estancias de la Patria*, au temps de Francia, il y avait un million de



bovins. Ce nombre est presque le double de celui qu'a établi l'ingénieur Aguirre, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le docteur Francia mourut le 20 septembre 1840, à l'âge de soixante-quatorze ans.



## CHAPITRE XI

### LA DICTATURE DES LOPEZ

Après la mort de Francia, il y eut un interrègne. Deux Consuls gouvernèrent alors le Paraguay : don Carlos Antonio Lopez, avocat, et don Mariano Roque Alonzo, commandant général des troupes militaires. Le gouvernement consulaire dura du 12 mars 1841 au mois de mars 1844. A cette date, Lopez fut élu Président de la République pour dix ans. Le nouvel élu fit voter à cette occasion par un Congrès Constituant, une Loi fondamentale qui érigeait le despotisme en institution permanente de l'État. Cette loi attribuait des pouvoirs extraordinaires au Président, le mettant au-dessus des lois et du pouvoir judiciaire ; elle gardait un silence absolu au sujet de la liberté et de la souveraineté du peuple. Ainsi, le premier magistrat devenait un despote omnipotent et irresponsable, maître des vies et des biens.

Depuis lors, la dictature, accidentelle avec Francia, fut convertie, sous l'action de don Carlos Antonio Lopez et de don Mariano Roque Alonzo, en institution d'État. Lopez fut réélu Président, pour dix autres années, en 1854, malgré la loi de 1842 prescrivant que *la République du Paraguay ne sera jamais le patrimoine d'une personne ou d'une famille*. Maître du pouvoir pour la seconde fois, Lopez envoya en Europe son fils aîné, le général don Francisco Solano Lopez, alors âgé de vingt-sept ans, pour remplir une mission diplomatique. Ce citoyen revint dans son pays, à la fin de 1855, à bord d'un navire de guerre qu'il avait fait construire en Angleterre. Il apportait du matériel de guerre, et amenait des mécaniciens anglais pour les employer à des constructions du même genre. Sous la direction de ces ingénieurs, on exécuta les travaux suivants : un chemin de fer de 72 kilomètres, un atelier de construction de navires marchands, et une fonderie de fer.



Le même général Lopez engagea à Bordeaux un certain nombre de familles pour fonder une colonie. La colonie fut installée dans le Chaco, en face d'Assomption, et séparée de cette ville par le Rio ; elle reçut le nom de *Nueva Burdeos*, aujourd'hui Villa Hayes.

Poursuivant leurs travaux militaires, les Lopez firent construire par des techniciens étrangers, les murs de Humaita, sur le Rio Paraguay, et d'autres fortifications. La fonderie de fer fournissait des canons et des projectiles ; du chantier de construction navale sortaient des bateaux en bois que fabriquaient des machines importées d'Europe. Les Lopez organisèrent encore une armée, qui, à la longue, devint nombreuse.

Ajoutons que les Lopez veillèrent au bien-être matériel du peuple, mais ne prêtèrent aucune attention à son éducation. Comme établissements d'instruction, il n'y avait que des écoles primaires. Les Lopez maintenaient la vie sociale dans des limites fort étroites, par crainte de la liberté. Assomption manquait de collèges, d'académies, de maisons de bienfaisance ; elle n'avait ni presse ni parlement, ni magistrats, ni institutions libres. Le second Lopez fit construire un palais pour son usage et celui de sa famille, un oratoire et un grand théâtre. Ces deux derniers monuments existent encore, bien qu'inachevés. Assomption continuait d'être une cité pauvre. Hors de la capitale, il n'y avait que des villages et des hameaux primitifs.

La politique extérieure des Lopez fut assez malheureuse. Durant leur règne d'un quart de siècle, ils furent successivement en conflit avec le dictateur Rosas, de Buenos-Aires, avec le Brésil, avec l'Angleterre, avec les États-Unis, avec la France et avec l'Argentine. La lutte contre les grandes Puissances se terminait par leur soumission et l'octroi de fortes indemnités pécuniaires. Les Lopez furent incapables de résoudre les questions de frontière avec le Brésil et l'Argentine, bien que ces pays respectassent le Paraguay. Ceux-ci auraient pu se plier à signer des traités avantageux si les Lopez eussent été plus raisonnables, mais ils voulaient, à toute force, imposer leurs vues à l'étranger dans les affaires de qui ils intervenaient imprudemment.

Dès son retour d'Europe, le général Lopez exerça sur son père une influence pernicieuse. En 1856, il le décida à réunir un Congrès extraordinaire pour modifier la Constitution de 44. La modification consistait à octroyer au Président en exercice le droit de désigner un successeur intérimaire, pour le cas où la charge se trouverait vacante. Cette fraude sanc-



tionnée, le général Lopez obtint de son père un autographe secret qui l'autorisait à se charger de la Présidence de la République à la mort du Président, en attendant qu'un Congrès extraordinaire élût le Président effectif. Don Carlos Antonino Lopez étant mort le 10 septembre 1862, le général Lopez, commandant de toutes les forces armées, convoqua aussitôt un Congrès extraordinaire et se fit élire Président de la République pour dix ans (12 octobre 1862). Coïncidence singulière, à la même date, le général Bartolomé Mitre parvenait à la Présidence de la Confédération Argentine.

Si l'on réfléchit sur le fonctionnement de la dictature paraguayenne, on peut dire qu'elle offrait le caractère d'un gouvernement d'allure asiatique embrassant tout et étant irresponsable. Le Paraguay n'avait pas une Constitution qui proclamât, ne fût-ce que théoriquement, les droits individuels, alors que les autres pays s'étaient empressés de les inscrire dans leurs codes politiques respectifs. On peut affirmer que les Paraguayens ne s'appartenaient pas à eux-mêmes, n'ayant pas de garanties légales. Il ne leur était pas permis de s'associer pour des fins utiles, ni d'unir leurs efforts pour travailler à leur bien-être. Toute association était considérée comme suspecte par le pouvoir suprême, si elle n'avait pas l'autorisation du Président dictateur. Le propriétaire d'une exploitation agricole qui employait des « peones » (journaliers) devait lui rendre compte de leur conduite. Il espionnait ses « peones » et était espionné par eux. C'est le système inquisitorial des despotes de tous les temps. C'est l'inquisition permanente, véritable fléau social. La délation et l'espionnage réciproques détruisent la confiance entre les hommes appelés à vivre en commun. Ils empêchent l'effusion des cœurs, le repos et la joie au sein du foyer domestique, asile sacré de l'amour et des chaudes affections familiales.

Les fils des « pampas » argentines, malgré leurs guerres sanglantes, respirèrent toujours les brises de la liberté naturelle, parce qu'ils restèrent en contact avec l'Europe civilisée. Il n'en fut pas de même au Paraguay des classiques dictatures. Ce pays, isolé du reste du monde par l'épais rideau de ses forêts et par ses cordons militaires, vécut opprimé dans l'air étouffant du despotisme. Répétons constamment cette vérité : la liberté est le but idéal de notre existence sur la terre. Il n'y a pas de grandeur morale, ni de véritable culture sans la liberté. Seule, la liberté imprime un caractère moral aux actions humaines. Par amour de la liberté, les pèlerins du *May Flower* abandonnèrent leur pays d'origine et vinrent en Amérique fonder



une nouvelle patrie. Ils créèrent les États-Unis, le plus sûr asile des nobles croyances et de tous les droits humains.

La tyrannie, au contraire, négation de la liberté, dégrade et avilit. Elle étouffe dans le cœur de l'homme les sentiments de l'honneur et du devoir, ceux de la bonté et de la justice ; elle rend la vertu impossible et enlève leur valeur aux actions héroïques. L'homme n'est pas une personne morale, s'il n'est pas libre. Le peuple paraguayen a payé avec excès le crime de la tyrannie. Il faut espérer que cette terrible expiation servira de leçon aux générations futures, qui se souviendront qu'on ne viole pas impunément les principes de la morale et du droit. Les souffrances de nos aînés, les larmes de leurs épouses et de leurs mères, le sang des jeunes filles immolées dans les campements militaires par un tyran sans clémence, le proclament éloquemment. Lopez, selon l'énergique expression de don José Falcon, ex-ministre de l'époque, a ruiné la patrie par son fol orgueil et ses caprices. Le martyre de notre peuple a été nécessaire pour effacer la tache qu'imprima sur son front un demi-siècle d'infâme oppression.

---



## CHAPITRE XII

### LA GUERRE DU PARAGUAY ET LA TYRANNIE DE LOPEZ

Sitôt qu'il occupa la présidence de la République, en 1862, le général Francisco Solano Lopez fit des préparatifs de guerre pour effrayer le Brésil et le président de la République Argentine, le général Bartolomé Mitre. Dans ce but, il rechercha l'alliance du général Urquiza, gouverneur d'Entre-Rios, et des politiciens du *parti blanc*, qui gouvernait l'Uruguay. Ces politiciens, de leur côté, agirent imprudemment en donnant au Brésil l'occasion de rechercher l'alliance du *parti rouge*, adversaire des *blancs*, et celle du général Mitre. En présence du péril commun, les dirigeants du Brésil et le général Mitre signèrent une *entente cordiale*, et convinrent de renverser le gouvernement blanc de Montevideo ; à cette fin ils lancèrent dans une révolution armée le chef uruguayen, don Venancio Flores. Appuyé secrètement par Mitre et ostensiblement par l'empereur du Brésil, don Pedro II, Florès triompha et les forces brésiliennes occupèrent le territoire uruguayen.

Ce conflit armé entre le gouvernement de Montevideo et l'empire voisin eut lieu en 1864 ; il fournit à Lopez le prétexte de commencer la guerre contre le Brésil et l'Argentine en même temps, sans que ces nations inquiétassent le Paraguay. Unissant leurs efforts, l'Argentine et le Brésil obligèrent le général Florès, président de l'Uruguay, à conclure le traité de la Triple Alliance. Lopez, qui disposait alors d'une armée de 64.000 hommes, la perdit, la première année, en folles expéditions. Quand les alliés entrèrent au Paraguay, en avril 1866, il se vit obligé d'improviser une nouvelle armée de 30.000 hommes. Il perdit sa seconde armée dans une attaque insensée qu'il ordonna contre toutes les forces ennemies, retranchées à Tuyuti (24 mai 1866).

Lopez ne fit dès lors que reculer par étapes jusqu'au nord du Paraguay, sacrifiant ses compatriotes, ordonnant des fusillades et des massacres



d'hommes distingués et de leurs familles, sous des prétextes futiles. Lui, qui avait donné au début l'impression d'un homme actif et énergique, il se jeta dans les bras d'une favorite, l'anglaise Elisa Alicia Lynch ; il abandonna le sort de la nation aux hasards d'une guerre qu'il avait provoquée. Encore eût-il pu la gagner, en 1865, s'il avait été vaillant soldat ; mais son indolence et son incapacité gâtèrent tout. A l'époque où il disposait d'une armée de 64.000 hommes, le Brésil et l'Argentine ne possédaient pas encore d'armée organisée, parce que les provinces, en général, n'obéissaient pas au général Mitre, ou même se trouvaient en état de rébellion contre le gouvernement.

Après la perte de sa seconde armée, Lopez voulut amener le général Mitre à composition et mettre fin à la guerre. Il l'invita à une conférence qui eut lieu à Yataiti-Cora, et l'aborda par cet aveu de sa culpabilité :

« Général Mitre, ma présence en ce lieu s'explique par les événements que nous connaissons. *J'ai fait la guerre à l'empire du Brésil*, parce que je croyais que cette nation s'emparerait de l'Uruguay et nous menaçait tous. *J'ai fait la guerre au gouvernement argentin*, parce que je le croyais allié au gouvernement brésilien. Peut-être aurions-nous pu éviter cette calamité si j'avais été en relations avec Votre Excellence ; malheureusement, il n'en a pas été ainsi. Le mal est fait, il ne nous reste que le remède d'y mettre fin en concluant une paix honorable. Si Votre Excellence est animée des mêmes sentiments que moi, nous pourrions en parler. »

A quoi Mitre répondit :

« Monsieur le Président, je ne puis rien faire en faveur de Votre Excellence ; le traité de la Triple Alliance me défend de m'entendre avec Votre Excellence ; les parties contractantes se sont engagées à ne conclure aucun arrangement avec Votre Excellence ; mais si Votre Excellence abandonne le pays, nous nous entendrons facilement avec le nouveau gouvernement qu'élira le peuple paraguayen. » (Gregorio Benítez : *Guerre del Paraguay*.) Lopez repoussa la proposition d'abandonner le pays et continua la guerre.

Il nous semble utile, avant d'en finir avec Lopez, de décrire sommairement ses cruautés et les misères qu'il fit endurer au peuple.

Dès le début de la guerre, dit le général Resquin, on souffrit de la peste et du manque de vivres. Les vaches, les chevaux, les bœufs mouraient par milliers, de faiblesse et d'épizooties de tout genre. Les gens mouraient aussi



bien dans les combats que de faim, de dysenterie, de scarlatine, de fièvre jaune, de typhus, de choléra et d'autres maladies ; il n'y avait ni médecins, ni médicaments. Comme Lopez avait recruté tous les hommes à partir de l'âge de onze ans, les femmes furent obligées de s'adonner aux travaux des champs pour nourrir et vêtir les soldats. Elles cultivaient le manioc, le maïs et les calebasses pour les alimenter ; pour les habiller, elles cultivaient le coton. Le tyran lançait des décrets, offrant des primes aux pauvres femmes qui planteraient ce textile ; jamais ces primes ne furent payées à personne, et tout le service de la guerre, durant cinq ans, fut gratuitement fait par la population. Pendant ce temps, le tyran faisait recueillir les monnaies d'or et d'argent et les bijoux des familles pour enrichir la mère de ses bâtards. Des milliers de femmes suivaient les armées pour rendre toutes sortes de services.

Les troupes du Paraguay étaient détruites, non seulement par les ennemis mais aussi par les misères que l'on vient d'indiquer, et par les exécutions sans fin ordonnées par le tyran. A la suite des grandes défaites de Corrientes et de Uruguayana, Lopez adopta la tactique des petits combats, dans lesquels les Paraguayens étaient invariablement exterminés par leurs ennemis, supérieurs par le nombre et la qualité des armes. Nous avions des fusils à pierre et nos ennemis des armes perfectionnées. On peut dire qu'à la mort du tyran, la moitié de la population du pays avait péri, soit environ 300.000 personnes.

A la suite de nos grandes défaites à Uruguayana, à Corrientes et sur notre propre territoire, le maréchal Lopez devint féroce. Il établit sa résidence à San-Fernando ; de là, il organisa les supplices et les massacres de conspirateurs et traîtres à la patrie imaginaires. D'après le Journal authentique du chef de l'état-major, le général Resquin, et l'affirmation de don José Falcon, le nombre d'exécutions, pour crimes imaginaires, de personnages distingués atteignit le chiffre de mille, sans compter les sept ou huit mille soldats fusillés pour fautes légères, et les centaines de familles sacrifiées par les *lanceadores*, sans autre but que de les dépouiller de leurs bijoux et de leur argent. Parmi les victimes du tyran, on compte des centaines de dames et de jeunes filles distinguées, dont le seul crime était d'être mères, épouses, filles ou sœurs de conspirateurs supposés. Au nombre des personnes fusillées, figurent les frères et les beaux-frères du tyran, ses ministres, ses généraux, l'évêque et les curés des paroisses, ainsi que



des centaines d'étrangers. Lopez tuait les étrangers pour s'emparer des valeurs qu'ils possédaient.

Les pièces justificatives de ces crimes se trouvent dans les *Mémoires* du colonel Centurion et dans les œuvres du docteur Arturo Ribaudi, publiées à Buenos-Aires.

Pour enrichir sa favorite, la Lynch, le maréchal Lopez dépouilla les familles paraguayennes de leurs bijoux, les étrangers de leur argent et les propriétaires de leurs maisons. Comme il disposait de tout librement, il ordonna au vice-président de la République, à l'instant où lui-même se disposait à fuir en Bolivie, de concéder à cette femme, au nom de l'État, 3.100 lieues carrées de terres publiques. Le Contrat stipulait *la possession immédiate, l'arpentage, et la preuve que l'acheteuse avait versé à la Trésorerie le montant des dits immeubles.*

Comme on le voit, la dernière pensée de Lopez ne fut pas pour sa patrie, mais pour l'étrangère qui lui avait donné des fils. Il avait cru qu'il pourrait s'échapper; il fut mis à mort par les Brésiliens, à Cerro-Corá, le 1<sup>er</sup> mars 1870.



TROISIÈME PARTIE  
**LE PARAGUAY CONTEMPORAIN**







## CHAPITRE XIII

### ASPECT GÉNÉRAL DU PARAGUAY

Au niveau du 35<sup>e</sup> parallèle, sur les côtes de l'Océan Atlantique, s'ouvre l'estuaire du Rio de la Plata (Argentine). Là, vient déboucher un des plus grands fleuves du monde, le *Paraná*, et, par l'intermédiaire de son affluent, le *Rio Paraguay*, il ouvre jusqu'au centre du continent une admirable voie navigable, dont les bords se sont peuplés comme la côte de l'Océan.

Dès l'origine de la conquête, les Espagnols, remontant ce cours d'eau jusqu'à 300 lieues de son embouchure, établirent sur ses rives de fertiles colonies et la ville d'Assomption. C'est ce pays qui, aujourd'hui, porte le nom de République du Paraguay.

Placé au confluent des rios Paraná et Paraguay, le territoire de la République est divisé en deux parties distinctes par le cours de ce dernier fleuve : l'une orientale, l'autre occidentale.

Cette division répond non seulement à la constitution géologique du sol, mais encore à l'état économique du pays. La partie orientale est le Paraguay proprement dit, et la partie occidentale, le *Chaco*. Ce territoire, peuplé de colonies étrangères avec de grands établissements industriels, touche à l'ouest la Cordillère des Indiens Chiriguanos, limite orientale de la Bolivie ou Haut-Pérou.

Le Chaco ou Paraguay occidental s'étend depuis le 20<sup>e</sup> parallèle de latitude sud jusqu'au 25<sup>e</sup> 20', et du Rio Paraguay jusqu'au méridien 64<sup>e</sup> 30', à l'ouest de Paris.

Le Paraguay oriental est compris entre les parallèles 22<sup>o</sup> et 27<sup>o</sup> de latitude sud, et les méridiens 56<sup>e</sup> et 60<sup>e</sup> de longitude ouest de Paris.

Le Paraguay n'est pas un pays montagneux, et cependant, en le comparant aux plaines de la République Argentine, on est tenté de le ranger



à côté des régions les plus accidentées du centre de l'Amérique. Mais qu'on ne s'attende pas à y trouver des chaînes imposantes ; à peine peut-on donner le nom de montagnes à cette succession de collines, dont les cimes les plus hautes ne dépassent pas 500 mètres et dont l'aspect général rappelle assez exactement les pittoresques campagnes de la Biscaye.

Le voyageur qui part des bords du Rio Paraguay pour se diriger vers la frontière de l'est, traverse tout d'abord des plaines légèrement ondulées où serpentent en courbes innombrables les cours d'eau qui descendent du massif central. Plus il avance vers l'est, plus le paysage se mouvant : les collines se rapprochent, l'horizon se resserre, et les mamelons se succèdent en s'enchaînant dans un labyrinthe de verdure. Jamais la silhouette d'un pic accidenté ou d'une crête abrupte ne vient briser les lignes arrondies des perspectives. Parfois, dans une gorge plus étroite que les autres, mais dont les profondeurs n'ont rien de sévère, un ruisseau qui cherche à parodier le torrent, glisse en rejaillissant sur la roche dénudée. La nature y est impuissante à prendre la physionomie sombre et imprévue de la vraie montagne.

Le territoire paraguayen peut être divisé en deux bassins : celui du Paraná, à l'orient ; celui du Paraguay, à l'occident.

Le Paraná a un cours absolument uni et pourrait être remonté par des bateaux de gros tonnage, s'il n'était pas fermé par les cataractes de la Guaira. C'est ici que commence la frontière orientale du Paraguay ; le Paraná longe le territoire de la République, d'abord du nord au sud, puis de l'est à l'ouest, jusqu'à la confluence du Rio Paraguay. La situation géographique de la cataracte de la Guaira est fixée au 24° 3' de latitude sud, et au 56° 18' de longitude, à l'ouest du méridien de Paris. De cette chute de la Guaira que les Brésiliens appellent les Sept-Chutes (*Sete Quedas*), le Paraná, prenant une direction sud-sud-ouest, se dirige presque en droite ligne jusqu'au 27° parallèle, où il s'incurve pour aller directement de l'est à l'ouest à la rencontre du Rio Paraguay qu'il rejoint à *las Tres Bocas*, par 27° 17' 32" de latitude sud et par 60° 50' de longitude ouest du méridien de Paris. C'est à partir de ce niveau que le Paraná, se dirigeant de nouveau au sud, prend le nom de Paraná inférieur. De *las Tres Bocas* (confluence du Paraná et Paraguay), il va mêler ses eaux dans le Rio de La Plata avec celles de l'Uruguay, qui, sans la naissance de la Sierra des Missions, n'aurait été qu'un de ses affluents.



Le naturaliste espagnol, M. Felix de Azara, décrit ainsi le saut fameux de la Guaira :

« C'est une cascade effroyable et digne d'être décrite par les poètes. Il s'agit du Haut Paraná, de cette rivière qui, plus bas, prend le nom de La Plata ; de cette rivière qui, dans cet endroit même, a plus d'eau que la multitude des plus grands fleuves de l'Europe réunis, et qui au moment même où elle se précipite, a, dans son état moyen, beaucoup de fond et 2.100 toises de largeur, ce qui fait presque une lieue marine. Cette énorme largeur se réduit subitement à un canal unique qui n'a que 30 toises, dans lequel entre toute la masse d'eau en se précipitant avec une fureur épouvantable. On dirait que cette rivière, fière du volume et de la vitesse de ses eaux les plus considérables du monde, veut ébranler la terre jusque dans son centre, et produire la mutation de son axe. Elles ne tombent pas verticalement ni d'aplomb, mais sur un plan incliné de 50 degrés à l'horizon, de manière à former une hauteur perpendiculaire de 52 pieds de Paris. La rosée ou les vapeurs qui s'élèvent, au moment où l'eau choque les parois intérieures du roc, et quelques pointes de rochers qui se trouvent dans le canal du précipice, s'aperçoivent à la distance de plusieurs lieues en forme de colonnes, et de près, elles forment, aux rayons du soleil, différents arcs-en-ciel des couleurs les plus vives, et dans lesquels on aperçoit quelque mouvement de trépidation. De plus, ces vapeurs forment une pluie éternelle dans les environs. Le bruit se fait entendre à 6 lieues; on croit voir trembler les rochers du voisinage, qui sont si hérissés de pointes qu'ils déchirent les souliers. »

Sous le rapport des caractères de sa flore et de l'étendue de ses forêts, le Paraguay sert de transition entre les grandes plaines de l'Argentine au sud et l'immense région forestière du Brésil au nord.

Ainsi, vers le nord, des forêts rarement interrompues confinent à celles du Matto Grosso ; mais à partir du 24<sup>e</sup> parallèle, elles alternent avec des savanes noyées ou couvertes de hautes herbes et de palmiers. Plus au sud, les plaines n'offrent de bois vierges que dans le voisinage des fleuves ; et le cours de ceux-ci est indiqué par des bandes étroites couvertes d'une végétation luxuriante, et tracées en zigzags au milieu d'un désert de verdure.

Les froids de l'hiver au Paraguay n'ont rien de bien rigoureux, car leur action n'empêche pas la vigne de fleurir pour la première fois, et les orangers pour la seconde. En cette saison, fleurissent aussi et prospèrent les



légumes et les plantes importés d'Europe, les choux-fleurs, les rosiers, les salades et les œillets.

Sur la rive des fleuves et des rivières, et au bord des lagunes et des lacs, on trouve les grands aspects d'une nature encore vierge, et tout le luxe de la végétation tropicale. La haute cime des Lapachos, des Cèdres, des Urundeys, des Algarrobos, des Peterebys, etc., domine un fouillis inextricable d'essences naines, aux feuilles diversement découpées, qui cache à l'œil le sol perpétuellement humide de la forêt. Du sommet de ces géants descendent jusqu'à terre ou s'élancent de l'un à l'autre, des lianes dont le réseau s'enroule en spirales autour des branches et du tronc, les étreint, et semble les retenir comme font les cordages noués aux mâts d'un vaisseau. Tantôt, ces plantes parasites qui tuent l'arbre qui les fait vivre, pendent avec la rectitude d'un fil à plomb ; tantôt, elles se déroulent en gracieuses arabesques jusqu'à la surface de l'eau. On dirait alors des lignes qu'un pêcheur aurait amorcées avec les fleurs les plus éclatantes.

Les familles naturelles ne sont pas toutes également représentées dans la flore du Paraguay. Les genres *Mimosa*, *Quassia*, *Citrus*, *Laurus*, *Ilex* (Ilicinées), *Bignonia*, sont les plus répandus. D'autres genres de la nombreuse famille des Légumineuses : les Composées, les Euphorbiacées, les Broméliacées, les Myrtées, les Apocynées, etc., comprennent des espèces variées.

Les brusques variations de température et les autres phénomènes climatiques, déterminent dans la flore de l'intérieur du pays, une variété que ne présente pas la végétation beaucoup plus uniforme des bords de l'Océan. Quel contraste entre l'admirable Nympheacée (*Victoria regia*) aux feuilles orbiculaires et gigantesques, et cette Pitcairnie aérienne dont les guirlandes légères chargées de fleurs aux suaves parfums, se balancent mollement dans l'air qui seul fournit les principes de leur développement ! C'est la *Flor del aire* des Espagnols ; c'est une broméliacée, l'*Hugelito* ou petit ange des Paraguayens.



## CHAPITRE XIV

### LA PÉRIODE DE LIBERTE

Cinq années de guerre ruinèrent le Paraguay. Je ne veux ni approuver, ni même juger la conduite du Brésil et de l'Argentine. Quelles que soient les fautes des politiciens du Brésil et du président Mitre, les Paraguayens doivent condamner seulement le dictateur Lopez pour avoir provoqué la guerre, sans qu'aucune raison nationale en fit sentir le besoin et la justifiât ; c'est le sentiment de tous nos penseurs et celui de nos chefs, militaires et ministres, qui se virent obligés de le suivre dans une entreprise insensée.

Les politiciens du Brésil et le président Mitre servaient leurs pays respectifs, comme cela se pratique ordinairement en politique internationale. Le tyran Lopez, au contraire, n'eut pas pour but de servir son pays. Il intervint d'une façon don-quistottesque dans le conflit brésilo-uruguayen, pour se donner la satisfaction d'humilier l'Empire et le président Mitre, auteurs d'un conflit qui ne lésait en rien les intérêts du Paraguay.

Je répète que le Paraguay fut ruiné et démembré par ses vainqueurs ; mais grâce à cette guerre cruelle et destructrice, il obtint sa délivrance du despotisme écrasant d'un demi-siècle. Le Brésil et l'Argentine, unis par le traité de la Triple Alliance avec la République de l'Uruguay, imposèrent au Paraguay, vaincu et anéanti, des conditions de paix dictées *par le droit de la victoire*. Leurs forces militaires l'occupèrent en effet jusqu'au 22 juin 1876, et l'obligèrent à souscrire à des cessions de territoire et à une écrasante indemnité de guerre.

Seul, l'Uruguay renonça généreusement à toute réclamation pécuniaire, comprenant qu'il était inique de ruiner une nation malheureuse, de la démembrer et de lui imposer une dette de guerre. C'est ainsi que les États-Unis d'Amérique, loin d'imposer une dette de guerre à l'Espagne, lui allouèrent 20 millions de dollars pour l'indemniser de la perte des insti-



tutions fiscales qui existaient à Puerto-Rico et aux Philippines, et octroyèrent à Cuba son indépendance.

#### GOUVERNEMENT PROVISOIRE

En 1869, la guerre du Paraguay touchant à sa fin, les citoyens d'Assomption, d'accord avec les vainqueurs, constituèrent un gouvernement provisoire composé de MM. Cirilo Antonio Rivarola, Carlos Loizaga et José Diaz de Bedoya.

Le premier acte du gouvernement provisoire fut de publier, le 10 septembre, un manifeste énonçant les principes de liberté qu'il allait appliquer et dont devait s'inspirer la Constitution politique de la République. Le Triumvirat parut alors, au milieu des malheurs de la patrie, comme l'annonciateur de la liberté, qui allait régner et régénérer le malheureux peuple paraguayen, comme le vengeur de la justice bafouée par une monstrueuse tyrannie qui l'avait conduit à sa destruction.

Ce gouvernement adopta les mesures suivantes :

Il réunit des ressources pour secourir les familles paraguayennes qui, en interminables caravanes, affluaient de toutes parts à la capitale, à la recherche de moyens d'existence ; organisa provisoirement les autorités judiciaires, municipales et de police, dans tous les départements de la République ; créa des ressources pour la nation et en particulier les villages ; déclara francs tous les ports de la République pour faciliter l'entrée des produits étrangers ; déclara libre la production de toutes les terres et forêts de la nation ; fonda un ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ; créa des écoles primaires dans tous les départements, et quelques institutions de bienfaisance ; édicta enfin un règlement pour l'élection des citoyens, appelés à composer la Grande Assemblée Constituante, et fixa au 15 août 1870 l'inauguration des sessions de cette Assemblée.

Les élections terminées, la Convention Constituante commença ses travaux, au jour indiqué. Les membres du Triumvirat prêtèrent leur concours à la session d'inauguration ; MM. Rivarola et Loizaga prononcèrent des discours pour condamner la tyrannie de Lopez et présentèrent l'événement comme l'aurore d'un jour nouveau.



Le président provisoire de la Grande Assemblée, don Federico Guillermo Baez, prononça à son tour le discours suivant :

« Messieurs les Conventionnels,

« Dans l'histoire du Paraguay, si longtemps victime de la fureur de ses tyrans, il faut enregistrer, en caractères ineffaçables, la journée du 15 août 1870, qui sera pour toujours mémorable. Une ère nouvelle s'ouvre avec le premier Congrès d'hommes libres, émané du véritable suffrage populaire.

« Quand tous, ou presque tous les peuples d'Amérique, eurent secoué le joug de l'Espagne, ils entreprirent fièrement l'œuvre de leur progrès, à la faveur d'institutions libérales ; seule, notre patrie chérie et malheureuse, abattue, inclina son front, sentant sa vie s'écouler dans les larmes et le deuil. Oui, Messieurs, lorsque nos frères de l'Amérique du Sud luttèrent sans repos pour le perfectionnement de leurs institutions, le Paraguay s'enfermait dans le plus honteux obscurantisme, sans règles politiques, sans règles sociales, séparé de la grande famille des nations cultivées, guidé par le seul caprice de ses despotes. C'est une de ces fatalités qui affligent quelquefois l'humanité. Enfin, la justice de Dieu nous est venue en aide ; le trône des despotes est brisé. La lutte fut terrible ; le sol de la patrie est couvert du sang et des ossements de ses fils, parce que les grandes entreprises exigent toujours de grands sacrifices ; mais puisque nous respirons maintenant le souffle salubre de la liberté, rapide sera notre développement futur.

« Une ère nouvelle commence, ère de régénération ; le peuple paraguayen prend place parmi les nations civilisées ; il se présente devant le monde qui l'observe comme une véritable société d'hommes libres, avec des institutions définies, sanctionnées par les principes les plus nobles de notre époque. A l'abri de ces institutions, tous ceux qui voudront habiter notre territoire pourront y vivre tranquilles et heureux, parce que les droits de l'homme seront désormais respectés au Paraguay.

« La délicate mission que nous avons à remplir, de haute importance pour l'avenir, est celle-ci : rédiger une Constitution juste et sage qui offre à tous les habitants de la République les mêmes garanties que celles dont on jouit dans les autres États civilisés. Et, si nos forces ne nous semblent pas à la hauteur de si éminents projets, j'ai confiance que le sentiment de la patrie,



qui anime nos cœurs, nous obtiendra les ressources et les lumières nécessaires pour atteindre notre but.

« Messieurs les Conventionnels, au nom du peuple et de la loi, je déclare instaurée la Convention Constituante de la Nation. »

Telles étaient les idées qui éclairaient toutes les intelligences ; tels étaient les sentiments qui agitaient tous les cœurs patriotes.

La Grande Assemblée tint quatre-vingt-une séances pour achever ses travaux. Elle commença par se donner pour président effectif, don José Segundo Decoud ; elle élut don Cirilo Antonio Rivarola, président provisoire de la République. Le Triumvirat cessait par conséquent ses fonctions (1<sup>er</sup> septembre 1870).

Après avoir rédigé la Constitution, la même Assemblée Constituante nomma don Cirilo Antonio Rivarola et don Cayo Miltos, respectivement, président et vice-président de la République, pour une période de quatre ans, à partir du 25 novembre, date à laquelle la Constitution entra en vigueur. Voici en substance le contenu de ce document législatif :

#### CONSTITUTION POLITIQUE DU PARAGUAY

Le Paraguay est une République Unitaire qui adopte pour son gouvernement la forme démocratique représentative. La souveraineté réside essentiellement dans la nation, qui en délègue l'exercice aux autorités créées par la Constitution.

A l'intérieur de la République, liberté est laissée à la circulation des produits ou articles de l'industrie nationale. Aucune entrave ne restreint le droit d'introduction dans le pays des objets destinés à l'instruction et à l'éducation du peuple, des instruments agricoles, des machines à vapeur et du matériel de presse.

Le gouvernement protège l'immigration européenne et américaine ; il ne peut restreindre, ni grever d'aucun impôt, l'entrée dans le pays des Étrangers qui viennent y travailler et enseigner les sciences et les arts utiles.

La navigation sur les fleuves et rivières de l'intérieur du pays est ouverte à tous les pavillons marchands, pourvu qu'ils se conforment aux règlements édictés par les pouvoirs publics.



L'instruction primaire est obligatoire et a toute l'attention bienveillante du gouvernement.

Tous les habitants de la nation sont assurés d'avoir des jurys pour juger des causes criminelles.

La Constitution fait un devoir au gouvernement de maintenir des relations de paix et de commerce avec les Puissances Étrangères, au moyen de traités, basés sur les principes du droit des gens.

Le Congrès Législatif n'accorde pas au Président de la République de pouvoirs extraordinaires ; mais en cas de guerre ou de révolution intérieure, il peut proclamer l'état de siège, dans le seul but de garantir l'ordre et d'assurer la défense du pays.

Les traités conclus avec les Puissances Étrangères sont considérés comme lois constitutionnelles.

DES DROITS INDIVIDUELS. — Tous les habitants du pays, nationaux et étrangers, jouissent des droits suivants : ils peuvent naviguer sur les fleuves et rivières ; pratiquer le commerce ; circuler librement sans passeport sur tout le territoire ; entrer au Paraguay et en sortir librement ; exercer toute industrie licite ; se réunir pacifiquement et présenter des requêtes aux autorités ; publier leurs idées par voie de la presse sans censure préalable ; faire usage et disposer de leur propriété, former des associations utiles, professer librement leur culte ; enseigner et apprendre ; acquérir et posséder des biens-fonds ; les aliéner, et les transmettre par testament ; se marier conformément à la loi civile.

La propriété est inviolable ; personne ne peut en être dépouillé qu'en vertu d'une sentence judiciaire, basée sur la loi. Le Congrès Législatif impose seul des contributions sur elle, et peut autoriser son expropriation pour cause d'utilité publique, à la condition que le propriétaire dépossédé soit préalablement indemnisé. La confiscation des biens, comme sanction pénale, est supprimée.

Aucun habitant du pays ne peut être condamné sans jugement préalable, basé sur une loi antérieure au fait du procès ; il ne peut être jugé par des commissions spéciales, mais seulement par les tribunaux ordinaires et permanents de la République. Personne ne peut être contraint de déposer contre soi-même, ni être arrêté, si ce n'est sur un ordre écrit de l'autorité compétente ; personne enfin ne peut être détenu plus de vingt-quatre heures



sans avoir eu communication de l'accusation. La loi présume innocentes les personnes poursuivies jusqu'au moment où l'arrêt du juge compétent, les considère comme coupables ou suspects de l'être. La peine de mort pour cause politique est abolie. Les procédés vexatoires sont supprimés. Les tribunaux considèrent comme inviolables la défense des personnes et leurs droits, le domicile particulier, les lettres et papiers privés. En cas de crime, toutefois, les autorités judiciaires peuvent s'en emparer et en faire un usage conforme à la loi.

La loi n'exige pas de cautions excessives et n'impose pas d'amendes exagérées. Personne ne peut être contraint à faire ce que la loi ne commande pas, ni empêché d'entreprendre ce qu'elle ne défend pas.

La liberté de la presse est inviolable, les délits de presse relèvent seulement du jury populaire.

Tous les citoyens sont libres et égaux ; les droits civiques sont le patrimoine de tous, et sont déclarés inviolables.

Tous les citoyens sont, de même, tenus de prendre les armes pour la défense de la Patrie et de la Constitution.

Aucune loi n'a d'effet rétroactif.

DU DROIT DE CITÉ. — Le droit de cité appartient : 1<sup>o</sup> A ceux qui sont nés en territoire paraguayen ; — 2<sup>o</sup> Aux enfants nés de père ou de mère paraguayens, du seul fait qu'ils habitent le Paraguay ; — 3<sup>o</sup> Aux enfants de Paraguayens, nés en territoire étranger où les parents remplissent des charges publiques au service de la République ; — 4<sup>o</sup> Aux étrangers naturalisés.

Tous les citoyens peuvent être électeurs et éligibles. Cependant, une incapacité physique ou morale, le fait d'être soldat dans l'armée ou dans la garde nationale mobilisée, ou des poursuites pour crime infamant peuvent suspendre le droit de suffrage. De même, une faillite frauduleuse, l'acceptation d'emplois ou de pensions d'un gouvernement étranger, sans autorisation préalable du Congrès Législatif, peuvent entraîner la perte du droit de cité. Dans ce dernier cas, le demandeur peut obtenir la réhabilitation, si elle est motivée.

DU GOUVERNEMENT. — Le gouvernement de la République est dévolu à trois pouvoirs : le législatif, l'exécutif et le judiciaire.



Le pouvoir législatif est exercé par deux chambres : Sénat et Chambre des députés. L'une et l'autre sont élues au suffrage universel. Pour être valable, une loi doit être approuvée par les deux assemblées.

La Chambre des députés peut mettre en accusation les hauts magistrats devant le Sénat. La condamnation qu'elle prononce consiste, tout au plus, dans la destitution de l'accusé et dans la privation de l'exercice de toute autre charge publique qu'elle a le droit de lui infliger, sans préjudice de l'action criminelle à laquelle peut donner lieu le délit commis.

Les membres du Congrès sont inviolables dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne peuvent être poursuivis pour délits de droit commun, sans l'autorisation de la Chambre à laquelle ils appartiennent.

Le pouvoir législatif édicte les lois ; le pouvoir exécutif les réglemente et les fait exécuter. Le Congrès organise les tribunaux de la République, et édicte les lois et les codes qui règlent l'administration de la justice.

Le pouvoir judiciaire est indépendant : il peut déclarer inapplicables les lois qui seraient en opposition avec les principes constitutionnels. Leurs sentences définitives sont immuables. Les juges exercent pour quatre ans et sont inamovibles.

La nomination des membres de la Cour Suprême est faite par le Président de la République, d'accord avec le Sénat. La nomination d'un magistrat subalterne nécessite l'avis de la Cour Suprême.

Au-dessous de la Cour Suprême viennent les chambres d'appel. Au-dessous des membres de la Cour Suprême et des Chambres d'appel, il y a les juges de première instance, les juges d'instruction, les juges de paix, les procureurs, les membres du *ministère des mineurs* et beaucoup d'autres fonctionnaires inférieurs.

Le pouvoir exécutif a à sa tête le Président de la République, dont le suppléant prend le titre de vice-président de la République et remplit les fonctions de président du Sénat. L'un et l'autre sont élus au second degré par des commissaires du peuple.

Le Président de la République est le chef suprême des forces de terre et de mer, comme aussi de l'administration publique. Il a la direction des affaires étrangères et négocie les traités avec les puissances étrangères ; mais, pour devenir lois, ces traités doivent être intégralement approuvés par les deux assemblées législatives. Le Congrès peut les rejeter en bloc, mais non les modifier.



Le Président de la République nomme et déplace les agents diplomatiques, d'accord avec le Sénat. Il nomme et déplace, seul, tous les employés de l'administration publique ; mais il n'a pas le droit de déplacer les juges pendant leur période constitutionnelle.

Il déclare la guerre et rétablit la paix avec l'autorisation et l'approbation du Congrès Législatif.

Le Président est assisté de cinq secrétaires d'État : le ministre des Affaires Étrangères, le ministre des Finances, le ministre de la Guerre et de la Marine, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice, des Cultes et de l'Instruction Publique.

Il est absolument interdit au Président de la République de s'adjudger des attributions judiciaires : toute affaire contentieuse est de la compétence exclusive du pouvoir judiciaire. La Cour Suprême connaît des conflits de juridiction survenus entre les juges et les fonctionnaires du pouvoir exécutif ; et si un conflit s'élève entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, il est résolu par le pouvoir législatif.



## CHAPITRE XV

### LES PRÉSIDENTS DU PARAGUAY

La tâche qui incombait au premier gouvernement constitutionnel était ardue et délicate. Il fallait tout créer, car tout avait été balayé par la guerre des cinq dernières années. Malgré de si grandes difficultés, accrues par la misère du pays, le président Rivarola fit œuvre d'homme fort, renouvelant les hauts faits du colonisateur espagnol, Domingo Martinez de Irala, créateur de la province du Paraguay. Il s'occupa de préférence d'organiser le pays et de le doter des institutions nécessaires, recrutant à cet effet le concours de tous les hommes éclairés, qu'ils fussent nationaux ou étrangers. Il ordonna l'élection générale des sénateurs et députés qui, d'après la Constitution, devaient composer le premier Congrès National. Celui-ci inaugura ses sessions le 25 février 1871. A cette date s'acheva l'organisation des trois pouvoirs de l'État.

L'année précédente, la fièvre jaune avait envahi le Rio de la Plata, à la suite du passage fréquent des troupes brésiliennes. A ce mal succomba don Cayo Miltos, vice-président de la République. Le citoyen don Salvador Jovellanos fut élu pour le remplacer.

Le démon de l'ambition politique agita les Paraguayens, dès les premiers jours de la Convention Constituante. Les tendances en présence furent d'abord représentées par les journaux *La Regeneracion* et *La voz del Pueblo*, puis par *La Opinion Publica* et *El Pueblo*. Nos premiers journalistes furent les frères Juan José, José Segundo Decoud, Juan Silvano Godoy, Candido Bareiro, et plusieurs autres jeunes députés. A la Chambre des députés se forma une majorité hostile à la politique du gouvernement. Le conflit aboutit à la dissolution des deux corps législatifs, arbitrairement décrétée par le président Rivarola, car le pouvoir exécutif n'avait pas ce droit (15 octobre 1871).



Les Chambres qui sortirent des nouvelles élections acceptèrent la démission du président Rivarola et remirent le pouvoir au vice-président Jovellanos, qui termina son mandat le 25 novembre 1874. Son successeur régulier, le citoyen don Juan Bautista Gill, se distingua comme gouvernant progressiste et habile politique. Cependant, il fut assassiné par des ennemis personnels, le 12 avril 1877, et la seconde période présidentielle fut terminée par don Higinio Uriarte.

Au cours de la troisième période présidentielle, le mandat fut exercé par don Candido Bareiro, du 25 novembre 1878 au 4 septembre 1880. Le vice-président d'alors, don Adolfo Saguier, étant obligé de se retirer, sous la pression des généraux Caballero, Escobar et Duarte, le Congrès Législatif élut président provisoire, le général don Bernardino Caballero, dont le mandat devait se terminer le 25 novembre 1882 ; ensuite, il se fit élire Président pour la quatrième période.

La cinquième période, qui commença en 1886, est occupée par la présidence du général don Patricio Escobar. Pour la sixième, don Juan Gualberto Gonzalez fut élu. Renversé par les généraux Caballero, Escobar et Eguzquiza, le 9 juin 1894, dernière année de son mandat, il fut remplacé par le vice-président don Marcos Morinigo.

Le général don Juan Bautista Eguzquiza inaugure la septième période et la termine régulièrement en 1898. Son successeur fut don Emilio Aceval. Celui-ci, à son tour, fut déposé le 9 janvier 1902, dernière année de sa présidence. Le vice-président, don Hector Carballo, le remplace jusqu'au 25 novembre. « Protégés par les généraux Caballero et Escobar, — faiseurs de présidents, — les conspirateurs, colonel Juan A. Escurra, Fulgencio R. Moreno, Manuel Dominguez, José Irala et Eduardo Fleytas, — jeunes intellectuels, disciples du général Eguzquiza, l'accompagnent comme ministres », — dit l'historien Gomès Freire Esteves.

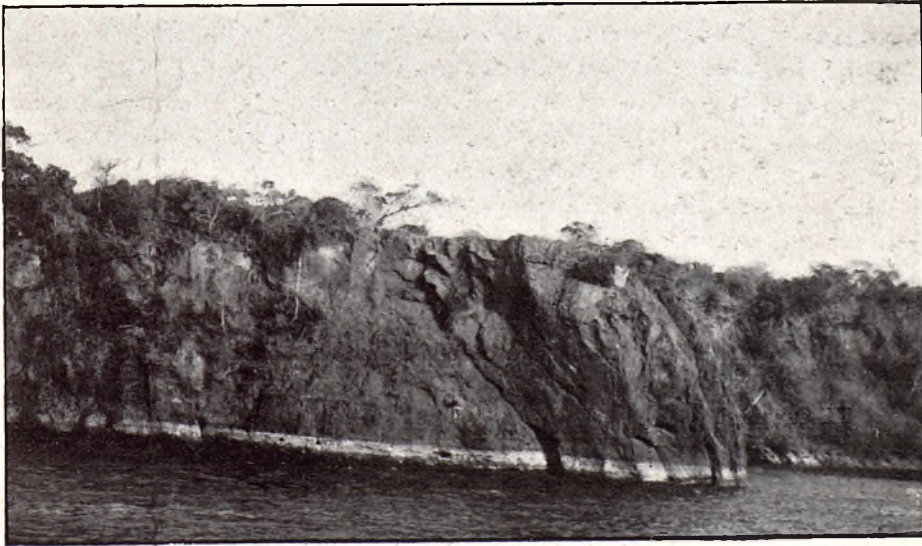
Pour la neuvième période présidentielle, le colonel don Juan A. Escurra fut élu Président de la République. En décembre 1904, il renonça au pouvoir, à la suite d'une révolution populaire. Le colonel Escurra aurait pu se défendre, mais il ne le fit pas, soit à cause de la trahison de quelques membres de son parti, soit pour éviter une effusion de sang inutile.

La période écoulée de 1874 à 1904 a vu au pouvoir le parti politique appelé ROUGE, auquel a succédé le *parti libéral*, qui est celui qui gouverne le pays depuis vingt ans. Dans ce dernier espace de temps, la présidence de





LES EXPORTATIONS DU PARAGUAY : LES ORANGES, SUR LA BERGE, AVANT LEUR  
EMBARQUEMENT.



L'ARRIVÉE PAR EAU A LA CAPITALE : LES ROCHERS CACHENT LA VILLE QUI APPARAÎT  
D'ENSEMBLE DÈS QUE LE VAPEUR A FRANCHI LA POINTE.









la République a été occupée successivement par les personnalités suivantes : Juan Bautista Gaona, Cecilio Baez, Benigno Ferreira, Emiliano Gonzalez Navero, Manuel Gondra, Albino Jara, Liberato Rojas, Pedro Pena, Eduardo Schaerer, Manuel Franco, José Montero, Eusebio Ayala et Luis Riart. Le Président actuel, régulièrement élu, est le docteur Eligio Ayala.

Lorsqu'on écrit la biographie d'une personne, on ne mentionne généralement pas les maladies dont elle a souffert pendant sa vie ; de même, je passe sous silence les conflits armés qui se sont produits durant la vie constitutionnelle du Paraguay ; ils manquent d'intérêt pour le public étranger. Je dois seulement dire sur ce sujet, que le pays n'eut jamais de véritable guerre civile, parce qu'il n'y a pas de haines politiques ou religieuses au Paraguay.

Des haines politiques et religieuses, il y en avait au Chili, quand le dictateur Balmaceda provoqua la sanglante guerre civile de 1891. La dictature organisa pour se défendre une armée de 40.000 hommes, dans le but de renverser le Congrès Législatif et de détruire le parti conservateur. Cette guerre coûta la vie au dictateur et à 10.000 Chiliens, qui tombèrent sur les champs de bataille en combattant les uns contre les autres, comme de féroces ennemis. De plus, elle greva le Trésor public de plus de cent millions de pesos, somme à laquelle montèrent les dépenses faites par les révolutionnaires et le gouvernement tombé, d'après ce qu'on peut lire dans la petite histoire de don Francisco Valdez Vergara. Les mêmes haines politiques et religieuses se rencontrent en Équateur, en Colombie, au Venezuela, au Guatemala, au Mexique, au Pérou et en Bolivie, où la dictature est permanente et où les guerres civiles prennent un caractère alarmant.

Les publicistes européens, en général, se plaisent à affirmer que les révolutions américaines sont un héritage de la mère patrie. C'est une thèse sans fondement. L'anarchie est, au contraire, fille légitime du manque de culture des peuples. Cette assertion est confirmée par la guerre civile des Deux-Roses, en Angleterre, et par les guerres politiques et religieuses qui eurent lieu dans le reste de l'Europe pendant tout le moyen âge et le premier siècle de l'âge moderne.

Au Paraguay, il n'y a ni haines politiques, ni haines religieuses. Dans le Rio de la Plata et au Brésil il n'y eut jamais de partis catholiques pour provoquer les guerres civiles, comme dans le reste de l'Amérique latine. Or, précisément, après les guerres d'indépendance, il se forma des partis



catholiques qui, alliés aux éléments militaires, furent, et sont encore, dans les autres républiques dont nous avons parlé, la cause permanente de ces sanglants conflits armés. Au Paraguay, heureusement, il n'y a pas de clergé organisé ni de militaires. Il n'y a pas plus de cent curés, répandus dans toute la République, et trois généraux sans troupes, car le Paraguay n'a pas d'armée. Pour cette raison, un bouleversement politique n'arrive que s'il est monté par la police de la capitale, dirigée par un ministre d'État, de connivence avec les membres du Congrès. Et, lorsqu'il se forme accidentellement dans la campagne des groupes armés qui attaquent la capitale, le gouvernement se défend avec des barricades, les repousse et les disperse, dans le moindre temps possible.

---



## CHAPITRE XVI

### POLITIQUE INTERNATIONALE ET COMMERCIALE

Après s'être déclarée indépendante de Buenos-Aires et de l'Espagne, l'ancienne province du Paraguay conclut des traités d'alliance et de commerce avec l'Argentine et le Brésil. Le premier fut signé entre la Junte gouvernementale d'Assomption et celle de Buenos-Aires, et porte la date du 12 octobre 1811. Pour défendre son indépendance et ne pas être entraînée dans les luttes des provinces argentines et dans un foyer de guerre civile, le Paraguay s'isola d'elles jusqu'en 1852. Il signa toutefois, au cours de cette période d'isolement, des traités avec le Brésil, qui n'eurent jamais de suite.

Après la chute du tyran argentin Rosas (3 février 1852), le Paraguay signa avec le gouvernement de la Confédération Argentine, le 15 juillet de la même année, un traité de délimitation, de commerce et de navigation fluviale, qui n'eut pas non plus de suite. L'année suivante, le gouvernement d'Assomption conclut des traités d'amitié et de commerce avec l'Angleterre, la France, la Sardaigne, la Prusse et les États-Unis d'Amérique. Mais il ne put jamais résoudre les questions de délimitation avec l'Argentine, le Brésil et la Bolivie, à cause des exigences injustes et démesurées de ces trois États.

Lorsqu'en 1617 le roi d'Espagne sépara Corrientes, Santa-Fé et Buenos-Aires du gouvernement du Paraguay, il fixa comme ligne de partage, dans la région du Chaco, le Rio Bermejo sur la rive droite duquel se trouvait la ville de Concepcion, abandonnée en 1632. Par un traité d'alliance avec le Brésil, l'Argentine s'adjugeait tout le Chaco Paraguayen, depuis le Rio Bermejo jusqu'à la Bahia Negra (20 degrés de latitude sud). Le Brésil demandait les territoires situés au nord du Rio Apa, possédés par le Paraguay depuis l'époque de la conquête et où les Paraguayens avaient fondé



les colonies de Santiago-de-Jérez, Villarrica de l'Espíritu Santo, Ontiveros, et de nombreuses « Reducciones » d'Indiens. Enfin, M. de la Cruz Benavente, ministre de Bolivie à Buenos-Aires, réclamait au nom de son gouvernement la zone du Chaco, comprise entre les parallèles 20 et 22. Il n'invoquait aucun droit. En effet, la Bolivie, durant l'époque coloniale, n'était, sous le nom de Charcas ou Haut-Pérou, qu'une province dépendant d'abord du Pérou, puis, en 1776, de la vice-royauté de Buenos-Aires. Elle est séparée du Chaco paraguayen par une chaîne de hautes montagnes, qui sont un contrefort de la Cordillère des Andes. La Bolivie est un pays andin ; elle n'appartient pas au système géographique du Paraguay et du Rio de la Plata.

Après la guerre du Paraguay et du Pacifique, la Bolivie a augmenté ses prétentions : elle veut qu'on lui cède le Chaco depuis le parallèle 20 jusqu'au parallèle 25, soit le Rio Pilcomayo, limite de partage avec l'Argentine.

Les conflits incessants qui se produisaient au Rio de la Plata amenèrent le Brésil et l'Argentine à s'unir en 1865, pour imposer au Paraguay des cessions de territoire, sous prétexte de châtier le dictateur Lopez. Ils entraînèrent dans le conflit la République orientale de l'Uruguay, en proie à l'anarchie et victime de l'Empire et du général Mitre. On connaît le résultat de cette lutte colossale : le Paraguay fut vaincu, anéanti et démembré.

En 1870 commence l'ère de la liberté, de la paix et du progrès pour le Paraguay..., et aussi pour les nations victorieuses.

Avant la guerre, l'Argentine et l'Uruguay étaient des pays pauvres. Grâce à la guerre, ils firent des progrès considérables, parce que le Brésil, avec ses armées d'esclaves, leur apporta des millions de livres sterling ; et, attirés par l'argent, les émigrants européens commencèrent à arriver sur leurs plages. Le Brésil devait acheter au Rio de la Plata de quoi entretenir son armée ; ainsi, l'Argentine et l'Uruguay, profitant de l'occasion, lui vendirent du bétail bovin, des chevaux et des mules, et des vivres de toute nature. Pendant que le Brésil contractait des emprunts en Europe et faisait la guerre au Paraguay, les Argentins et les Uruguayens devinrent ses pourvoyeurs ; ils accrurent leur commerce extérieur, recueillirent des livres sterling et reçurent des émigrants européens. La guerre du Paraguay fut pour les alliés de l'Empire une affaire assez lucrative, ainsi que l'avouent deux publicistes uruguayens : don Julian O. Miranda et don Eduardo



Acevedo, le premier dans un livre d'histoire politique et le second dans une histoire économique et financière de son pays.

Bien que ruiné par la guerre, le Paraguay commença lui aussi à prospérer, et cela — miracle de la liberté — sans recevoir le moindre secours d'aucune puissance étrangère. Quand, en 1871, il résolut de faire un emprunt d'un million de livres en Angleterre pour acheter à ses voisins des bœufs et des graines, le baron de Cotegeipe, alors premier ministre de l'Empire, s'opposa à cette opération. Notre ministre des affaires étrangères, D<sup>r</sup> Facundo Machain, lui dit avec énergie, qu'il était inhumain de priver de pain et d'eau un peuple malheureux. Ce malavisé conseiller de Pedro II abandonna alors son dessein.

Les gouvernants du Paraguay créèrent des revenus en vendant les champs et les forêts immenses de l'État. Ces opérations amenèrent de nombreux capitalistes américains et européens qui colonisèrent le pays, fondèrent des sociétés anonymes et des institutions bancaires et financières, créèrent de grandes industries, construisirent le chemin de fer d'Assomption à Buenos-Aires et développèrent le commerce extérieur.

Le gouvernement du Paraguay tire ses principaux revenus du commerce extérieur et de l'impôt territorial. Ses champs et ses forêts, improductifs avant 1870, sont aujourd'hui des sources intarissables de revenus : ils paient annuellement la contribution territoriale ; ils alimentent toutes les grandes industries du pays, industries agraires et forestières, et attirent les Européens grâce à la protection de *lois de colonisation* très libérales.

Le Paraguay entretient les meilleures relations de commerce et d'amitié avec l'Europe et l'Amérique. Il fait partie de toutes les sociétés internationales et adopte le principe de l'arbitrage, à tous les congrès continen-taux et mondiaux, comme il l'a montré à Washington, à La Haye et au Mexique.

En 1901, eut lieu à Montevideo un congrès scientifique latino-américain, et le délégué du Paraguay, le docteur Cecilio Baez, y émit cette pensée :

« Le consensus moral qui doit lier les nations a sa formule dans la loi de la solidarité humaine, laquelle a un sens plus droit que le principe tant invoqué de la fraternité universelle. Toutes les nations sont solidaires dans l'œuvre commune du perfectionnement humain, comme le sont entre eux les individus qui composent chaque société et les cellules qui forment chaque organisme vivant... Les peuples qui s'isolent et n'apportent pas



leur concours, dans la lutte ardue pour l'existence, brisent la chaîne d'or de la solidarité qui les unit, et sont infidèles au vœu général de la nature qui les appelle au labeur commun et à l'éternel progrès... La politique moderne s'inspire principalement des intérêts économiques... Si dans le cours du XIX<sup>e</sup> siècle on a vu s'affirmer la liberté du travail et des communications, la liberté de conscience et la liberté politique, pourquoi l'Amérique latine ne supprimerait-elle pas les dernières entraves à la liberté commerciale, au moyen de traités qui grouperaient nos pays dans un *Zollverein* américain ?... La nature a créé les mers et les rivières pour la libre circulation des hommes et des produits de leur industrie, pour le commerce des peuples, pour le bien de l'humanité... Que disparaisse donc la barrière des restrictions douanières, qui, à la façon des murailles de pierre des cités antiques et médiévales, mettent obstacle à la libre circulation des peuples. »

Cette pensée recueillit les applaudissements des congressistes ; tous comprenaient qu'elle devait inspirer l'idéal panaméricain. Panaméricanisme doit signifier solidarité et aide mutuelle entre les républiques du continent. Quelque temps après, l'Argentin M. R. Pillado, écrivit un livre dans lequel il démontrait, à l'appui de données statistiques, que l'idée d'union douanière, ou *Zollverein*, était réalisable entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie.

Le Paraguay base ses relations internationales sur le principe général du droit des gens, sur les conventions de droit privé sanctionnées par le Congrès sud-américain de Montevideo, en 1889, et sur les traités qu'il a conclus avec les puissances d'Europe et d'Amérique. Il a souscrit, en outre, aux conventions de Genève et de La Haye, et est entré dans la Société des Nations.

Le Paraguay, lié ou non par des traités, applique les principes libéraux de l'époque contemporaine à ses relations internationales, même avec les pays qui observent des principes moins équitables. Ainsi, par exemple, il applique les règles généralement suivies en matière d'extradition, admet l'intervention des consuls étrangers dans les successions *ab intestat* de leurs concitoyens ; tient compte des sentences rendues par les tribunaux étrangers, et ne met pas d'entraves à l'exercice des professions libérales, sans exiger la réciprocité, pourvu que les porteurs de titres académiques se soumettent à des examens de revalidation.

Enfin, le Paraguay a fait des progrès dans tous les domaines : intellectuel,



politique et économique. Il a des populations industrielles, et des colonies ; il a des Missions évangéliques dans le Chaco, dont la capitale est Villa Hayes, ville ancienne et qui possède 30.000 habitants. Dans la région que nous appelons le Paraguay Oriental, sur la rive gauche du Rio, de nouvelles villes ont surgi, ou encore d'anciens bourgs se sont convertis en cités populeuses et prospères. En partant de Buenos-Aires, on atteint le Paraguay dans de commodés steamers ; on y parvient aussi par chemin de fer, en cinquante heures.

---







## CHAPITRE XVII

### PARTIS ET IDÉALS POLITIQUES

La sociologie contemporaine montre que les tribus primitives ont été des agrégats humains naturels. Par contre, les *États* ou organisations politiques sont des confédérations, de tribus et de peuples, constituées en vertu d'une convention, comme les États grecs de l'antiquité, la Fédération des Lyciens, l'État romain, les États-Unis d'Amérique et les États de l'Amérique du Sud.

Au moment de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, cinq nations d'Indiens Iroquois formèrent une confédération parfaite pour résister à l'étranger. Ils organisèrent pour gouverner une assemblée fédérale et des tribunaux de justice.

Dans la doctrine d'Épicure, telle que l'a exposée Guyau, on trouve la première formule de la théorie du pacte social, qui équivaut pour nous à un pacte politique, car les anciens ne faisaient pas de distinction entre l'État et la Société. Les Stoïciens les imitèrent, et enfin Cicéron écrivit dans son *Traité de Politique* connu, que la cité ou l'État n'est pas une simple agrégation naturelle d'individus, mais une association fondée sur le *consentement* des hommes qui la composent. Dans les temps modernes, la même doctrine est rappelée par Hugo-Grocio. L'anglais Hobbes s'en empare pour légitimer l'absolutisme monarchique. Son compatriote Locke lui donne pour limites les droits naturels de l'individu, et Rousseau, à son tour, écrit sur cette matière son fameux livre du *Contrat social*.

Raisonnant sur le côté juridique du pacte, le philosophe genevois affirme en substance : que la société civile est le produit d'un contrat par lequel les hommes renoncent à leur indépendance naturelle pour jouir de la liberté politique. Ce pacte tire sa légitimité du dogme de la souveraineté populaire et est consacré par le document écrit de la Constitution Nationale. On



déduit de là que la volonté libre est la force créatrice de l'ordre social. Tous les hommes naissent libres, sont égaux devant la loi et, s'il en est ainsi, la société politique n'a pu se constituer que par leur libre consentement. Ainsi les *droits civiques* ne sont pas naturels, mais dérivent d'un pacte constitutionnel qui n'est pas inconscient, ni originel, mais prémédité et accepté par tous les membres de l'association. En vertu de l'égalité civile, personne n'a d'autorité sur autrui, ni la majorité sur la minorité. Donc, pour constituer l'autorité, on doit chercher une forme d'association dans laquelle restent réglées, limitées et garanties toutes les libertés individuelles.

L'autorité ou gouvernement se compose d'un certain nombre de personnes, populairement élues par le libre suffrage des citoyens. Les commissaires ainsi désignés exercent leur mandat pour un temps limité, parce qu'il y a intérêt pour la liberté et pour le progrès de la collectivité que ces charges ne soient pas à vie. Aux États-Unis d'Amérique, par exemple, les hauts magistrats comme les fonctionnaires subalternes sont élus par le peuple. Là, le gouvernement institué se nomme gouvernement de la loi, parce que ce ne sont pas les personnes qui gouvernent, mais la loi. Deux partis électoraux rivalisent pour le bien de la patrie commune et assurent aux États-Unis un gouvernement démocratique. Ces deux partis alternent au gouvernement, de quatre ans en quatre ans, quelquefois de huit en huit ans. Ceci a lieu parce qu'il y a là-bas un mouvement continu d'opinions ; ce qui signifie que les partis ne sont pas des associations fermées d'hommes intransigeants qui s'efforcent de s'exclure les uns les autres, mais des associations de patriotes tolérants qui recherchent les meilleurs citoyens pour remplir le rôle de gouvernants.

Les choses se passent autrement en Amérique latine : ici les partis s'excluent les uns les autres. Il y a ici une République qui, depuis le commencement de la guerre du Paraguay, soit depuis soixante ans, est gouvernée par le même parti. C'est qu'en Amérique latine, quand un gouvernement s'empare du pouvoir, il ne le lâche plus ; il attend d'être renversé par une révolution armée, jamais par une élection libre.

Au Paraguay, il y a deux partis électoraux que ne divisent ni les haines religieuses, comme dans d'autres pays, ni des principes politiques différents. L'un se nomme RÉPUBLICAIN ou ROUGE et fut fondé par l'illustre général Bernardino Caballero, soldat de la guerre du Paraguay ; l'autre s'intitule LIBÉRAL et apparut en 1887, sur l'initiative de l'austère citoyen



don Antonio Taboada, qui, dès le premier jour de la formation de ce parti, continue à combattre, sans prévention, ses adversaires. Le parti libéral est né à la vie démocratique, à la recherche de la liberté du suffrage, son idéal politique.

Le parti républicain a dirigé les destinées du pays pendant trente ans, avec des présidents élus dans son propre sein ; il y a vingt ans que le parti libéral gouverne, avec de fréquents changements de présidents. Ces deux partis ne s'excluent pas absolument l'un l'autre. Les chambres législatives comprennent généralement des personnalités de l'un et l'autre parti. On peut en dire autant des tribunaux de justice et des autres départements du gouvernement.

Notre Constitution est très libérale ; mais notre loi électorale, défectueuse. Le progrès de l'intelligence publique et l'esprit de tolérance qui anime les hommes politiques, en général, feront bientôt disparaître le défaut auquel nous faisons allusion ; alors, nous aurons réalisé l'idéal démocratique du suffrage libre, qui n'est une vérité qu'aux États-Unis d'Amérique.







## CHAPITRE XVIII

### RESSOURCES NATURELLES DU PARAGUAY

LE SOL. — Le Paraguay est divisé du nord au sud en deux régions par son grand fleuve : la rive droite s'appelle Chaco, et la rive gauche, la plus peuplée et la mieux cultivée, se nomme Paraguay Oriental. Le sol de la rive gauche est principalement formé de couches épaisses de sable rouge, provenant de l'effritement de nombreuses formations de grès ou « pierre à repasser ». La coloration rouge lui vient de l'oxyde de fer. L'analyse du sol donne :

Argile. . . . .	75,6	p. 100.
Oxyde de fer . . . . .	18,7	—
Chaux. . . . .	2,8	—

Il contient, en outre, de l'eau et des éléments organiques ; son épaisseur, parfaitement homogène, est de 40 mètres. Le sable est fréquemment recouvert d'une épaisse couche d'humus d'une fertilité sans égale. Les chaînes de montagnes, peu élevées, sont formées de roches basaltiques et couvertes de bois épais. Dans les plaines, s'étendent, sur un fond de terre rouge, de vastes prairies où paissent de nombreux troupeaux.

Dans la région occidentale ou Chaco, la terre est noire et formée par les alluvions des rivières et des inondations ; le sous-sol est fangeux et composé de glaise sans calcaire, à laquelle sont mêlées des quantités considérables de substances organiques.

LE CLIMAT. — Le climat est chaud, mais sec et sain. Les Européens s'acclimatent facilement dans le pays et se livrent à toutes sortes de travaux en plein air. Décembre, janvier et février, sont les mois d'été ; mars, avril et mai, ceux de l'automne ; juin, juillet et août, ceux de l'hiver ; septembre



octobre et novembre, ceux du printemps. L'hiver paraguayen est doux ; il correspond au printemps européen.

Les pluies sont, en général, très abondantes. Des observations faites de 1877 à 1895 par M. Enrique Mangels à Assomption, donnent une moyenne de 1.432 millimètres ; dans la seule année de 1905, la quantité d'eau recueillie fut de 1.678,3 millimètres. Le mois d'août est le plus sec, mais n'est cependant jamais complètement sans eau ; la pluie est plus abondante en été (442 mm.) qu'en hiver (180 mm.), ce qui est favorable à la culture et à la croissance des plantes. Sur les 365 jours de l'année, il y a, en moyenne, 206 jours sereins, 87 jours nuageux et 72 jours pluvieux.

La température moyenne des trois mois d'été oscille entre 27° et 28° centigrades, celle des mois d'hiver varie de 16° à 17°,3 centigrades. La température moyenne du pays figure entre les lignes isothermes de 20° et 24° avec 23° centigrades ; c'est exceptionnellement qu'on signale des températures de 20,5 au-dessous de zéro. Les nuits sont presque toutes fraîches. Les vents du sud apportent de la fraîcheur ; ceux du nord sont chauds. Les orages sont fréquents et violents, accompagnés souvent de grêle. La forte humidité exerce sur la végétation et sur les organismes des animaux et des hommes une influence bienfaisante. Les maladies endémiques n'existent pas ; les insulations sont rares ; l'air est salubre aux poumons.

LES MINÉRAUX. — Les montagnes sont formées en général de basalte ; certaines contiennent du porphyre, du granit, du quartz, de la « dolorita », etc. Dans les terres métamorphiques il y a le schiste, le marbre, le grès et la « quarzita » ; les couches sédimentaires sont composées de grès, de pyrites ferrugineuses, de craie, de chaux, de manganèse, de kaolin, d'argile, de marne, etc. Sous la couche d'humus du Chaco on trouve des alluvions de sable argileux et de terre noire des pampas, qui donnent fréquemment naissance à des précipités salins.

Aux environs d'Assomption il existe, en plusieurs endroits, des glaisières, ou terres salines. A l'embouchure de la rivière Apa, affluent de gauche du Paraguay, il y a des pierres calcaires et métamorphiques ; à l'est se trouvent des pierres éruptives : granit, syénite, porphyre et quartz. Le calcaire ne se rencontre que sur les bords du Paraguay ; le marbre possède une jolie coloration et le grès est de bonne qualité.

On découvre du fer dans un minerai d'hématite ; il y a aussi du fer magnétique et des pyrites de fer. Au bourg d'Ybycui, on établit, en 1854, une



fonderie de fer pour la fabrication des canons de gros calibre. Citons encore les gisements de graphite, de serpentine (ophite), de manganèse qu'on utilise pour la fabrication de la poterie, du kaolin et du sel.

Au cours de la grande guerre du Paraguay (1864 à 1869), on tira de l'hydrate de sel sulfuré, le soufre destiné à la fabrication de la poudre à canon. Le cuivre et le mercure se rencontrent également au Paraguay. Par contre, on n'y a découvert jusqu'à présent ni charbon, ni hydrocarbures sous forme d'asphaltes ou d'huiles minérales, ni métaux précieux. Toutefois, on suppose que le Chaco renferme du pétrole.

LA FLORE. — Le Paraguay est doté de riches forêts et d'une végétation luxuriante et variée. Les bois qu'il fournit sont durs comme le fer. A côté des forêts épaisses, des prairies toujours vertes nourrissent des millions de troupeaux bovins. Ses bois servent pour les constructions navales et autres. On en tire des poutres pour les maisons, des traverses pour les voies ferrées, des planches pour les meubles ordinaires et les meubles de luxe. De certains de ces bois on extrait le tanin pour la préparation des peaux ; d'autres fournissent les essences pour la savonnerie, la teinturerie et la pharmacie.

Les arbres fruitiers sont aussi nombreux que les essences forestières : orangers de diverses espèces, citronniers, pêcheurs, abricotiers, figuiers, amandiers, cocotiers et palmiers. Les palmiers fournissent l'huile qui sert à différents usages. On rencontre au Paraguay d'autres plantes oléagineuses, le ricin (tartago ou épurge) dont est extraite l'huile médicinale très connue, le copahu, le cocotier « australis » et le palmier yatay. On extrait aussi de l'huile, des graines du cotonnier.

Les plantes textiles sont également nombreuses : cotonnier, ananas sauvage (caraguata), ramie (ortie), cocotier, et beaucoup d'autres. Les colorants se caractérisent par leur résistance. Il y a la résine, le baumier, le vernis et le copal, diverses gommes et des plantes d'ornementation. Parmi les plantes aquatiques, on remarque la « Victoria Regia », originaire du pays.

LA FAUNE. — La faune est très variée : vautours, oiseaux aux couleurs voyantes, animaux aux fourrures précieuses, aras, guacamayo, perroquets, autruches, cazoars, flamants, spatules, hérons, cygnes sauvages, pélicans, gallinacés, palmipèdes, canaris, cardinaux et oiseaux chanteurs.







## CHAPITRE XIX

### SUPERFICIE ET POPULATION DU PARAGUAY

Après la sanglante guerre de 1864-1869, la République Argentine et le Brésil annexèrent, *en vertu du droit de la victoire*, des territoires paraguayens. Le Brésil, outre une forte indemnité de guerre, exigea 62.325 kilomètres carrés au nord du Rio Apa. L'Argentine imposa aussi une forte indemnité de guerre au pays et s'adjugea les territoires suivants : 75.110 kilomètres carrés au sud du Rio Pilcomayo ; 18.980 kilomètres carrés dans les Missions. Depuis lors, l'étendue du Paraguay se trouva réduite à 457.772 kilomètres carrés :

Région orientale. . . . .	159.834	kilomètres carrés.
Région occidentale. . . . .	<u>297.938</u>	— —
Total . . . . .	457.772	kilomètres carrés.
Population totale . . . . .	800.000	habitants.

#### VILLES PRINCIPALES

Assomption, capitale . . . . .	100.000	habitants.
Paraguari. . . . .	95.600	—
Villela . . . . .	88.866	—
Caraguatai . . . . .	87.834	—
Quindi . . . . .	60.222	—
Villarica . . . . .	58.085	—
Encarnacion. . . . .	53.000	—
Pilar . . . . .	48.436	—
Caazapá. . . . .	47.068	—
Concepcion . . . . .	41.763	—
San Pedro. . . . .	38.685	—
San Ignacio. . . . .	37.352	—
Yhú. . . . .	25.836	—

Après la guerre, les limites du Paraguay avec le Brésil furent fixées par



le traité du 9 janvier 1872, qui est appelé traité de Loizaga-Cotegipe. Le traité du 3 février 1876, qui porte le nom de Machain-Irigoyen, règle la frontière avec l'Argentine. Par ce dernier traité, le Paraguay et l'Argentine soumirent à la décision arbitrale de Hayes, Président des États-Unis d'Amérique, le territoire qui se trouve sur la rive gauche du Pilcomayo, aujourd'hui Chaco Paraguayo. La décision fut favorable au Paraguay ; mais la Bolivie ne reconnaît pas ce jugement et conteste au Paraguay son droit de propriété.

En 1904, l'Argentine soulève une autre question : bien avant de se jeter dans le Rio Paraguay, le Pilcomayo se partage en deux bras ; l'Argentine n'est pas satisfaite du bras sud, elle avance militairement jusqu'au bras nord. Le 11 septembre 1905, les deux gouvernements convinrent de faire exécuter des mesures hydrographiques dans le but de déterminer le bras principal du Pilcomayo, dans la section indiquée. Le gouvernement de Buenos-Aires nomma l'ingénieur Krauss ; celui d'Assomption, le capitaine de frégate don Elias Ayala. L'un et l'autre se transportèrent sur le terrain et pratiquèrent des sondages, de 1908 à 1909. L'un comme l'autre trouvèrent que, hydrographiquement, c'est le bras sud qui est le bras principal du Pilcomayo. Mais le ministre argentin, don Honorio Pueyrredon — l'homme de la Conférence de Genève — a fait connaître dernièrement que, n'approuvant pas le résultat de l'étude faite par les techniciens, il n'était pas disposé à respecter l'accord diplomatique du 11 septembre 1905 :

La raison du plus fort est toujours la meilleure.



## CHAPITRE XX

### LIMITES GÉOGRAPHIQUES DU PARAGUAY ACTUEL

Le grand estuaire du Rio de la Plata était appelé par les anciens cartographes *Mer du Paraguay*, car le gouvernement d'Assomption, jusqu'en 1620, possédait les ports de Buenos-Aires et de Montevideo. Après les divers démembrements, le Paraguay d'aujourd'hui est entièrement à l'intérieur des terres. Il comprend deux régions : la région occidentale ou Chaco et la région orientale, que sépare le Rio Paraguay, coulant du nord au sud.

Le Chaco, ou région occidentale, s'étend de Bahia-Negra ( $20^{\circ}$  de latitude sud) au Rio Pilcomayo, qui se jette dans le Rio Paraguay par  $25^{\circ}20'$ , d'après la carte de Mouchez et le traité de limites avec l'Argentine. La région orientale s'étend du Rio Corrientes ou Apa, qui se jette dans le Rio Paraguay par  $22^{\circ}$  de latitude sud, à l'alto Parana, qui suit approximativement le parallèle 27. Les meilleurs travaux sur le Rio Paraguay sont les derniers exécutés, dus au capitaine américain Page et à l'amiral Mouchez.

« La commission brésilienne de limites qui, en 1874, traça la ligne de partage du nord, le long du Rio Apa et du Rio Estrella, — écrit un voyageur français, — est en désaccord avec mes observations personnelles. Il n'y a pas de difficulté sur la latitude du Salto de la Guaira, fixée par  $24^{\circ}2'59''$ . Quant à la longitude, il y a complète divergence entre les cartographes. La commission brésilienne la fixe à  $56^{\circ}36'35'',30$  ; elle n'est pas exacte. Je la signale à  $56^{\circ}18'8''$ , à l'ouest du méridien de Paris. Cette rectification est considérable parce qu'elle donne au Paraguay oriental sa véritable étendue. Le confluent des fleuves Parana et Paraguay, ou las Tres Bocas, se trouve à  $27^{\circ}17'32''$  de latitude sud et à  $60^{\circ}50'$  de longitude ouest du même méridien. (Dr de Bourgade la Dardye : *Revue du Paraguay* ; Assomption, 1888.)

Selon M. de Castelnau, dans sa célèbre *Expédition dans les parties centrales de l'Amérique du Sud*, le Rio Paraguay prend naissance aux





*Lagunas* (Brésil), à 14°35" de longitude ouest du méridien de Paris, et s'unit au Parana aux Tres Bocas, dont la position est déjà indiquée. Son prolongement est le Rio Parana, qui a usurpé le lit du Rio Paraguay. Le naturaliste espagnol don Felix de Azara dit que le meilleur des fleuves navigables est le Paraguay, parce qu'il est profond, encaissé, d'un cours régulier, d'une rapidité et d'un débit considérables. Des bâtiments, ayant jusqu'à sept pieds de tirant d'eau, peuvent y naviguer toute l'année.

La rive droite de l'Alto Paraguay, comprise, approximativement, entre les latitudes 14° et 20° a pu, à une autre époque, être occupée par la Bolivie ; mais le dictateur de cette République, le général don Mariano Melgarejo, la remit, par un traité public, à l'empire du Brésil, en 1867. De cette façon, elle se ferma elle-même une issue sur le Rio Paraguay. Elle perdit aussi son port sur le Pacifique, après la guerre avec le Chili. Depuis, les dirigeants boliviens, méconnaissant nos droits légitimes, prétendent s'approprier une part du Chaco paraguayen. D'abord, le Paraguay, dans un esprit amical, céda à la Bolivie, en vertu du traité Decoud-Quijarro, la Bahia-Negra, pour lui donner une sortie sur le Rio Paraguay. Les Boliviens ne furent pas satisfaits, parce qu'ils jugeaient la cession trop minime, et ils n'approuvèrent pas le traité.

En 1884, un particulier, du nom de Miguel Suarez Arana, vint à Assomption demander l'autorisation de s'établir sur la Bahia-Negra et d'ouvrir une *picada*, ou route dans la forêt, pour atteindre la ville de Sucre. Le gouvernement paraguayen lui accorda l'autorisation, à condition qu'il ne serait pas perçu de droits de douane. Suarez Arana fonda son établissement et lui donna arbitrairement le nom de *Puerto-Pacheco*. Deux ans plus tard, Suarez Arana, travaillant à perte, remit le Puerto au gouvernement de Sucre. Celui-ci confia l'entreprise à un certain Calvimonte. Le gouvernement paraguayen, voyant que les procédés du bolivien étaient frauduleux, occupa à nouveau Puerto-Pacheco ou Bahia-Negra, en septembre 1888.

Le différend entre le Paraguay et la Bolivie subsiste toujours. La Bolivie veut tout le Chaco occidental ; on n'arrive à aucune solution amicale. D'un autre côté, la Bolivie espère que le Chili lui accordera un port sur le Pacifique.

Au sud de Bahia-Negra, on trouve Fuerte Olimpo (sur le parallèle 21), construit et occupé militairement par le Paraguay depuis 1792. La Bolivie méconnaît non seulement cette possession séculaire, mais encore toutes



les autres fondations du Paraguay, comme nous l'avons dit au chapitre VII. Enfin, la Bolivie ne tient pas davantage compte des explorations de l'Alto Paraguay, faites par des Espagnols du xvi<sup>e</sup> siècle. Ayolas, Irala, Alvar Nuñez, Hernando de Salazar et d'autres, se dirigèrent vers les sources du grand fleuve. Ils y virent d'immenses marécages au milieu desquels se dessine le cours du fleuve qui vient des *Siete Lagunas*. Croyant que ces marécages étaient la source du Paraguay, ils lui donnèrent le nom de *Lac de los Xarayes*. Ce lac n'existe que lors des grandes crues et des inondations. Bien plus, ils s'imaginèrent voir dans le prétendu lac un pays enchanté où abondait le métal jaune, d'où le nom de *Dorado*, ou pays de l'or. Tel fut le rêve des premiers explorateurs. Cette légende fut utile ; grâce à elle, plusieurs espagnols vinrent s'établir au Paraguay.

---







## CHAPITRE XXI

### INDUSTRIES AGRICOLES

On cultive au Paraguay le coton, le tabac, le thé appelé *Ilex paraguayensis*, la canne à sucre, le café, le maïs, l'orge, le riz, les légumes de toute sorte, les bananes, etc. On y trouve le manioc, tubercule farineux, comme les patates. Dans les maraîchages abondent les tomates, les oignons et les haricots (fèves, flageolets, haricots).

Le tabac paraguayen est de qualité supérieure. En 1923, la production fut de 12.000.000 de kilogrammes, d'une valeur de 10.000.000 de francs. Outre le coton, les plantes textiles les plus importantes sont la ramie, la soie végétale et la *pita* ou agave américaine. Le tártago ou ricin, dont on extrait l'huile de ricin, est très abondant. Les autres plantes oléagineuses sont le mani (arachide), le cocotier (palmier), etc. Toutes sont employées pour la fabrication d'huiles et de savons.

Les orangers abondent dans toute la République. Les oranges douces sont de provenance espagnole ; les oranges aigres sont originaires du pays, c'est pourquoi on leur donne un nom indigène : *apepù*. Des feuilles de ces dernières on extrait, par distillation, l'essence de *petit grain*. Cette industrie fut créée en 1876 par le botaniste français M. Benjamin Balansa, dont les fils sont établis au Paraguay. De la peau de l'orange verte, de la fleur, de la feuille, on obtient les essences de Portugal, de néroli, de petit grain, sans compter l'eau de fleurs d'oranger ; avec les mêmes oranges vertes, les limons et les cédrats, on fait les précieuses confitures que tout le monde connaît ; de leur peau sèche, on extrait le curaçaο et le bitter ; de leur pulpe, les tartrates et les citrates bruts ; enfin, les vins et sirops de limon sont d'autres produits des mêmes fruits.

Les minéraux qui fournissent les matières colorantes abondent. Les principaux sont les ocres et le peroxyde de manganèse. Il y a environ trente



espèces de plantes tinctoriales, comme l'*indigo* et l'*urucù*, ou *Bixinea aureliana*.

Voici un tableau des principaux produits :

Tabac. . . . .	1.600	kilogrammes à l'hectare.	
Canne à sucre. . . . .	48.000	—	—
Manioc. . . . .	22.000	—	—
Maïs. . . . .	1.600	—	—
Fèves. . . . .	2.400	—	—
Riz. . . . .	2.700	—	—
Arachides. . . . .	3.200	—	—
Orge. . . . .	1.500	—	—
Oignons. . . . .	20.000	—	—
Patates douces. . . . .	15.000	—	—
Pois chiches. . . . .	1.600	—	—
Ricin. . . . .	2.400	—	—
Café nettoyé. . . . .	1.150	—	—
Orangers. . . . .	177	plantes à l'hectare.	
Limons. . . . .	500	—	—
Sorgho. . . . .	3.140	kilogrammes de grains à l'hectare.	
Une plante de banane. . . . .	100	fruits à l'hectare.	

LE COTON. — Bien que le tabac, les céréales, le café, la canne à sucre et les produits des frigorifiques soient d'une grande importance, la culture du coton commence à prospérer d'une manière extraordinaire. L'étendue des terres aptes à cette culture est de 350.000 kilomètres carrés. En l'état actuel des choses, la population paraguayenne, avec ses propres capitaux, peut produire 20 millions de kilos de coton. On utilise les grains pour fabriquer de l'huile.

Le coton paraguayen est admis en Argentine, qui l'expédie en Espagne et dans d'autres pays. De 1920 à 1923, le coton national cotait, en moyenne, à Buenos-Aires et à Montevideo, 0,60°/s le kilog.

Le coton qu'on cultive aujourd'hui au Paraguay est du type américain appelé *Upland* ; il pousse d'octobre à mai. M. Edouard Atkinson, expert américain, écrit dans son *Manufacturers Record* : « Il existe une région sur la terre qui peut entrer en compétition et produire du coton en qualité égale au nôtre : les hauts terrains du Paraguay et du Parana. »

Au Paraguay, on récolte le coton à l'époque où on commence à le semer aux États-Unis. Le coton national est semé en octobre ; sa période végétative coïncide avec la saison généralement pluvieuse, et la maturité des



capsules arrive à la fin de l'été, quand les pluies sont moins fréquentes et de plus courte durée, alternant avec des journées claires et chaudes. Cette culture est donc avantageuse et sans risques; il y a l'humidité suffisante pour la végétation.

Un tableau du rendement en coton des autres pays donne, comme on le verra, l'avantage au Paraguay :

Alabama . . . . .	129	kilogrammes à l'hectare.	
Florida . . . . .	140	—	—
Georgia. . . . .	180	—	—
Tennessee. . . . .	196	—	—
Mississippi . . . . .	200	—	—
Texas. . . . .	202	—	—
Louisiane. . . . .	230	—	—
Indianapolis. . . . .	240	—	—
Arkansas . . . . .	250	—	—
Cearà (Brésil). . . . .	400	—	—
Argentine. . . . .	350	—	—
Paraguay. . . . .	500	—	—

Le rendement à l'hectare pour les États de l'Union Américaine est calculé sur les rendements moyens des cinquante dernières années. Au Paraguay, les terres les meilleures pour cette culture peuvent donner jusqu'à 900 kilos de coton par hectare ; mais la moyenne est de 500 kilos.

Il existe à Assomption une *Banque agricole*, qui protège, avec des capitaux et du matériel, l'industrie agricole. C'est une institution officielle qui prête de l'argent aux agriculteurs et aux éleveurs de bétail bovin, à long terme et à intérêts minimes.

L'exportation nationale s'effectue par un chemin de fer paraguayo-argentin et par les fleuves Paraguay et Parana.







## CHAPITRE XXII

### LES GRANDES INDUSTRIES

Les principales et les plus anciennes industries du pays sont l'élevage du bétail bovin, l'exploitation des forêts et la récolte du maté, que Geoffroy Saint-Hilaire a appelé *Ilex paraguariensis*. Différentes sociétés y consacrent des capitaux considérables. La première à citer est la « Industrial Paraguaya » qui possède 868.125 hectares de terres, composées de pâturages et de forêts de maté, qu'on appelle *yerbales*. Elle produit annuellement, à elle seule, 4.500.000 kilogrammes de maté ou thé du Paraguay. Mentionnons ensuite une grande fabrique de tanin, dans le Chaco, qui appartient à Don José Casado. Il possédait au début plus de 5.000.000 d'hectares de bois de fer et de palmeraies ; il a dû en vendre quelques lots pour augmenter son capital argent. L'installation de la fabrique coûta 625.000 francs. Il y a là un chemin de fer intérieur de 50 kilomètres, des scieries, des machines perfectionnées pour extraire le tanin, des ateliers de fonderie et de meubles de luxe, et un poste d'électricité ou laboratoire. On y cultive le tabac, le coton, le maïs, le manioc, la luzerne, le trèfle, etc., pour nourrir une nombreuse population ouvrière et plus de 20.000 têtes de bétail. L'établissement possède des bateaux à vapeur pour son service.

Presque en face de l'usine de Casado, se trouve la colonie industrielle de Risso, un grand établissement de salaisons. En 1901, il possédait 59.633 hectares de terres closes de fil de fer, et contenant 10.000 bœufs. Il y a aussi des fours pour la préparation de la chaux et qui produisent 56.250 kilos de chaux par semaine. Non loin de cette colonie, la Société Foncière du Paraguay possède 450.000 hectares de terres sur la rive gauche du Rio et 18.750 sur la rive droite, dans le Chaco. On y élève 100.000 têtes de bétail.

Près de l'établissement de Don José Casado, la *Paraguay Land and Cattle Company* possède des champs et des monts d'une étendue de



1.687.500 hectares, avec 45.000 têtes de bétail. La *New-York and Paraguay Company* exploite 375.000 hectares de terres dans le Chaco. Son port sur le Rio Paraguay est *Puerto Pinasco*. Comme les autres établissements, il possède aussi des bateaux à vapeur, des ateliers mécaniques, un chemin de fer de 50 kilomètres, quantité de bétail bovin, etc..

*The Gibson Paraguayan Estates Company* possède 150.000 hectares et 10.000 têtes de bétail. *Puerto Maria* et *Puerto Max* (*Quebrachales fusionnés*), avec un capital initial de 15.000.000 de francs, produisent dans leurs terres 10.000 tonnes de tanin par an. *Puerto Galileo*, sur la rive gauche du Pilco mayo, possède des forêts de bois de fer et des établissements d'élevage de bétail bovin, sur une étendue de 187.500 hectares.

« José Fassardi y Ca » détient, dans l'intérieur de la République, de grandes scieries à vapeur, avec un capital considérable en terres, des machineries, un chemin de fer privé et des ateliers de construction. La *Société Forestal de Puerto Guarani*, établissement situé sur le Haut Paraguay, dans le Chaco, comprend les Compagnies « The American Co », et la « Sociedad anónima de Tierras y Maderas ». Les trois entreprises réunies possèdent 787.000 hectares et 57 kilomètres de chemin de fer. Elles produisent 7.000 tonnes d'extrait de tanin par an et ont beaucoup de bétail bovin sur leurs terres. Le « Molino Nacional » a des cultures de blé à Monte Sociedad Sapucay y Yegros, avec des établissements d'élevage.

Des fabriques de sucre et d'alcool existent dans plusieurs départements de la République. On cultive quatre espèces de canne à sucre. Les racines donnent pendant huit à dix ans de nouvelles pousses. Un hectare produit 48.000 kilogrammes de cannes par an ; le jus sert à la fabrication du sirop, du sucre et du rhum.

Les entreprises principales sont :

	PRODUCTION (en kilogrammes).
La Azucarera Paraguaya . . . . .	3.000.000
Azucarera Nacional. . . . .	1.200.000
Jacobo Friedman S. A. . . . .	800.000
Azucarera Villa Hayes (de Censi et Pirotta) . . . .	850.000
Et diverses autres qui produisent . . . . .	1.000.000
Eaux-de-vie. . . . .	2.000.000 de litres.

L'élevage du bétail bovin est l'industrie générale des capitalistes paraguayens. C'est la plus facile et la plus productive ; elle donne, en moyenne,



un bénéfice de 25 p. 100, par an. Les prairies, toujours vertes, sont sillonnées d'une infinité de petites rivières et de ruisseaux qui ne tarissent jamais. Les conditions naturelles du Paraguay sont exceptionnellement favorables à l'exploitation des forêts et de la terre, et à l'élevage ; la fertilité du sol, autant que la douceur du climat, n'ont pas échappé à l'attention des Européens. Les capitalistes, grands et petits, nationaux et étrangers, s'adonnent en général à l'élevage du bétail bovin, car les prairies et les champs sont bon marché. Une lieue carrée de 1.875 hectares coûte aujourd'hui de 25 à 50.000 francs, tandis qu'en Argentine et en Uruguay les prix sont énormes : le prix de la même étendue atteint, en certains lieux, 1.000.000 de francs.

Pour cette raison, le commerce des fabricants de salaisons, qui préparent les viandes salées, promet plus de profit au Paraguay que dans les pays voisins. Les frigorifiques du pays appartiennent à des compagnies nord-américaines.

Les sous-produits de cette industrie sont le cuir, les os, les cornes, le crin, le suif et divers autres. Les cuirs s'exportent secs et salés.

Les animaux bovins se croisent avec des zébus pur sang, chinois, brésiliens, Durham, Shorthorn, et avec d'autres races anglaises et hollandaises.

Il existe encore beaucoup d'autres entreprises de même nature que les précédentes : environ 40 colonies agricoles peuplées d'étrangers et de nationaux.

Mentionnons enfin une ferme-modèle, située sur le Haut-Parana, propriété du botaniste suisse, Dr Moisés S. Bertoni, qui cultive sur une grande échelle les divers produits de la terre. Ses plantations les plus importantes sont des caféières ; il possède près de 90.000 pieds de café. Ses bananeries sont aussi très intéressantes.

Pour terminer ce chapitre, nous donnons quelques renseignements sur les bois, utilisés par le commerce international. Ce sont : Le *curupai*, bois très dur qui s'emploie pour les chemins de fer et les constructions hydrauliques ; poids spécifique : 0,987 à 1,172. Le *cèdre*, bois pour meubles, portes, fenêtres, caisses à cigares, tables, malles, etc... ; poids spécifique : 0,540 à 0,658. Le *laurier*, bois très bon pour les meubles et les constructions solides ; poids spécifique : 0,693 à 0,826. Le *bois de rose*, susceptible d'un polissage fin, s'emploie pour la fabrication des meubles légers ; poids spécifique : 0,634 à 0,735. L'*ybyraró*, bois dur, pesant et flexible, qui résiste à l'action de l'eau et du soleil, s'emploie dans la construction des voitures et des



bateaux ; poids spécifique : 0,744 à 1,038. Le *lapacho*, arbre élancé et de tronc élevé, qui produit des poutres de 20 mètres de long et de 40 centimètres d'épaisseur, s'emploie pour la charpente des maisons et des bateaux. Les poutres de lapacho qui soutiennent les toitures des maisons ne pourrissent jamais. Le *petereby*, bois flexible léger et tendre, s'emploie pour les charriots, les mâtures des vaisseaux et aussi pour les meubles. L'*urundey*, bois de fer, très dur, qui contient 12 p. 100 d'acide tannique, s'emploie pour la construction des chemins de fer, des maisons et des voitures ; poids spécifique : 0,920 à 1,091. Le *tatayibá*, de couleur jaunée d'or, susceptible d'un joli polissage, dur et de fibres fines, s'emploie pour la construction des bateaux et la fabrication des meubles. Citons enfin le *quebracho*, ou arbre à tanin.

Il y a de grands bois de quebracho dans le Chaco ; les arbres atteignent une hauteur moyenne de 8 mètres ; leur diamètre est d'un demi-mètre. Le bois est extraordinairement dur, tenace et inattaquable à l'eau et aux agents atmosphériques ; poids spécifique : 1,232 à 1,329. Le quebracho peut donner 20 p. 100 de tanin pur. D'une tonne de quebracho, on tire 70 p. 100 de tanin pur. Le quebracho sert non seulement à l'industrie du tanin, mais aussi à diverses constructions : chemins de fer (billes, traverses), bateaux, ponts, travaux hydrauliques, etc...

L'Allemagne, l'Amérique du Nord, l'Argentine, la Belgique, la France, l'Italie, la Russie emploient une quantité énorme de tanin pour leurs industries, et de bois de quebracho pour leurs chemins de fer.



## CHAPITRE XXIII

### LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Les banques fonctionnant régulièrement au Paraguay sont : El Banco de la Republica ; El Banco Germanico ; El Banco de Londres y America del Sud (précédemment du Rio de la Plata) ; El Banco de Credito Comercial ; La Oficina de Cambios ; El Banco Agricola.

Les deux dernières sont des institutions d'État. La Oficina de Cambios fut créée par la loi du 28 janvier 1916, dans le but de régler le change monétaire. Ses principales fonctions sont : acheter et vendre de l'or scellé pour régulariser la hausse et la baisse ; émettre, changer et convertir le papier-monnaie.

Depuis sa création, l'État a cessé d'émettre du papier-monnaie. « La Oficina » se charge de cette opération. Elle possède un capital propre en or scellé et des billets pour effectuer les changes monétaires. Son capital en or est déposé à la Banque de la Nacion Argentina (Buenos-Aires) et elle vend des virements en or pour le change du papier-monnaie. Depuis lors, les perturbations monétaires ont cessé.

El Banco Agricola est une institution de la plus grande importance. Fondée en 1887, elle a pour fonctions principales : consentir des prêts aux agriculteurs, éleveurs de bétail et industriels qui exploitent la richesse du pays ; procurer aux agriculteurs machines, ustensiles de labour et semailles ; faire directement l'essai de certaines cultures et industries ; répandre les connaissances agricoles pour la meilleure exploitation du sol et de ses richesses naturelles ; acheter et vendre les produits du pays pour encourager la production agricole ; rechercher des marchés étrangers pour l'exportation des produits industriels ; favoriser l'implantation de fabriques et d'ateliers de mécanique, et l'établissement d'industries agraires et d'élevage ; encourager la formation d'entreprises de transport et l'amélioration



des voies de communication ; stimuler l'organisation de coopératives agricoles de production et de consommation, et de sociétés d'assurances pour l'agriculture ; faciliter la fondation des foyers (homestead), au moyen de prêts et de cessions de terres labourables, jusqu'à concurrence de 25 hectares.

Comme on le voit, « El Banco del Estado » s'achemine vers la solution du problème agraire et des autres problèmes appelés sociaux. C'est pourquoi des collectivistes d'Australie et d'autres pays, arrivés au Paraguay, sont devenus, en peu de temps, partisans de la propriété individuelle. L'évolution mentale de ces immigrants européens et australiens s'explique par le fait qu'ils ont été impressionnés du bas prix des terres et du manque de population dans le pays. Les Colonies Agricoles de l'État, situées en diverses régions, peuvent recevoir des milliers d'étrangers chaque année.

El Banco Agrícola exige pour les prêts à long terme l'intérêt minime de 6 ou 8 p. 100 par an. Il accepte, comme garantie, le cautionnement personnel, le gage ou l'hypothèque. Ses conditions de prêt sont très libérales, car cette banque ne se propose pas d'en retirer des bénéfices, mais de favoriser les travailleurs et la production nationale.

La politique économique du Paraguay est donc la plus sage qui soit connue à notre époque. Les locations de terre sont très bon marché, presque gratuites, et les prix très bas. Un hectare de terre de labour ne vaut pas plus de 100 francs.

Les banques particulières font régulièrement toutes les opérations commerciales et sont en correspondance avec les principales banques d'Europe et d'Amérique.





LE PASSÉ A ASSOMPTION : UNE VIEILLE ÉGLISE  
DE L'ÉPOQUE ESPAGNOLE.



LA VÉGÉTATION A ASSOMPTION. DANS LE FOND,  
LA LÉGATION DE FRANCE.









## CHAPITRE XXIV

### LE CHEMIN DE FER PARAGUAYEN

Le gouvernement de Don Carlos Antonio Lopez fit exécuter, dès 1854, avec l'ingénieur M. Padisson, les travaux préliminaires de la voie ferrée ; on construisit des terre-pleins, et la belle gare centrale d'Assomption. En juin 1859, on posa les premiers rails, et en 1861 une voie de 15 kilomètres reliait la capitale avec Luque.

Les ingénieurs Valpy et Burrel avaient construit une autre section (57 kilomètres) jusqu'à Paraguari, quand le tyran Francisco Solano Lopez provoqua la guerre du Paraguay avec le Brésil et l'Argentine (1864). Lopez, battu à Lomas Valentinas (décembre 1868), fit un testament en faveur de M<sup>me</sup> Elisa Alicia Lynch, et fit détruire cette voie ferrée, dont le coût n'était pas encore payé par le trésor national. Les Brésiliens, pour l'utiliser, la reconstruisirent immédiatement.

La guerre terminée, le gouvernement paraguayen, pendant les années 1871 et 1872, contracta à Londres un emprunt de £ 2.000.000. Avec le produit de cet emprunt, très diminué par la perception anticipée des intérêts, les commissions et autres dépenses, il paya au Brésil, le montant de la reconstruction du chemin de fer et du matériel roulant, les honoraires des ingénieurs Valpy et Burrel, et diverses dettes du gouvernement de Lopez, contractées en Europe avant la guerre. L'homme d'État paraguayen, très connu, don José Segundo Decoud, a dit que le gouvernement n'avait reçu, de cet emprunt, que £ 200.000, c'est-à-dire la dixième partie.

Le gouvernement présidé par le général Bernardino Caballero (1880-1886), qui commença la vente des terres publiques, fit prolonger, avec une minime partie du produit de cette vente, la voie ferrée de Paraguari à Villarica, soit une section de 73 kilomètres. Avec le même produit des terres et des biens de l'État, le gouvernement du général Patricio Escobar, fit construire



une autre section de 147 kilomètres, jusqu'à Pirapó. Mais ce gouvernant, après avoir ruiné le Banco Nacional, le Banco Agrícola, et le Banco de Comercio avec ses agents financiers, Agustin Canete, Fernando Saguier et Luis Patri, vendit le chemin de fer à une compagnie anglaise, à des conditions désavantageuses. Le prix stipulé était de £ 420.000. M. Patri en reçut la moitié (£ 210.000), comme propriétaire du Banco de Comercio, qui disparut alors. Pour l'autre moitié, le gouvernement accepta des bons et des actions au porteur, car il entra dans la Compagnie comme actionnaire.

La Compagnie, propriétaire depuis lors du chemin de fer, s'engageait à prolonger la ligne jusqu'à la ville de Encarnacion, port sur le Alto Paraná, soit une longueur de 120 kilomètres. Finalement, les entrepreneurs anglais soulevèrent des difficultés au gouvernement au sujet de l'interprétation de quelques-unes des clauses du contrat d'achat, et manquèrent à l'accomplissement de leur engagement.

Les choses sont restées en cet état, pendant environ seize ans, jusqu'au moment où, en 1906, le général Benigno Ferreira, Cecilio Baez, Manuel Benitez et Adolfo R. Soler, sont arrivés au pouvoir. Ceux-ci ont conclu un arrangement avec la Compagnie pour terminer le procès et la voie ferrée. L'entreprise, mise immédiatement à exécution, a été terminée en 1908. La transaction a consisté dans la cession définitive à la Compagnie des actions du gouvernement ; ces actions, à vrai dire, manquaient de valeur. Nous fîmes un léger sacrifice, ayant en vue les intérêts permanents de la nation.

Les trains du Paraguay traversent le Alto Paraná, sur un ferry-boat, de Encarnacion à Posadas ; ils parcourent les provinces de Corrientes et d'Entre-Rios, et traversent de nouveau le Río Paraná, de la même manière, pour arriver à Buenos-Aires, après avoir touché quelques ports de l'Uruguay.

En même temps que la voie ferrée, on a établi deux lignes télégraphiques qui mettent le Paraguay en communication avec le reste du monde civilisé. On envisage la construction d'une autre voie ferrée d'Assomption au Salto de la Guaira ; elle rejoindra le chemin de fer brésilien de Paraná au port de Santos, sur l'Atlantique.



## CHAPITRE XXV

### L'INSTRUCTION PUBLIQUE

C'est Domingo Martinez de Irala, le créateur du Paraguay et du Rio de la Plata, qui fonda les premières écoles à Assomption, berceau de la civilisation dans ces pays. Depuis lors, le Paraguay a possédé des écoles primaires où l'on enseignait à lire, à écrire et à compter. Une mesure royale de Philippe V ayant ordonné aux missionnaires religieux de donner l'enseignement de l'espagnol aux Indiens soumis par eux, les Jésuites refusèrent; ils prétendaient empêcher que leurs catéchumènes s'entendissent avec les créoles espagnolisés (Cadell, Charlevoix, etc.).

D'autre part, sur les instances des familles d'Assomption, les Jésuites créèrent quelques écoles élémentaires, où l'on appliquait la méthode de Lancaster, avant que ce pédagogue quaker de Londres n'eût inventé la méthode qui porte son nom. C'est le système d'enseignement mutuel. Le P. Lozano, historien de la Compagnie de Jésus au Paraguay, dit que cet enseignement se réduisait à la lecture, à l'écriture et à la doctrine chrétienne. Les Jésuites enseignaient aussi la théologie morale et la casuistique dans leur Collège pour la préparation du Sacerdoce. Le célèbre évangélisateur paraguayen, Roque Gonzalez de Santa-Cruz, fondateur principal des « Reducciones » d'Indiens, ou Missions Chrétiennes, fut, entre autres, un de leurs disciples.

En 1783, par décision de l'autorité royale, on fonda à Assomption l'institut nommé *Real Colegio y Seminario de San Carlos*, dont le plan d'études comportait : la grammaire, le latin, la philosophie et les arts, la théologie morale et dogmatique.

Les Franciscains furent aussi des colonisateurs du Paraguay; ils fondèrent des écoles primaires, dans lesquelles ils enseignaient les mêmes matières.

Le paraguayen Fernando de Trejo, nommé évêque de Cordoue du Tucumán,



mán, remit ses biens aux Jésuites pour la fondation de l'Université de cette province, aujourd'hui province argentine. Quand ces religieux furent expulsés d'Amérique, en 1768, les Franciscains s'en chargèrent. Dans cette Université, de nombreux Argentins et quelques Paraguayens s'illustrèrent; parmi eux, citons les docteurs José Gaspar de Francia, Manuel José Baez, Francisco José de Ugarteche, Pedro Vicente Canete, Manuel Antonio Talavera, Juan Pablo Fretez, Francisco Javier Bogarin, Fernando Caballero, et d'autres qui ont fait figure à l'époque de la Révolution de l'indépendance, les uns à Assomption, les autres à Buenos-Aires, à Santiago du Chili et à Potosi.

En 1805, il n'y avait à Assomption qu'une seule école, soutenue par le Chapitre, celle que dirigeait don Gabriel Tellez; mais beaucoup d'autres écoles primaires existaient dans la province.

Le gouvernement de la Révolution n'eut pas le temps de s'occuper de l'instruction publique.

Le dictateur Francia eut la charge de la République, de 1814 à 1840. Il ne fonda aucune école, mais ne mit aucune entrave à l'enseignement primaire que donnaient les particuliers et les Franciscains. Il supprima le *Séminaire de San Carlos* (1822), parce qu'il n'était pas l'ami des prêtres (*Rengger et Longchamp*). Le général argentin José Maria Paz dit dans ses *Mémoires* que, en général, les Paraguayens de cette époque savaient lire et écrire. Le dictateur Francia, préoccupé de la défense du Paraguay, créa, par contre, une école militaire pour favoriser la carrière des armes et une maison d'éducation pour les filles pauvres ou orphelines. (Antonio Zinny: *Histoire des gouverneurs du Paraguay*.)

Le second dictateur, don Carlos Antonio Lopez (1842-1862), fit plus : il créa plusieurs écoles rurales, rétablit le Séminaire de San Carlos et envoya en Europe beaucoup de jeunes gens pour s'instruire et apprendre les arts et métiers. Mais sa politique inconsidérée prépara la guerre du Paraguay, sans qu'il l'ait voulue ; il était entraîné par son fils aîné, l'insensé général Francisco Solano Lopez ; triste conséquence du système du despotisme. Enfin, Don Carlos Antonio Lopez autorisa le belge colonel Alfredo du Graty à publier en Europe son histoire du Paraguay (1862), dans laquelle on peut lire ceci : « Dans le pays existent 500 écoles primaires fréquentées par 20.000 garçons. Il n'y a pas d'écoles publiques pour les filles. »

A cette époque, on usait beaucoup du fouet et de la férule.



PÉRIODE DE LIBERTÉ. — Au début de la guerre du Paraguay, en 1864, la population totale, d'après le meilleur recensement, était de 525.000 habitants. Si la population scolaire eût été de 10 p. 100, il y aurait eu alors 52.500 élèves. La première armée, composée d'hommes de seize à cinquante ans, comprenait quelque 80.000 hommes, en 1865. A la fin de la guerre, dans les derniers mois de 1869, la population se trouva réduite approximativement à 300.000 âmes ; et même un recensement postérieur donne un chiffre quelque peu moindre.

Sous le premier gouvernement constitutionnel, présidé par don Cirilo Antonio Rivarola, en mars 1870, parut un décret ordonnant la création d'écoles primaires dans toutes les localités et les villes de la République. Le 23 avril 1872, on organisa, pour la première fois, un département de l'Instruction Publique, confié aux soins des citoyens Facundo Machain, José Segundo Decoud et Jaime Sosa.

La conséquence de ce renouveau fut la création d'un Institut supérieur d'enseignement. Il disparut en 1877, à la mort de son directeur, le docteur Facundo Machain, illustre comme magistrat et comme diplomate.

En 1877, le ministre, docteur Benjamin Aceval, fonda le Collège National actuel d'enseignement secondaire, qui est l'institut préparatoire de l'Université d'Assomption. Le même docteur se chargea de la direction du Collège jusqu'à la fin de 1886. Il eut pour successeur le docteur José Zacarias Caminos.

En 1883, s'ouvrit la première école de droit, en vertu d'une loi du 12 juillet 1882. Le règlement de cette école fut élaboré par le docteur Caminos (25 juin 1888).

Sur l'initiative du sénateur de la Nation, don José Segundo Decoud, la loi du 24 septembre 1889 créait l'Université actuelle d'Assomption, qui comprenait aussi l'École de Droit. Les cours furent inaugurés en mars 1890.

Aujourd'hui les facultés et Écoles de l'Université d'Assomption sont : la Faculté de droit et sciences sociales ; la Faculté de sciences médicales ; l'École de pharmacie ; l'École d'obstétrique ; l'École d'arpentage ; l'École de notaires.

La République possède différents collèges d'enseignement secondaire. Parmi les autres institutions d'enseignement et de culture, il y a : des collèges et écoles particulières ; un séminaire conciliaire ; des bibliothèques publiques et privées ; la bibliothèque et le musée de don Juan Silvano



Godoy ; le parc et le musée d'histoire naturelle ; l'Institut Paraguayen et l'Académie des Beaux-Arts ; l'École de Commerce ; des collèges religieux particuliers ; un Institut polytechnique d'arts et métiers. Citons encore la presse politique et les Revues littéraires ; des institutions de bienfaisance et de correction ; des instituts d'enseignement technique d'agriculture et d'élevage ; un collège International Américain qui possède un édifice grandiose ; un établissement de culture physique ; le Gymnase paraguayen ou salle de conférences.

INSTRUCTION PRIMAIRE. — D'après les statistiques officielles, durant l'année 1923, 73.000 garçons et filles environ ont été inscrits dans les écoles publiques et privées, répartis comme suit :

	GARÇONS	FILLES
Ecoles publiques . . . . .	40.159	30.661
Ecoles privées. . . . .	<u>1.167</u>	<u>922</u>
	41.326	31.583
Total . . . . .	72.909	
Population scolaire. . . . .	160.000	

En 1924, les inscriptions officielles enregistrent 50.569 garçons et 37.945 filles ; au total, 88.514 enfants. Pour la seule ville d'Assomption on a compté 14.997 enfants des deux sexes. Ce chiffre fait présumer que la capitale de la République a plus de 100.000 habitants.

En 1916, le Paraguay comptait 484 écoles primaires de toute catégorie, en y ajoutant les écoles du soir. Il en possédait 601 en 1923. Sur ces 601 écoles ouvertes en 1923, 43 appartiennent à la capitale et 558 à la campagne. Il faut ajouter à ce chiffre 31 écoles privées, dont 13 pour la capitale et 18 pour la campagne. D'où le tableau suivant :

#### TOTAL DES ÉCOLES PRIMAIRES EN 1923

Ecoles nationales . . . . .	601
Ecoles privées. . . . .	<u>31</u>
Total . . . . .	632

Les écoles nationales étant doubles, équivalent à 601 écoles pour garçons et 601 pour filles, soit un total de 1.202 écoles nationales ; en y joignant



les 31 écoles privées, nous obtenons le nombre de 1.233 écoles primaires pour 1923.

Pour le service de ces écoles il existait 2.350 emplois. Ces 2.350 emplois, payés par le gouvernement dans l'enseignement normal et primaire (à l'exclusion des professeurs chargés de cours, des professeurs spéciaux, des secrétaires et des portiers), sont occupés par 1.455 maîtres, dont 446 sont diplômés et 1.009 non diplômés. Ajoutons que de ces 1.455 maîtres en exercice, 394 sont des hommes et 1.061 des femmes. Ces chiffres donnent un pourcentage de 37.134 p. 100 d'hommes et de 44.204 p. 100 de diplômés.

La proportion des diplômés va en augmentant : en 1921, elle était de 22 p. 100 ; en 1922, de 29,25 p. 100 et en 1923 de 44,20 p. 100. C'est dire que la qualité du personnel enseignant s'améliore notablement, conséquence de la loi organique de l'enseignement du « Magisterio ».

Pour recruter le personnel enseignant, le Paraguay possède une école normale de professeurs, une école normale de « maestros » et quatre écoles normales d'instituteurs.

La population scolaire du Paraguay, qui était d'environ 28.000 élèves en 1903, passe à 78.000 en 1922 et à 72.000 en 1923. Les diminutions qu'on observe entre une année et la suivante, en consultant l'ensemble des statistiques, sont dues aux événements politiques, beaucoup d'enfants ayant négligé de se faire immatriculer ; mais il y a à peu près 160.000 enfants d'âge scolaire, dont 79.000 environ sont inscrits.

Le budget de l'instruction primaire, en 1923, a été de 17.000.000 de pesos nationaux. Dans ce chiffre sont compris les frais d'installation scolaire dans la République.

*The statesman's year book*, publication officielle des États-Unis, donne, dans le numéro correspondant à l'année 1923, un tableau comparatif des enfants inscrits dans les écoles publiques des différentes Républiques du continent. Le Paraguay y occupe le sixième rang, avec un pourcentage de 49 p. 100 d'enfants fréquentant l'école, sur le total de la population scolaire.

*Institutions scientifiques.* — En dehors de l'Université, des collèges et autres institutions déjà mentionnés, nous devons dire un mot d'autres fondations qui présentent une grande importance.

En premier lieu, l'*Institut de Bactériologie*, créé en 1899, sous la direction du docteur Elmassian, élève de l'Institut Pasteur de Paris. Ce professeur



distingué a lié son nom au progrès de la bactériologie sud-américaine en découvrant le trypanosome de la maladie du cheval, appelée *mal de caderas* dans le Rio de la Plata. Le docteur Elmassian, retourné à Paris, a été remplacé par son disciple paraguayen, le docteur Luis E. Migone. Ce dernier a fait des études spéciales à l'Institut Pasteur ; c'est un professionnel d'expériences bactériologiques. Des spécialistes en la matière, aussi bien européens que nord-américains, font mention des travaux effectués par le docteur Migone et de ceux du laboratoire bactériologique d'Assomption. Ses investigations sont, à juste titre, appréciées par l'Institut « Oswaldo Cruz », de Rio de Janeiro, où on prépare les sérums et les autres produits bactériologiques, et où sont étudiées les maladies infectieuses et contagieuses. La République Argentine a suivi l'exemple de ses voisines et a appelé le célèbre professeur Lignières et le savant Nocard, qui ont fondé le premier institut sérothérapique de Buenos-Aires. Le bactériologue Lignières a entrepris des études sérieuses sur la malaria bovine (vulgo, *tristeza*), le mal de caderas, la fièvre typhus du cheval, la *mancha*, la fièvre charbonneuse, les « pasteurelloses » bovine et ovine, et d'autres formes morbifiques.

Une autre institution paraguayenne intéressante est l'*Institut de Radiologie* que vient de fonder le médecin paraguayen, docteur Gomez Brizuela. C'est une clinique radiologique dotée des appareils les plus perfectionnés. La *Revue Médicale des Étudiants*, parlant d'elle dans le numéro 23 du mois de juin 1924, dit :

« Il s'agit du dernier modèle de la maison Victor X — Ray Corporation de Chicago, avec son transformateur Snook spécial de 180.000 volts à haute tension, dont les fils qui forment le réseau aérien sont tous passés dans une canalisation tubulaire en bronze, donnant les avantages positifs d'une installation aérienne sans effluves, à effet sûr, et de plus grande sécurité dans l'emploi, en même temps que d'une sobre élégance. La partie destinée à la radioscopie se fait sur une table Victor n° 7. Avec cet appareil, on peut obtenir des radiographies en séries et des radiographies stéréoscopiques. Il y a aussi la table modèle Buck et Victor, destinée à la radiographie abdominale ; elle sert aussi pour les applications radiothérapiques, avec des localisateurs spéciaux et des filtres en aluminium. Cette installation est complétée par un télé-interrupteur chronométrique et un compensateur Victor Kearly, dont l'objet est de compenser les oscillations de tension



du réseau de l'usine et de stabiliser le milliampérage marqué, quand il varie de pénétration ou de qualité dans la radiation.

« L'Institut a, de plus, des sections d'électricité médicale; applications galvaniques et faradiques, avec des appareils portatifs qui permettent de faire à domicile le traitement électrique et électro-diagnostic. Enfin, il est doté de lampes thérapeutiques de la maison Mac-Intosh, de Chicago, pour photothérapie et applications de lumière bleue et rouge, si en vogue aujourd'hui aux États-Unis d'Amérique pour les troubles nerveux et psychiques (photo-chromothérapie). »







# TABLE DES MATIÈRES

---

## PREMIÈRE PARTIE

### L'Histoire du Paraguay jusqu'à son indépendance.

CHAPITRE PREMIER. — Fondation d'Assomption . . . . .	3
CHAPITRE II. — Les missions du Paraguay . . . . .	7
CHAPITRE III. — Les révolutions communales du Paraguay . . . . .	11
CHAPITRE IV. — La dernière révolution communale du Paraguay . . . . .	15
CHAPITRE V. — Le Gouvernement de Buenos-Aires . . . . .	17
CHAPITRE VI. — La vice-royauté du Rio de la Plata . . . . .	23
CHAPITRE VII. — Colonisation du Chaco paraguayen. . . . .	31

## DEUXIÈME PARTIE

### L'Histoire du Paraguay depuis son indépendance.

CHAPITRE VIII. — La guerre de l'Indépendance au Rio de la Plata. . . . .	39
CHAPITRE IX. — L'indépendance du Paraguay. . . . .	45
CHAPITRE X. — Les travaux administratifs de Francia. . . . .	49
CHAPITRE XI. — La dictature des Lopez. . . . .	57
CHAPITRE XII. — La guerre du Paraguay et la tyrannie de Lopez . . . . .	61

## TROISIÈME PARTIE

### Le Paraguay contemporain.

CHAPITRE XIII. — Aspect général du Paraguay . . . . .	67
CHAPITRE XIV. — La période de liberté . . . . .	71
CHAPITRE XV. — Les Présidents du Paraguay . . . . .	79
CHAPITRE XVI. — La politique internationale et commerciale. . . . .	83



## TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XVII. — Les partis et les idéals politiques. . . . .	86
CHAPITRE XVIII. — Les ressources naturelles du Paraguay . . . . .	93
CHAPITRE XIX. — Superficie et population du Paraguay . . . . .	97
CHAPITRE XX. — Les limites géographiques du Paraguay actuel. . . . .	99
CHAPITRE XXI. — Les industries agricoles. . . . .	103
CHAPITRE XXII. — Les grandes industries. . . . .	107
CHAPITRE XXIII. — Les institutions financières. . . . .	111
CHAPITRE XXIV. — Le chemin de fer paraguayen. . . . .	113
CHAPITRE XXV. — L'instruction publique . . . . .	115

## TABLE DES GRAVURES

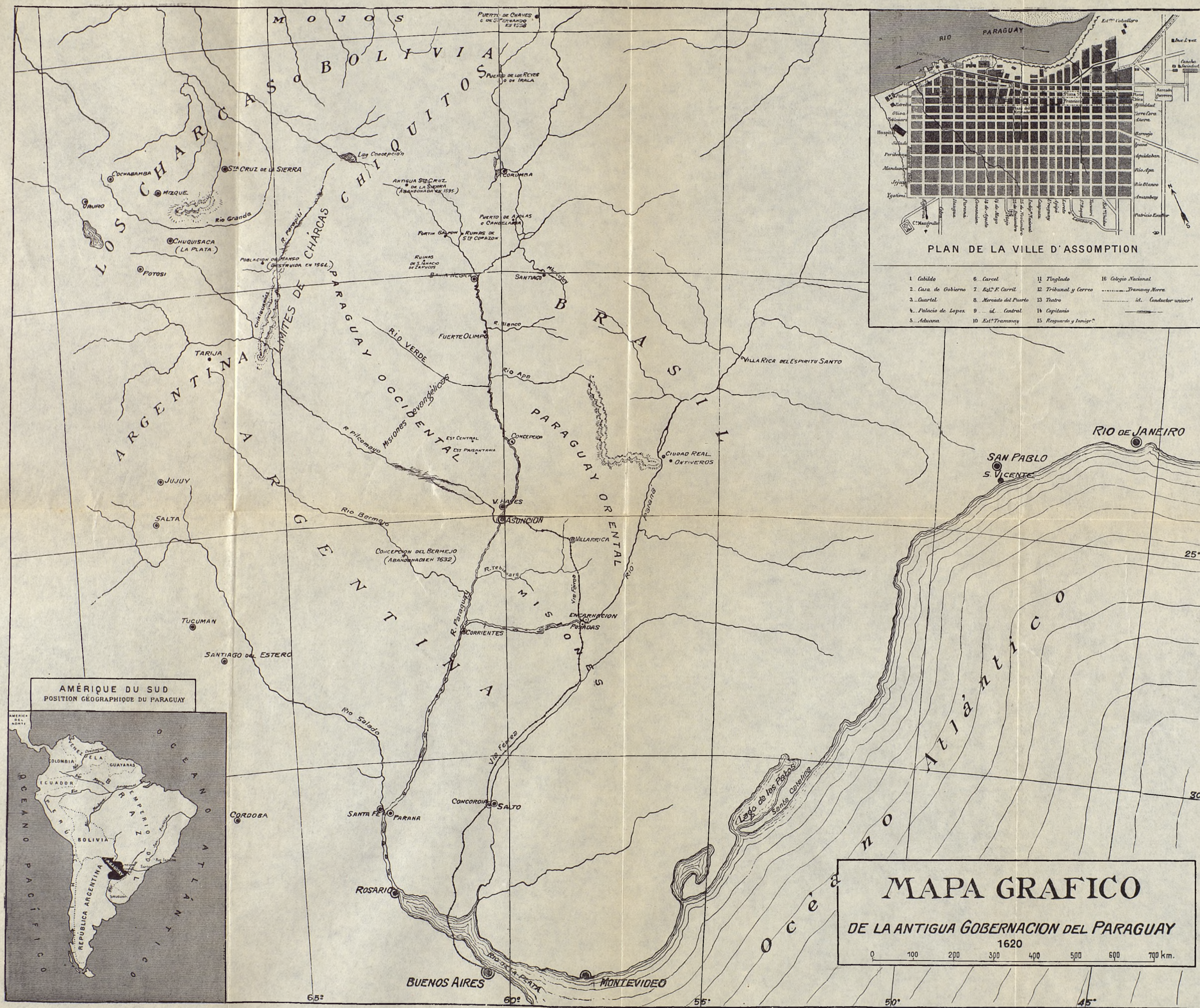
Planches.

Les transports par eau au Paraguay : Bateau à vapeur faisant le service Assomption-Buenos-Aires et vice-versa, en quatre jours. . . . .	I
Les transports par eau au Paraguay : Débarcadère sur le fleuve . . . . .	I
Les Indiens du Paraguay : Orchestre indigène. . . . .	II
Une Indienne à Assomption : Porteuse de lait à domicile. . . . .	II
Les exportations du Paraguay : Les oranges, sur la berge, avant leur embarquement . . . . .	III
L'arrivée par eau à la capitale : Les rochers cachent la ville qui apparaît d'ensemble dès que le vapeur a franchi la pointe. . . . .	III
La végétation à Assomption. Dans le fond, la légation de France . . . . .	IV
Le passé à Assomption : Une vieille église de l'époque espagnole. . . . .	IV
CARTE : Le Paraguay. L'Ancien gouvernement du Paraguay; le Paraguay dans l'Amérique du sud; le plan d'Assomption.	









### LE PARAGUAY

L'ancien gouvernement du Paraguay: le Paraguay dans l'Amérique du sud: le plan d'Assomption.

Biblioteca de la Universidad de Extremadura







## LE COMITÉ FRANCE-AMÉRIQUE

9 ET 11, AVENUE VICTOR-EMMANUEL-III. PARIS

---

Créé en 1909, le Comité France-Amérique a été fondé, sous la présidence de M. Gabriel Hanotaux, par un grand nombre de personnalités qui ont lancé l'appel suivant, résumant le programme du Comité :

« Les Français qui signent cet appel viennent de fonder une institution qui se consacre à une œuvre urgente de rapprochement et de sympathie entre la France et les nations américaines; c'est le Comité France-Amérique.

« Travailler au développement des relations économiques, intellectuelles, artistiques, etc..., entre les nations du Nouveau Monde et la nation française; fonder une Revue mensuelle et y coordonner les renseignements les plus complets sur la vie économique et intellectuelle des peuples américains; attirer en France des étudiants et des voyageurs des deux Amériques et leur préparer un accueil cordial; encourager toute œuvre ou toute action qui fera connaître l'Amérique en France ou la France en Amérique; telle sera la direction donnée à nos efforts.

« Les soussignés font appel au concours généreux et au dévouement actif de ceux qui, en France, s'intéressent aux Amériques et de ceux qui, dans les Amériques, s'intéressent à la France.

Cette fondation a été accueillie avec tant de faveur qu'en peu d'années un grand nombre de membres actifs et d'adhérents étaient recrutés en France et que des Comités étaient créés en Amérique dans tous les pays, sur l'initiative d'importantes personnalités de ces pays.

Dans l'Amérique du Nord, les comités suivants fonctionnent sous la présidence : Pour le Canada : à Montréal, de l'Hon. sénateur Raoul Dandurand, ancien président fédéral; à Québec, du Dr Arthur Vallée, professeur de l'Université; à Ottawa, l'Hon. Rodolphe Lemieux, président de la Chambre fédérale des Députés; à Winnipeg, de M. Mathers, juge suprême; à Toronto, du major E. Percival Brown; à Hamilton, de sir Robert Gibson, ancien lieutenant-gouverneur de la province; à Vancouver, de M. Léon Ladner, député fédéral; à Victoria, du major Frederick-V. Longstaff; à Edmonton, de M. le doyen W.-A.-R. Kerr; à Calgary (en formation). — Pour les États-Unis : à New-York, de M. William D. Guthrie et de M. Georges W. Wickersham, président du Comité exécutif; à Pittsburgh, de M<sup>me</sup> Samuel Harden Church; à Boston, de M<sup>me</sup> W. Morton Wheeler; à La Nouvelle Orléans, de l'Hon. juge Bréaux, ancien président de la Cour suprême de la Louisiane; à



Los-Angeles, de M. Lucien N. Brunswig; à San Diego, de M. Eugène Daney, ancien président de la California Bar Association; à Seattle, de M. R. Auzias de Turenne, vice-président de « The Bank for Savings »; à Salt Lake City, du major Richard W. Young; à San-Francisco, de M. Arthur Brown; etc.

Dans l'Amérique latine, des Comités ont été constitués à Rio de Janeiro (président : M. Antonio Azeredo, président du Sénat fédéral); São-Paulo (président : M. Ramos de Azevedo); Montevideo (président : M. Luis J. Supervielle; Santiago du Chili (président : M. Alberto Mackenna S.); Concepcion du Chili (président : M. Antonio Aninat); Valparaiso (président : vice amiral Francisco Nef); Lima (président : M. Meliton Porras, ancien ministre des Affaires étrangères); Aréquipa (Pérou) (Président : M. Alberto Rev de Castro, ancien ministre plénipotentiaire Panama (président : M. Samuel Lewis, ancien Secrétaire d'Etat); La Havane (président : sénateur Cosme de la Torriente); La Paz (président : M. Macario Pinilla, ancien ministre); Quito (président : M. Nicanor Correa, Syndic de la Municipalité); Bogota (président : M. Mendoza Perez, de l'Académie Colombienne); San José de Costa Rica (président : M. Leonidas Pacheco, ancien ministre de l'Instruction publique); Guatémala (président : M. R. Felipe Solares, président de la Chambre de Commerce de Guatémala). D'autres sont en voie de formation à Buenos-Aires, Mexico, San Salvador, Honduras, etc...

Au cours des hostilités, l'effort des Comités France-Amérique du Nouveau Monde, s'adaptant aux circonstances, a visé surtout un double but : d'une part, mener une campagne d'opinion pour la cause des Alliés; d'autre part, recueillir des dons pour les victimes françaises de la guerre. L'intervention des États-Unis et de la plupart des Républiques latino-américaines qui sont entrées en guerre ou ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne, de même que les secours en provenance des deux Amériques, transmis par le Comité central de Paris (plus de 7 millions de dons en argent et de 156 millions de dons en nature expédiés par le « Service de transport France-Amérique »), attestent l'importance des résultats obtenus.

Le Comité France-Amérique de Paris a son siège social, ses salons de réception et ses Bureaux au cœur de Paris. Il est dirigé par un Bureau et un Conseil de Direction. Le Bureau de France-Amérique est actuellement formé des personnalités suivantes :

*Président* : M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, ancien ministre des Affaires étrangères.

*Président-adjoint* : Comte Robert de Vogüé, président de l'Auto-mobile-Club.

*Vice-présidents* : Section France-États-Unis : maréchal Fayolle, duc de Broglie; de l'Académie des Sciences, président des « Cincinnati ».

Section France-Canada : M. François Carnot, duc de Lévis-Mirepoix.



Section France-Amérique latine : Vicomte de Fontenay, ambassadeur de France; M. Fouques-Duparc, ministre de France.

Section France-Brésil : Baron d'Anthouard, ministre de France; M. Georges Dumas, professeur à la Sorbonne.

Section France-Amérique centrale et Mexique : Baron d'Avril, ministre de France; M. Honnorat, sénateur.

Section intellectuelle et artistique : M. Henri Bergson, de l'Académie française; Baron Seillières, de l'Institut.

Section de propagande : M. E. Heurteau, délégué de la Compagnie d'Orléans.

Commission du Tourisme et d'Accueil : M. dal Piaz, président de la C<sup>ie</sup> Générale Transatlantique; M. E. Chaix, président de la Commission du Tourisme de l'Automobile-Club de Paris.

Commission des Beaux-Arts : M. François Carnot, président de l'Union centrale des Arts décoratifs.

Commission de l'Industrie et du Commerce : M. Paul Templier, président de la Chambre syndicale de la Bijouterie.

Commission de l'Enseignement : M. Gustave Lanson, directeur de l'Ecole Normale Supérieure.

*Trésorier* : Marquis de Créquy-Montfort.

*Directeur général* : M. Gabriel Louis-Jaray, maître des requêtes au Conseil d'État.

Après du Comité central, fonctionnent les organisations suivantes :

*Commission de Dames*, composée de M<sup>mes</sup> Jean Balsan, la baronne de Brimont, la comtesse Madeleine de Bryas, la vicomtesse Robert de Caix de Saint-Aymour, François Carnot, la marquise de Créquy-Montfort, dal Piaz, Paul Dupuy, vicomtesse de Fontenay, la marquise de Ganay, Gabriel Hanotaux, la comtesse Hocquart de Turtot, la duchesse de La Force, la marquise de Loÿs-Chandieu, la princesse Achille Murat, la princesse de Poix, la marquise de Rochambeau, la vicomtesse de Salignac-Fénelon, Saint-René Taillandier, Eugène Schneider, André Thome, Tuffier, Louis Viellard, la comtesse Robert de Vogüé, Waldeck-Rousseau, et chargée de recevoir dans les salons du Comité, en des réunions périodiques, les hautes personnalités des deux Amériques. Section France-Canada, Section France-Etats-Unis, Section France-Amérique latine, Section France-Brésil, comportant une commission pour les rapports économiques et une commission pour les rapports intellectuels : Commission du Centre-Amérique; Bureau d'Accueil, dont les services gracieux sont à la disposition des Américains en France, présentés par un Comité correspondant; Section Intellectuelle et Artistique.

Le Comité central de Paris comprend des membres actifs, qui forment un cercle et des adhérents.

Le Comité publie une Revue mensuelle qui est sa propriété : *France-Amérique* (fondée en 1910), avec ses livraisons : France-Etats-Unis, France-Canada et France-Amérique latine. Cette Revue étudie la vie des nations américaines dans toutes leurs manifesta-



tions : politiques, internationales, économiques, financières, sociales, intellectuelles, artistiques, etc... Elle donne régulièrement des articles et chroniques des auteurs les plus connus et les plus compétents, paraît sur une quarantaine de pages de grand format qui contiennent des gravures ou cartes, en planches hors texte sur papier couché. (Le numéro : France, 3 francs ; Amérique, 1/2 dollar. Abonnement annuel : France, 35 francs ; Amérique du Nord et du Sud, 6 dollars ; Etranger : 40 francs.)

Le Comité publie, en outre, la Petite Collection France-Amérique (chaque cahier : 1 franc), reproduisant les discours ou articles qu'il importe particulièrement de faire connaître, — et il donne son patronage à un journal, *L'Amérique latine et la Vie française*, qui s'est fondé en 1923 (le numéro, 0 fr. 50 ; abonnement annuel : France, 25 francs ; Union postale, 30 et 35 francs).

Depuis 1913, la publication des périodiques est complétée par l'édition des livres : 1<sup>o</sup> de la Bibliothèque France-Amérique, qui comprend quatre collections : Histoire des Nations américaines ; Pays d'Amérique : Littérature et Arts d'Amérique ; Questions américaines donnant sur chaque sujet une étude complète et originale ; 2<sup>o</sup> de collections diverses : Guide de Paris, Annuaire, Grands Hommes de la Guerre, France dévastée, Editions France-Amérique, etc...

L'œuvre du Comité, tant en France qu'en Amérique, peut ainsi se résumer : constituer des centres où se rencontre, pour un effort convergent, l'élite des nations américaines et de la France qui apprend à se connaître par des contacts personnels.

Les résultats vraiment remarquables obtenus par lui en quinze années autorisent les prévisions les plus optimistes : mais il a besoin d'être soutenu et, puisant ses seules ressources dans les contributions volontaires de ses adhérents, il demande à tous ceux qui, dans les nations américaines et en France, s'intéressent à son effort, plus que jamais utile, de lui apporter leur concours actif.









IMPRIMERIE  
CH. HÉROLD  
:: CYREUX ::

UEX

TS-